

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Application & la Réforme
DE LA
LOI DU 13 JUILLET 1906
SUR LE
REPOS HEBDOMADAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 17 Juin 1909, à 2 heures et demie.

PAR

ROBERT WATIN-AUGOUARD

Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants : MM. DESCHAMPS, professeur.
CAPITANT, agrégé.*

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

ROBERT WATIN-AUGOUARD

L'Application et la Réforme

DE LA

LOI DU 13 JUILLET 1906

SUR LE

REPOS HEBDOMADAIRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Application & la Réforme

DE LA

LOI DU 13 JUILLET 1906

SUR LE

REPOS HEBDOMADAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 17 Juin 1909, à 2 heures et demie.

PAR

ROBERT WATIN-AUGOUARD



Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants : MM. DESCHAMPS, professeur.
CAPITANT, agrégé.*

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1909

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

A la Mémoire de mon Père

A ma Mère

INTRODUCTION

Réclamée par la très grande majorité, sinon l'unanimité des ouvriers et employés, acceptée dans son principe par le plus grand nombre des chefs d'entreprises, la loi établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers était votée à mains levées par le Sénat, adoptée par la Chambre des Députés, le 10 juillet 1906, à l'unanimité de 547 voix et promulguée le 13 juillet suivant.

Nul, actuellement, ne conteste la nécessité du repos hebdomadaire ; il est indispensable au point de vue physique, comme complément nécessaire du repos quotidien ; il ne l'est pas moins au point de vue intellectuel, moral et familial et comme voulu par la dignité elle-même de la nature humaine ; l'ouvrier ou l'employé n'est pas une machine, le seul but de sa vie n'est pas d'avoir du pain ; il a une intelligence, il a une famille et il a le devoir et, partant, le droit de s'occuper de l'une et de l'autre. La réorganisation de la famille ouvrière

dont les membres, par suite des conditions de la production moderne, sont disséminés en général dans divers établissements, dépend en grande partie de l'existence du repos hebdomadaire.

Le jour de repos doit de plus être le même pour tous ; que devient la vie de famille, en effet, si « le jour du repos n'est pas le même pour tous ses membres ? La mère travaille dans une fabrique, le père dans une autre, l'enfant dans une troisième : quand se réuniront ces membres épars d'un même corps ? Quel jour pourront-ils se trouver rassemblés ?..... Si le repos hebdomadaire n'est qu'un temps d'arrêt dans le travail, l'homme est traité comme la machine elle-même. La première condition pour que la vie de famille puisse renaître, c'est qu'il y ait tout un jour où tous ses membres se trouvent réunis autour du foyer. » (1)

Quel jour doit-on choisir pour le repos hebdomadaire ? — Le dimanche, parce que c'est le jour désigné par la tradition, par les mœurs de tous les peuples civilisés et parce qu'il est exigé comme jour du repos par la foi religieuse de la majorité des Français. De quel droit mettrait-on des consciences chrétiennes « dans l'impossibilité de remplir leur devoir le plus essentiel en portant à Dieu, le dimanche, dans ses temples, l'hommage d'adoration que leur foi leur impose. » (1).

Le repos du dimanche est aussi nécessaire à

(1) Lettre du Comte de Mun à la Croix. (*Bulletin de la Ligue pour le Repos du Dimanche*, 1904. p. 253)

l'ouvrier et à l'employé pour remplir ses devoirs de citoyen et goûter avec sa famille des distractions honnêtes.

Si l'on s'accorde à reconnaître la nécessité du repos hebdomadaire, il n'en est pas de même de la nécessité de l'intervention de la loi pour l'établir.

Certains esprits pensent que la loi n'a pas à régler cette question et que l'initiative privée doit seule travailler à faire respecter le repos hebdomadaire. Contrairement à cette opinion nous croyons l'intervention de la loi nécessaire pour plusieurs motifs :

D'abord la conservation des forces physiques, de l'intelligence du travailleur, l'accomplissement de ses devoirs de famille et de ses devoirs religieux créent pour lui autant de droits au repos hebdomadaire et l'on ne peut vraiment attendre de l'initiative privée et de la lente amélioration des mœurs seule la suppression d'un abus qui porte atteinte à ces droits.

Et d'ailleurs il nous semble, tout en lui rendant justice et en constatant ses résultats acquis quelquefois importants, que l'initiative privée n'est pas suffisante pour faire respecter le repos du dimanche et est incapable d'arriver à une solution générale parce qu'il y aura toujours des mauvaises volontés pour entraver l'action des patrons voulant fermer leurs établissements le dimanche.

Dans les pays où ce repos est le plus dans les

mœurs, la loi elle-même n'est pas inutile aujourd'hui. Personne ne conteste que l'observation du repos du dimanche est en Angleterre une tradition nationale ; à l'heure actuelle cette observation s'est beaucoup relâchée et le gouvernement a cru devoir déposer au Parlement en 1908 un projet général de loi sur le repos dominical.

Le repos hebdomadaire, en troisième lieu, doit en principe et sauf exceptions indispensables, être fixé au même jour et au dimanche pour tous les travailleurs ; il est à craindre que si ce jour n'est pas fixé par le législateur, bien des patrons, sans véritable nécessité, n'établiront pas ce repos collectif et dominical.

La fixation du jour du repos par la loi est enfin nécessaire parce qu'un contrôle, une inspection est indispensable pour en assurer le respect et empêcher son inobservation ; les inspecteurs du travail ne pourraient faire respecter le repos sans l'existence d'une loi et l'établissement de moyens de contrôle.

L'intervention de la loi en matière de repos hebdomadaire n'était pas nouvelle en France. Une loi du 18 novembre 1814 avait interdit tous les actes extérieurs contraires à l'observation du dimanche, l'ouverture des boutiques et ateliers principalement. Suspecte dès le début et accusée de viser surtout un but religieux, presque inappliquée après 1830, elle était abrogée en 1880.

La proposition de loi primitive, présentée par

M. Zévaès le 6 avril 1900, ne visait que l'interdiction de faire travailler plus de six jours par semaine dans les bazars et magasins sans prescrire le repos collectif ni dominical. C'est dans la suite des débats parlementaires qu'elle fut étendue à l'industrie et que le principe du repos collectif dominical y fut inscrit.

La loi de 1906 était à peine promulguée qu'elle suscitait de toutes parts des protestations et des réclamations et donnait naissance à un mouvement de résistance et à des difficultés d'application qu'aucune loi de réglementation du travail antérieure n'avait jamais rencontrés ; des circulaires ministérielles, en nombre particulièrement considérable, paraissaient successivement et un an ne s'était pas écoulé que neuf propositions et un projet de loi, complétant ou modifiant les dispositions de la loi de 1906, étaient déposés à la tribune de la Chambre des Députés. Ils furent tous renvoyés à la Commission du Travail qui a arrêté son rapport le 12 mars 1908.

Maintenant le calme s'est fait sur la question mais il est malheureusement permis de se demander si ce n'est pas en grande partie au détriment de l'application réelle de la loi elle-même.

Est-ce à dire que cette loi, excellente et salubre dans son principe, n'était pas heureuse ni à l'abri de toute critique dans ses dispositions ? C'est ce que nous examinerons dans notre étude.

Nous nous proposons au cours de ces pages

d'exposer dans une première partie les différentes dispositions de la loi de 1906 en insistant particulièrement sur celles qui ont donné naissance dans la suite à des difficultés d'application auprès des intéressés et d'interprétation auprès des tribunaux.

Dans une seconde partie nous présenterons quelques remarques critiques sur la loi, nous rechercherons si elle ne contenait pas en elle-même des causes de difficultés d'application que l'on pouvait prévoir d'avance, et nous essayerons de résumer brièvement les phases successives de cette application.

Dans une troisième partie enfin nous exposerons les différentes modifications proposées, principalement par le projet du gouvernement tel qu'il est sorti des délibérations de la Commission du Travail.



PREMIÈRE PARTIE

La Loi du 13 Juillet 1906

CHAPITRE I^{er}

PRINCIPE GÉNÉRAL

PREMIÈRE SECTION

**En quoi consiste le repos hebdomadaire.
Question des extras.**

Le principe général de la loi du 13 juillet 1906 est contenu dans l'article 1^{er}, ainsi conçu :

« Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives. »

L'article 2 pose le principe du repos hebdomadaire collectif et fixé au dimanche.

Ce que la loi interdit donc à tout chef d'entreprise et il importe de le préciser avec soin, c'est de faire travailler plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier qui a droit, après ces six jours, à un jour de repos. D'où les conséquences suivantes :

1^o — La loi ne vise que le repos de l'ouvrier ou de l'employé et non celui du patron ; ce dernier pourra donc, s'il le veut, travailler sept jours consécutifs sans prendre de repos.

2^o — La loi ne concerne que les travailleurs et non les entreprises ; les établissements soumis à la loi pourront rester ouverts ou fermer le jour du repos collectif suivant la volonté des patrons, à condition naturellement que ces derniers n'emploient pas ce jour-là des ouvriers ou employés ayant déjà travaillé six jours. C'est ce qui ressort formellement des travaux préparatoires de la loi de 1906.

« La loi, disait le ministre du Commerce à la séance du Sénat du 26 mai 1905, (1) n'entraînera pas nécessairement la fermeture des magasins ; le patron, qui a sous ses ordres deux ou trois employés, restera libre, lorsque ceux-ci seront licenciés le dimanche, de garder, s'il lui convient, la maison ; il servira la clientèle lui-même. »

Le 29 juin 1906 (2), d'autre part, le Sénat reje-

(1) *Journal officiel*, 27 mai 1905. Sénat, p. 952.

(2) *Journal officiel*, 30 juin 1906. Sénat, p. 720.

tait un amendement de *M. Berger* à l'article 2 de la loi, qui aurait été ainsi conçu :

« Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

« En conséquence, toutes les usines, magasins, boutiques, et en général tous les établissements soumis à la loi seront fermés le dimanche sauf les cas prévus aux articles suivants. »

Le texte de l'article 1^{er} fait naître une question délicate : s'il est interdit à un patron d'occuper plus de six jours par semaine son personnel ordinaire, permanent, lui est-il permis d'employer un personnel d'extra le jour du repos ? Problème important, car si l'emploi d'extras est interdit, les établissements qui seraient soumis au repos collectif — régime normal comme nous le verrons dans la suite — et que le patron ne pourrait, à cause de leur importance, faire fonctionner seul le jour du repos, seraient obligés de fermer ; la loi aurait comme conséquence pour eux la fermeture obligatoire.

Sur cette question trois opinions différentes sont en présence.

D'après les instructions ministérielles l'emploi du personnel d'extra est interdit comme contraire à la loi :

« On a demandé, dit la circulaire, aux préfets du 9 août 1906, (1) s'il était possible, aux termes de la loi, pour les établissements devant donner le

(1) *Bulletin de l'Office du Travail* Septembre 1906 p. 941.

repos au même jour à tout le personnel, de se servir, pendant le jour du repos, d'un personnel dit « d'extra ».

« La loi ne permet point cette manière de faire. Elle décide, en effet, dans son art. 2, § 1^{er}, que le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche. Et si la disposition générale de l'article 1^{er} reçoit satisfaction par l'emploi dans un établissement d'un personnel permanent pendant six jours et d'un personnel d'extra le septième jour, il n'en est pas de même de la disposition du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

« Tout établissement organisant un tel régime doit être considéré comme donnant le repos par roulement. Toute demande d'un tel régime est donc une demande de roulement, qui ne saurait être prise en considération que pour parer aux mêmes nécessités. »

De même dans la circulaire du 3 septembre 1906 (1), adressé aux inspecteurs divisionnaires du travail : Tout établissement soumis à un des quatre régimes de repos collectif « ne peut occuper aucun employé pendant la durée assignée au repos collectif, sauf pour les travaux visés aux articles 4 et 5 § 1^{er}. Il ne lui est pas permis, notamment, d'assurer pendant le repos collectif, par un personnel d'extra, la marche de l'industrie ou du commerce exercés. Cette manière de faire, qui en

(1) *Bull. de l'Off. du Trav.* Septembre 1906 ; p. 945 (citation p. 947).

général aurait pour objet de tourner la loi, constituerait un repos par roulement. »

En résumé l'emploi d'extras, constituant une forme de repos par roulement, n'est possible que pour les établissements admis par la loi (art. 3) ou autorisés par arrêté préfectoral (conformément aux art. 2 et 8.) à donner ce genre de repos.

Plusieurs jugements du tribunal de simple police de Paris, tous en date du 23 janvier 1907 (1), partagent la même opinion : « S'il était permis, disent les considérants, de faire travailler du personnel d'extra le jour du repos collectif, la loi demeurerait lettre morte et tout établissement se trouverait dans la possibilité d'appliquer le repos par roulement, alors qu'il ne rentre pas dans l'une des exceptions prévues par la loi et qu'il n'a pas obtenu l'autorisation nécessaire pour ce faire. »

D'autres tribunaux de simple police ont statué en sens contraire : Ceux de Rochefort, le 21 novembre 1906, de Saumur, le 29 novembre 1906, de Roanne, le 8 décembre 1906 et de Lille, le 15 décembre 1906. (2)

Suivant les considérants du jugement de Lille, dont le lecteur me pardonnera de citer un long passage : « de la subordination de l'article 2 à l'article 1^{er}, il résulte forcément que la rubrique

(1) *Gazette des Tribunaux* ; 25 janvier 1907.

(2) Cf. dans le même sens, trib. de simple police de Lille, 19 décembre 1906 — de Versailles, 12 janvier 1907 — de Roubaix, 15 novembre 1906 et 7 mars 1907. Tous ces jugements ont été cassés par la Cour de Cassation.

tout le personnel de l'article 2 désigne uniquement et limitativement l'ensemble des travailleurs qui sont dans les conditions visées par l'article 1^{er}, c'est-à-dire les ouvriers et les employés qui par leur contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée pourraient être ou seraient obligés de travailler au moins six jours par semaine; d'où cette conséquence que les employés ou les ouvriers dont le contrat de travail fixé à moins de six jours par semaine la durée du travail, et plus particulièrement les « extras » qui sont engagés par un seul jour (celui du congé collectif du personnel) ne font point partie dudit personnel et par suite peuvent sans contravention être employés au travail de l'établissement le jour dudit congé collectif. »

Quant à l'objection tirée du repos par roulement, il faut se reporter à la définition donnée par le rapporteur du Sénat le 5 juillet 1906 : «..... le repos hebdomadaire par roulement, c'est-à-dire « l'obligation pour chaque ouvrier de cesser son « travail une fois par semaine » ; il n'y a donc roulement, « au sens de la loi, qu'autant que les repos individuels des membres du personnel sont ainsi combinés que chaque membre jouisse à tour de rôle d'un congé de vingt-quatre heures consécutives par semaine ; que dès lors, l'emploi « d'extras » ne peut donner naissance à un roulement, puisque le repos de ces extras ne serait pas dans les conditions de périodicité et de durée nécessaires. »

A côté de ces deux opinions une troisième, intermédiaire, a été adoptée par la Cour de Cassation. Aux termes de deux arrêts du 19 janvier 1907 (1), suivis d'une jurisprudence constante (2), l'emploi d'extras n'est interdit que si ceux-ci sont occupés d'une manière habituelle les jours de repos ; tous les employés d'un établissement, dès lors qu'ils sont occupés habituellement, que ce soit pendant un seul jour de la semaine ou pendant les autres jours, constituent indistinctement le personnel de l'entreprise auquel, conformément aux articles 1^{er} et 2 § 1^{er}, le chef d'établissement doit le repos collectif.

Si donc les extras étaient différents chaque jour du repos collectif il n'y aurait pas, suivant la Cour de Cassation, de contravention encourue, tandis que, suivant les circulaires, il y en aurait dans tous les cas.

Les arrêts admettent, d'autre part, que le procédé consistant à faire alterner un personnel habituel affecté aux jours de repos avec un personnel affecté aux jours de la semaine n'est qu'une forme de repos par roulement.

(1) Cassant les jugements des tribunaux de simple police de Rochefort et de Saumur, ci-dessus mentionnés (Dalloz, 1907. 1.105).

(2) Cf. Crim. Cass. 2 février 1907 (Dalloz, 1907. 1.105) — 20 avril (2 arrêts) et 4 mai 1907 (1 arrêt) (Dalloz, 1907. 5. 39 et *Gazette du Palais* 26 avril et 12 mai 1907) — 4 mai (2 arrêts) et 17 mai 1907 (Dalloz, 1908. 5. 47) — 4 novembre 1908 (*Bulletin de l'Inspection du Travail*. 1908. p. 414).

Pour nous, nous croyons d'abord, conformément à la seconde opinion et au jugement du tribunal de Lille que l'emploi d'extras n'est pas interdit par la loi (1) et ce, pour les raisons suivantes :

Le repos hebdomadaire, prévu par l'article 1^{er} § 2, qui doit, en principe et sauf exceptions prévues par la loi, être donné le dimanche conformément à l'article 2 § 1^{er}, est dû à qui ? Aux employés et ouvriers qui ont travaillé six jours et qui sont visés par l'article 1^{er} § 1^{er}, en corrélation avec l'article 2 § 1^{er} ; ce sont eux qui font partie du « personnel » de l'article 2 § 2, auquel la loi accorde le repos ; les ouvriers et employés occupés moins de six jours sur sept n'en font pas partie et ne sont pas soumis à la loi (2).

(1) Cf. dans le même sens : Bonnefoy, le *Repos hebdomadaire* p. 46 — Bruneau : le *Repos hebdomadaire* p. 17 — Bonnard : *la loi sur le Repos hebdomadaire devant le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation* (Questions Pratiques de Législation Ouvrière. août-septembre 1908. p. 245) — Note sous jugement du tribunal de simple police de Paris, 23 janvier 1907 (*Gazette des Tribunaux* 25 janvier 1907).

Contra : Mesnard. Etude sur la loi du 13 juillet 1906 (*les Lois Nouvelles*, 1907. 1^{re} partie. p. 1).

Voir aussi sur la question : note de M. L. Lacour sous arrêts de la Cour de Cassation. 19 janvier 1907 (Dalloz, 1907. 1.105) et Conclusions du Commissaire du Gouvernement M. Romieu. Conseil d'Etat, 30 novembre 1906. (Dalloz, 1907 3.5).

(2) Cf. jugement du tribunal de simple police de Paris, 19 février 1907. (Dalloz, 1907 5. 23), suivant lequel les dispositions de la loi de 1906 ne s'appliquent pas à un magasin n'ouvrant que deux fois par semaine.

Contrairement donc suivant nous à la jurisprudence de la Cour de Cassation, les extras, même employés habituellement, ne sont pas soumis à la loi puisqu'ils ne travaillent qu'un jour par semaine.

Et d'ailleurs qu'a voulu la loi ? Interdire au patron d'occuper plus de six jours par semaine un même ouvrier ou employé et non empêcher cet ouvrier ou cet employé de travailler plus de six jours ; les travaux préparatoires sont formels sur ce point.

Quant à l'objection suivant laquelle l'emploi d'extras le jour du repos collectif constitue un repos par roulement, elle ne se pose même plus après ce que nous venons de dire puisque l'extra, n'étant pas employé six jours par semaine chez le même patron, n'a pas droit au repos hebdomadaire, qu'il soit collectif ou par roulement (1)

Pour que l'emploi d'extra eut été impossible, il aurait fallu, non interdire d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier, mais interdire de faire travailler tout ouvrier ou employé le dimanche, et, mieux encore, ordonner la fermeture le dimanche de tous les établissements industriels ou commerciaux. Même dans ce cas,

On voit, en parcourant les travaux préparatoires où l'on ne trouve rien, que les Chambres n'ont jamais pensé au remplacement possible du personnel ordinaire par un personnel d'extra.

(1) Cf. dans le même sens Bonnefoy. op. cit. p. 47.

l'emploi d'extras le dimanche aurait bien constitué une infraction à la loi, mais non l'établissement sans autorisation d'un régime de repos par roulement. En effet l'emploi, même régulier, du même travailleur dans un établissement un seul jour par semaine n'a pas comme résultat de transformer pour lui les autres jours de la semaine en jours de « repos hebdomadaire » au sens strict du mot, ce sont plutôt des jours de « non travail ». S'il n'y a pas là de repos hebdomadaire, il n'y aura pas non plus de repos hebdomadaire par roulement si l'on fait alterner des ouvriers, travaillant un jour par semaine dans l'établissement et n'y travaillant pas les autres jours, avec d'autres ouvriers travaillant six jours par semaine et se reposant un jour.

La loi de 1906 est applicable quelle que soit la durée du travail quotidien des ouvriers ou employés (1).

D'autre part la loi prescrit, le jour du repos, la cessation de tout travail, même minime. (2)



(1) Cf. Trib. de simple Police de Paris; 21 février 1907 (Dalloz 1907, 5, 23). — Crim. Cass. 4 août 1907 (*Gazette des Tribunaux* 1^{er} septembre 1907).

(2) Crim. Cass. 6 juillet 1907 (*Gazette des Tribunaux*. 6 novembre 1907).

DEUXIÈME SECTION

Durée du Repos.

Le repos doit avoir en principe, aux termes de l'article 1^{er} § 2, une durée de vingt-quatre heures consécutives. Cette durée n'est pas suffisante. « Il ne faudrait pas que le travail pût être organisé de telle façon que l'ouvrier ou l'employé se trouve retenu à l'atelier ou au magasin une grande partie de la nuit qui précède et aussi une grande partie de la nuit qui suit le jour de repos. Cependant, avec le repos limité à vingt-quatre heures, l'homme qui a travaillé le samedi jusqu'à minuit, peut être obligé de reprendre son travail le dimanche, à minuit. » (1)

La réduction de la journée de travail du samedi — communément appelée semaine anglaise — peut être considérée comme le complément nécessaire du repos dominical. Elle est en effet « la garantie de la réalité du repos du dimanche. N'est-il pas évident, par exemple, que le repos du dimanche ne sera pour la famille ouvrière tout le bienfait qu'il peut être qu'à la condition que la mère aura pu, dès le samedi, consacrer aux soins du ménage les quelques heures nécessaires, mettre

(1) R. Jay. *Le Repos du Dimanche et la nouvelle Loi française* p. 29.

en état le logis dans lequel, après une semaine de labeur, tous les membres de la famille vont enfin se trouver, pour un jour, réunis ? » (1)

(1) R. Jay. op. cit. p. 29.

Un certain nombre d'établissements industriels jouissent en fait à l'heure actuelle en France du repos du samedi (voir *Bull. de l'Off. du trav.* mars 1903. p. 205).



CHAPITRE II

DOMAINE D'APPLICATION

PREMIÈRE SECTION

Domaine d'Application quant aux Etablissements.

§ 1^{er}. — ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS.

Au lieu de dresser une liste des établissements auxquels la loi serait applicable, le législateur, dans l'article premier, y soumet tout « établissement industriel ou commercial ou ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

Cette formule générale a été substituée par la Commission Sénatoriale et pour éviter des difficultés d'application, à une énumération d'établissements, votée par la Chambre des Députés le 27 mars 1902 (1).

(1) Voir rapport de M. Poirrier au Sénat sur la proposition de loi tendant à établir le repos hebdomadaire. 21 février 1905. (Session ordinaire de 1905. Annexe n° 28). p. 42.

Le champ d'application de la loi de 1906 est plus étendu que celui de toutes les lois de réglementation du travail antérieures, même de la loi de 1893-1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs ; les mines, non soumises à cette dernière, le sont au contraire à la loi de 1906.

La définition de l'article premier de la loi de 1906 n'est elle-même pas complète puisque l'article 3 soumet au repos hebdomadaire (par roulement) les hôpitaux, asiles, maisons de retraites ou d'aliénés, musées, qui ne présentent cependant pas de caractère industriel ou commercial.

Que doit-on entendre par établissement industriel ou commercial ? Il faut s'attacher à la nature du travail fait dans cet établissement par l'ouvrier ou l'employé.

Est travail industriel celui « qui a pour but l'extraction, l'emploi ou la transformation de matières ou produits fabriqués qui sont livrés au commerce ou sont susceptibles de l'être.

« Le travail commercial se distingue du travail industriel en ce qu'il ne comporte point de transformation des matières ou produits, qui sont l'objet d'une simple transmission sans qu'ils soient modifiés ou dénaturés. » (1)

Tout établissement dans lequel les ouvriers ou employés se livreront à un travail répondant à ces définitions devra donc être considéré, suivant les cas, comme établissement industriel ou comme

(1) L'Armbruster. *Le Repos hebdomadaire*. p. 38.

établissement commercial et soumis à la loi, qu'il soit public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Les établissements publics comprennent tous les établissements appartenant à l'Etat, aux départements et aux communes. Sont seuls soumis ceux qui présentent un caractère industriel ou commercial comme les manufactures nationales des Beaux-Arts, les arsenaux, les manufactures dépendant du ministère de la guerre. La loi ne s'applique pas aux établissements dont l'Etat, les départements ou les communes se servent pour exercer la puissance publique et qui n'existent pas dans les entreprises privées, comme les bureaux des ministères, des préfectures, des mairies, des trésoriers payeurs généraux etc.

§ 2. — ETABLISSEMENTS NON ASSUJETTIS

Echappent à la loi un certain nombre d'établissements ou de travaux : travaux agricoles, entreprises de transport par eau, chemins de fer, travaux domestiques, professions libérales. Nous allons les passer successivement en revue :

Travaux agricoles. — La loi de 1906 ne s'applique pas à l'agriculture ; outre qu'il est difficile de la faire rentrer dans la définition de l'article premier, les travaux préparatoires prou-

vent clairement l'intention du législateur sur ce point :

« Nous entendons comprendre dans la loi, dit le rapporteur au Sénat, M. Poirrier, (1) les ouvriers et employés des industries qui transforment les produits agricoles, distillerie, féculerie, sucrerie, mais laisser en dehors de la loi ceux de l'agriculture.

« Les ouvriers agricoles ne sont pas astreints à un travail aussi absorbant que celui des ouvriers et employés du commerce ou de l'industrie ; ils ne vivent pas comme ceux-ci dans une atmosphère trop souvent viciée. »

Quid des professions qui participent à la fois de l'agriculture par la nature des produits employés et du commerce ou de l'industrie par le genre de travail qu'elles exigent ?

« La loi s'applique toutes les fois qu'il y a prédominance du caractère industriel ou commercial, c'est-à-dire lorsqu'il y a transformation du produit par un personnel ou par une entreprise spéciale, lorsqu'il y a achat et vente du produit, ou lorsqu'il existe une organisation distincte de la culture pour la manutention et la présentation au public du produit mis en vente. » (2)

Ainsi l'agriculteur fabriquant du beurre avec le lait de ses vaches échappe à la loi, tandis que le fabricant de beurre y est soumis.

(1) p. 42.

(2) J. Boistel. *Manuel Pratique pour l'application de la loi sur le Repos hebdomadaire*. p. 30.

Entreprises de transport par eau. — Elles sont explicitement exclues par l'article 17 :

« Les dispositions de la présente loi ne sont pas appliquées aux employés et ouvriers des entreprises de transport par eau » (1)

Toutes les entreprises de transport par eau : par mer, par fleuves, par canaux, de voyageurs ou de marchandises sont exclues, mais, par contre, les entreprises annexes : ateliers de construction ou de réparation, bureaux des compagnies même, par exemple, rentrent dans le droit commun et sont soumis à la loi. (2)

Chemins de fer. — Ils sont exclus également par l'article 17 :

« Les dispositions de la présente loi ne sont pas appliquées aux employés et ouvriers des chemins de fer, dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales. »

(1) Pour les raisons de cette exclusion voir rapport de M. Poirrier au Sénat. p. 64.

(2) Une loi spéciale du 17 avril 1907, sur la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce, a établi, par son article 28, le repos hebdomadaire pour l'équipage des navires de commerce d'une jauge supérieure à 200 tonnes. Le repos hebdomadaire doit, autant que possible, être fixé au dimanche; toutefois, le capitaine pourra choisir un autre jour pour tout ou partie de l'équipage (cette dernière disposition introduit le principe du repos par roulement.)

Pour les travaux autorisés exceptionnellement le jour du repos hebdomadaire, voir le texte de l'art. 28. (*J. Off.*, 20 avril 1907.)

« Ce n'est pas une loi sur le repos hebdomadaire, disait M. Poirrier, (1) qui pouvait régler les repos, quotidiens et périodiques, intimement liés l'un à l'autre, qu'il conviendrait d'accorder, en raison de la diversité de leur travail, aux différentes catégories d'agents. — Nulle exploitation n'est aussi complexe que celle des chemins de fer; on ne trouve dans aucune autre des conditions de travail aussi différentes pour le personnel occupé, et par suite les nécessités des repos varient avec la nature des occupations. — Ce sont des décrets, des arrêtés, des circulaires qui ont réglé jusqu'à ce jour ces questions. . . — Une loi spéciale dans laquelle est comprise cette question des repos des employés de chemins de fer est pendante depuis plusieurs années devant le Parlement. » (2)

(1) Rapport au Sénat. p. 65.

(2) Cette proposition de loi, relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, votée à la Chambre des Députés le 14 novembre 1901, est actuellement au Sénat (texte : voir J. O. Doc. Parl. 1901. Sénat n° 409, p. 390). Aux termes de l'article 4, les ouvriers et employés de tous les services ont droit, tous les dix jours, à un congé de 24 heures consécutives avec solde et, tous les ans, à quinze jours de congé, également avec solde.

A comparer loi suisse du 19 décembre 1902, sur la durée du travail dans l'exploitation des entreprises de transport et de communications (chemins de fer, navigation à vapeur, postes, etc...) (Ann. de Légis. Etr. 1902. p. 474), dont les dispositions nous semblent préférables à celles de la proposition française. Les fonctionnaires, employés et ouvriers ont droit à cinquante-deux jours libres par an, dont dix-sept coïncidant avec le dimanche. La suspension de travail doit

Cette exception pourrait n'exclure que les employés des compagnies de chemins de fer actuellement protégés par les arrêtés du ministre, (1) c'est-à-dire ceux dont les fonctions intéressent la sécurité des voyageurs mais on considère l'article 17 comme ayant exclu tous les employés de ces compagnies pour lesquelles sont intervenus les arrêtés, même ceux qui n'y sont pas soumis, tels que les hommes d'équipe étiquetteurs et les employés de l'inspection des services centraux. L'expression de la loi : « Dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales » n'ont « qu'un sens complétif et doivent être compris ainsi : « parce que leurs repos sont ou doivent être réglés par des dispositions spéciales. » Il résulte, en effet, des discussions auxquelles a donné lieu la loi du 13 juillet 1906, que l'on a entendu exclure de cette réglementation les ouvriers et employés de che-

être de vingt-quatre heures et être précédée d'un repos de huit, neuf ou dix heures suivant les cas et suivie d'un autre repos semblable.

(1) Les agents des chemins de fer dont le travail est actuellement réglementé sont :

1° Les agents des trains (arrêté ministériel du 4 novembre 1899. — *Journal Officiel*, 25 novembre 1899).

2° Les mécaniciens et chauffeurs (arrêté ministériel du 4 novembre 1899 modifié par celui du 20 mai 1902. — *Journal Officiel*, 6 juin 1902).

3° Les agents des gares, stations et haltes (arrêté ministériel du 23 novembre 1899. — *Journal Officiel*, 25 novembre 1899).

4° Les agents chargés de la surveillance, de l'entretien et

mins de fer parce qu'une loi était pendante devant le Parlement pour régler leur situation à cet égard. Le personnel tout entier des chemins de fer — intérêt général et intérêt local — est donc visé par l'article 17. (1)

Echappent à la loi les chemins de fer d'intérêt général : chemins de fer de l'Etat, cinq grands réseaux, chemins de fer de ceinture, pour qui sont intervenus des arrêtés. (2)

De même tous les commentateurs de la loi de 1906 étendent l'exception aux chemins de fer d'intérêt local, prévus par la loi du 11 juin 1880

du remaniement des voies, les gardes sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine voie, gardes barrières en fonction permanente aux barrières. (Arrêté ministériel du 10 octobre 1901 — *Bulletin de l'Officiel du Travail*, 1901. p. 795).

Ces divers agents ont droit, suivant les différents arrêtés, à vingt-quatre ou trente-six heures de grand repos tous les dix jours ou tous les quinze jours ou tous les mois.

(1) Rapport de M. Zévaès à la Chambre des Députés sur le projet de loi complétant la loi sur le repos hebdomadaire, 12 mars 1908 (Session de 1908. Annexe n° 1578). p. 66.

(2) Les six grandes compagnies ont décidé dans une lettre collective du 21 septembre 1906 au Ministre des travaux publics d'assurer à leur personnel cinquante-deux jours par an de suspension de travail sous forme de journées ou demi-journées de repos, de congés annuels, etc... La plupart ont commencé à réaliser cette mesure. (Sur la question et son état actuel, voir rapport sus-indiqué de M. Zévaès. p. 66).

D'autre part un arrêté du 17 avril 1908 (*Bulletin de l'Officiel du Travail*, 1908. p. 679) a prescrit, à partir du 15 mai, la fermeture des gares les dimanches et jours fériés à partir de onze heures du matin pour les marchandises de grande vitesse et toute la journée pour celles de petite vitesse.

(départementaux et communaux) sans distinguer si des arrêtés préfectoraux ont été pris pour réglementer le travail de leurs agents, à cause du caractère général de l'expression « chemins de fer » employée par la loi. (1)

Cependant l'exception ne comprend pas la totalité des services et établissements constituant l'exploitation d'un réseau de compagnie. Dans une circulaire du 3 septembre 1906, (2) le ministre du commerce, après avoir rappelé qu'une exception analogue avait été admise en faveur des entreprises de transport par la loi du 11 juillet 1903, a prescrit de faire pour l'application de la loi de 1906 « la distinction établie par la circulaire ministérielle du 20 janvier 1904 (3) entre le personnel employé à l'entreprise de transport proprement dit et celui qui peut être occupé dans de véritables industries ou commerces, exercés en fait par l'entreprise de transport, mais qui pourraient être exercés sous une autre raison sociale sans compromettre le fonctionnement de l'industrie de transport. »

Les ateliers de construction et de transformation du matériel des compagnies, par exemple, rentrent dans l'application de la loi.

Sont soumis à la loi les chemins de fer indus-

(1) Bruneau. op. cit. p. 42. — Berthiot. *Le Repos Hebdomadaire*. p. 19 — Voir aussi Armbruster op. cit. p. 44 — Mesnard op. cit. p. 8.

(2) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906. p. 168.

(3) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1904. p. 5.

triels et miniers n'assurant pas le service public de voyageurs et de marchandises et les tramways (à traction animale ou mécanique). (1)

« La solution de la question du repos hebdomadaire, dit M. Poirrier, (2) ne présente pas autant de difficultés pour les employés de tramways que pour les employés de chemins de fer.... les employés de tramways ne figurent pas dans le projet spécial sur les employés de chemins de fer soumis au Sénat. En conséquence, nous avons cru devoir les comprendre dans la présente loi. »

Cependant une circulaire du 22 mai 1907, (3) classant les différents tramways en deux catégories, excepte de la loi ceux qui relient des centres éloignés et ont pour objet de transporter, non seulement des voyageurs, mais aussi des marchandises, et qui « ne pouvant être différenciés des chemins de fer ni au point de vue des conditions d'établissement, ni à celui du mode d'exploitation » sont en réalité de véritables chemins de fer d'intérêt local et échappent à l'application de la loi. Les autres y sont soumis, sans qu'il y ait de distinction à faire entre le personnel attaché à la conduite des voitures et les autres employés. (4)

(1) Cf. Circulaire du 17 décembre 1906. (*Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906 p. 354).

(2) Rapport au Sénat p. 67.

(3) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1907 p. 547.

(4) Cf. Crim. Cass. 17 mai 1907 et note approbative de M. L. Lacour (*Dalloz* 1908. 1. 317).

Postes et Télégraphes. — Nous avons vu précédemment que les établissements publics présentant un caractère industriel ou commercial sont soumis à l'obligation du repos hebdomadaire. Les postes et télégraphes, par exception, ne rentrent pas dans la sphère d'application de la loi et ont été écartés pour des considérations budgétaires. Ce point résulte clairement de la discussion de la question à la Chambre des députés, le 27 mars 1902. (1).

Travaux Domestiques. — Les gens de maison ne sont pas soumis à la loi de 1906. « L'application de la loi à cette catégorie de travailleurs, dit M. Poirrier (2), aurait exigé, en effet, pour le contrôle, l'ingérence de l'inspection dans chaque maison, dans chaque famille. »

« Toute personne employée par un patron, dit la circulaire du 13 juillet 1906 (3), à des travaux ne concourant pas à l'objet de son entreprise industrielle ou commerciale, tels que soins personnels ou besogne domestique, n'est pas admise au bénéfice de la loi. »

Un industriel peut-il employer le dimanche à son service privé un de ses ouvriers ou employés ?

(1) *J. O.* 28 Mars 1902. p. 1575. Le ministre du commerce renouvela à cette séance l'assurance qu'il continuerait, comme par le passé à faire son possible pour assurer le repos hebdomadaire aux agents et sous-agents des postes, dans les limites des crédits budgétaires.

(2) Rapport au Sénat p. 42.

(3) *Bull. de l'Insp. du trav.* 1906 p. 169.

Oui, à notre avis, puisque les travaux domestiques ne rentrent pas dans les travaux reconnus par la loi.

A l'inverse, un domestique attaché à un service privé et qui est employé en même temps à un service industriel ou commercial doit-il bénéficier du repos hebdomadaire? Un jugement du tribunal de simple police de Lille du 15 décembre 1906 (1) décide que si les domestiques sont employés d'une manière ou d'une autre aux affaires commerciales du maître, même le dimanche seulement, il y a infraction à la loi car dans ce cas il y a confusion entre le domicile particulier de ce maître et son établissement industriel ou commercial.

Il nous semble nécessaire d'établir ici une distinction en raison de ce qu'à notre avis, la loi ne s'applique aux ouvriers et employés qu'en cas d'occupation régulière et continue dans un établissement. (2) Si le concours prêté par le domestique est accidentel le cas est analogue à celui des extras, étudié précédemment, et la loi ne s'applique pas. Si au contraire le concours est permanent, le domestique sera soumis à la loi. (3)

Quid pour les domestiques employés dans les hôtels?

Plusieurs hôteliers ont prétendu que seuls les

(1) Dalloz. 1907. 5. 23.

(2) Cf. dans le même sens Bruneau, op. cit, p. 51.

(3) En ce sens Trib. simp. Pol. de Paris. 29 Décembre 1906. (Dalloz 1907. 5. 23.)

domestiques affectés spécialement aux services de l'hôtel (cuisiniers, maîtres-d'hôtel) étaient soumis à la loi, et non les domestiques proprement dits, affectés au service particulier des voyageurs.

Il nous semble plus conforme à la loi de les soumettre tous à l'obligation du repos hebdomadaire, (1) car tous sont rémunérés par l'hôtelier et non par les voyageurs, tous dépendent de cet hôtelier, sont au service d'une exploitation commerciale (la loi, dans l'article 3, comprend explicitement les hôteliers parmi les commerçants pouvant donner le repos par roulement), et doivent par conséquent être considérés comme « employés » dans le sens de la loi.

C'est en ce sens que s'est fixée la jurisprudence. (2)

Professions Libérales. — Elles ne rentrent pas dans la définition de l'article 1^{er} et sont exclues de l'application de la loi ; avocats, notaires, médecins, littérateurs, artistes ne seront pas astreints à donner le repos hebdomadaire à leur personnel.

Par contre sont considérés comme commerçants les banquiers et les agents de change.

(1) En ce sens, *Lois nouvelles* 1907. 4^e Partie. *Revue de Jurisprudence* p. 30. — Bruneau. op. cit. p. 52.

(2) Cf. Trib. simp. Pol. de Lille, 3 novembre 1906. (Dalloz. 1906. 2. 374), sur appel : Trib. Corr. de Lille 30 janvier 1907. (*Le Droit* 1^{er} février 1907) et sur recours en cassation : Crim. Cass. 5 juillet 1907. (*Le Droit*, 11 juillet 1907). — Trib. simp. Pol. de Lyon 5 Décembre 1906. (*Gazette des Trib.* 29 Décembre 1906.)

Voir aussi Crim. Cass. 2 février 1907. (Dalloz 1907. 1. 306).

DEUXIÈME SECTION

Domaine d'application aux personnes bénéficiant du repos.

Nous avons vu en étudiant son principe général, que la loi soumet à l'obligation du repos hebdomadaire les ouvriers et employés seuls, c'est-à-dire, aux termes de la circulaire du 3 septembre 1906, (1) « toute personne employée par un patron à un travail concourant à l'objet de son entreprise industrielle ou commerciale, » et qui en général est liée par un contrat de louage. Les patrons échappent à la loi et ne seront obligés, ni de ne pas travailler, ni de fermer leur établissement le jour du repos ; de même pour les petits artisans, les petits marchands qui travaillent seuls, sans ouvriers ni employés.

Mais, par contre, peu importe la rémunération reçue par l'ouvrier ou l'employé : paiement aux pièces, à l'heure, à la journée, à la semaine, au mois ou à l'année (2) ; peu importe même qu'il soit salarié ou non (3). Les travailleurs employés dans les établissements d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, qui souvent ne sont

(1) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906. p. 168.

(2) Cf. Chambre des Députés, 27 mars 1902. (*Journal Officiel*, 28 mars. p. 1579).

(3) *Crim. Cass.* 7 mars 1907. (*Dalloz*, 1907. 1. 305). — Voir *Boistel. Op. cit.* p. 33.

pas salariés, sont compris par la loi elle-même dans l'énumération de l'article 1^{er} ; les apprentis seront aussi assujettis à la loi.

On doit cependant considérer comme non soumis à la loi celui qui, sans être lié par aucun engagement et agissant à titre gracieux, vient aider momentanément un commerçant à vendre ses marchandises (1). De même l'emploi accidentel d'un tiers le jour du repos ne rentre pas dans les prévisions de la loi (2).

La loi de 1906 s'applique à tous les travailleurs : hommes adultes, femmes et enfants, sauf trois exceptions contenues dans l'article 18 et concernant les dérogations prévues par les articles 4 et 5 § 1^{er}, 5 § 3 et 6.

L'article 18, premier paragraphe, abroge les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 en ce qui touche le repos hebdomadaire.

La loi de 1892 (art. 5) avait interdit d'employer dans les établissements industriels les enfants de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge plus de six jours par semaine, mais sans fixer le jour de repos ni exiger le repos collectif, ni les jours de fête reconnus par la loi : l'obligation du

(1) En ce sens Crim. Cass. 20 mars 1907. (*Gazette des Trib.* 8-9 avril 1907) et 27 avril 1907. (*Gazette des Trib.*, 12 mai, 1907).

(2) Crim. Cass. 4 mai 1907. (*Gazette des Trib.*, 19 septembre 1907.)

repos pouvait être, aux termes de l'article 7, temporairement levée par l'inspecteur du travail, dans certaines industries à désigner par un règlement d'administration publique (décret du 15 juillet 1893. Art. 5.)

La non abrogation de ces dispositions aurait entraîné pour le personnel protégé par la loi de 1892 une situation défavorable vis-à-vis des femmes et enfants travaillant dans les établissements commerciaux, et des hommes adultes employés dans les établissements industriels ou commerciaux, qui bénéficient, en vertu de la loi de 1906, et sauf exceptions, du repos collectif dominical.

L'obligation du repos les jours de fêtes légales, établie par la loi de 1892, subsiste toujours, de sorte que les enfants et les femmes bénéficient du repos, dans les établissements visés par cette loi, les jours de Noël, de l'Ascension, de l'Assomption, de la Toussaint, le jour de l'An, le 14 juillet, le lundi de Pâques et le lundi de la Pentecôte.

L'inspecteur du travail pourra d'ailleurs toujours lever l'interdiction du travail, comme il a été dit plus haut.

Quid des *associés* ? La loi de 1906 ne leur est pas applicable car ils ne peuvent être considérés comme ouvriers ou employés. C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation (1), mais à condition qu'il ne

(1) Crim. Cass. 2 février 1907. (Dalloz, 1907. 1.109) — 4 mai 1907 et 8 février 1908. (Dalloz, 1908. 1.348). Il s'agissait dans ces 3 cas de contrats de société en participation.

soit pas prouvé que l'acte d'association soit fictif, ait été rédigé de mauvaise foi, comme moyen d'échapper à la loi. Si l'acte est sérieux, si les parties ont bien l'intention d'invoquer les droits qui leur sont conférés par lui, il doit être considéré comme valable. Cette appréciation de la bonne foi des contractants appartient au juge de police et échappe au contrôle de la Cour de Cassation.

Il ne faut pas confondre l'associé avec l'employé intéressé dans les bénéfices de l'entreprise ; cet employé reste dans un état de dépendance, incompatible avec la qualité d'associé, envers son patron, seul maître de l'entreprise ; il est par conséquent soumis à la loi. (1)

Les membres des *sociétés coopératives* sont-ils soumis à la loi ? Les auxiliaires salariés employés par les coopératives le sont certainement ; les associés proprement dits, au contraire, échappent à l'application de la loi.

Deux questions délicates se présentent à propos des membres de la famille et des gérants de succursales. Sont-ils ou non astreints à l'obligation du repos ?

Membres de la Famille. — Une circulaire du 30 novembre 1906 (2), classe en trois catégories les membres de la famille :

1^o La femme et les enfants du patron, (enfants,

(1) Cf. Arrêt ci-dessus de la Cour de Cassation du 8 février 1906.

(2) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906, p. 350.

petits-enfants) ne sont pas assujettis à la loi ; la femme doit être considérée comme l'associée de fait de son mari et les enfants concourent avec la femme à la gestion commerciale ou industrielle du patrimoine dont la garde appartient au père.

2° Les parents, à un titre quelconque, qui sont, au sens civil ou commercial, des associés, échappent aussi à la loi, comme tels et non comme membres de la famille.

3° Les membres de la famille autres que la femme, les enfants et les parents associés, s'ils sont employés, ont droit au repos hebdomadaire.

L'interprétation ministérielle a été sanctionnée par un arrêt de la Cour de Cassation du 7 mars 1907 (1).

Cependant, conformément à l'opinion que nous avons émise à propos des extras, échappent à notre avis à l'application de la loi les parents qui ne seraient pas employés habituellement, normalement, dans l'établissement, qui ne seraient occupés que le dimanche seulement par exemple.

Gérants. — La question de savoir si les gérants d'annexes ou de succursales sont soumis ou non à la loi est délicate. L'article 43 rend responsable de l'observation de la loi, outre les chefs d'entreprises les directeurs ou gérants. « Il s'agit évidemment alors de personnes exerçant une véritable direction et ayant l'autorité nécessaire pour donner ou refuser le repos hebdomadaire au personnel de l'état-

(1) Dalloz. 1907. 1. 305.

blissement. Il serait absurde, dans ce cas, de considérer ces directeurs ou gérants comme soumis eux-mêmes à l'obligation du repos hebdomadaire » (1). Il faut distinguer ceux qui sont réellement chefs d'établissement et échappent à la loi de ceux qui sont de véritables employés travaillant sous la direction du chef d'entreprise, qui ne sont pas responsables et qui sont soumis à la loi.

La Cour de Cassation a décidé que, devant être considérée comme gérant, la personne *libre dans son magasin*, achetant elle-même et vendant ses marchandises, engageant, payant et renvoyant les employés, *détenant une portion de l'autorité des chefs de l'entreprise* et assumant la responsabilité du bon fonctionnement de la succursale, fixant librement les jours et heures d'ouverture des magasins (2), etc.....

La même jurisprudence décide que la femme du gérant travaillant avec lui ne peut pas non plus, à défaut d'engagement spécial, être considérée comme employée (3).

Pour échapper à la loi certains commerçants

(1) Boistel. op. cit. p. 34.

(2) Crim. Cass. 19 janvier (2 arrêts) et 2 février 1907 (2 arrêts) (Dalloz 1907. 1. 107) — 19 avril 1907 (Dalloz 1907. 5. 39) — 7 et 8 juin 1907. (Dalloz 1908. 1. 319.). Pour les jugements des Trib. de Simp. Pol. voir énumération dans Bruneau. op. cit. p. 56 ; à ajouter Trib. Simp. Pol. de Reims 4 février 1907. (Dalloz 1907. 2. 68).

(3) Voir Crim. Cass. 19 janvier et 2 février 1907. ci-dessus indiqués.

l'ont tournée grâce à une adaptation du contrat d'engagement ; plusieurs sociétés se sont empressées « de faire modifier les contrats afin d'y inscrire que le succursaliste est libre d'ouvrir ou de fermer aux heures qui lui conviennent (1). »

(1) Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1906 p. LXIII.



CHAPITRE III

DIFFÉRENTS RÉGIMES PRÉVUS PAR LA LOI

PREMIÈRE SECTION

Régime normal.

Aux termes de l'article 2 le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche ; c'est le régime normal, auquel on ne peut déroger que dans des cas exceptionnels, prévus par le législateur et que nous examinerons plus loin.

Le projet Zevaès adopté le 27 mars 1902 par la Chambre des Députés et le projet présenté par la Commission du Sénat en mai 1905 avec M. Poirrier comme rapporteur ne fixaient pas le jour du repos ; ils interdisaient simplement de faire travailler plus de six jours, dans les entreprises énumérées par la loi, un même ouvrier ou employé ; ce repos hebdomadaire, non seulement n'était pas dominical, mais n'était même pas collectif et pouvait être fixé n'importe quel jour de la semaine,

Ce ne fut qu'après l'opposition par M. Monis

d'un contre-projet reprenant le projet voté par le Conseil supérieur du Travail dans sa session de 1904 et renvoyé à la Commission du Sénat que le nouveau texte, se conformant à ces projets, établit le principe du repos collectif dominical.

« Il est certain que le repos hebdomadaire ne peut avoir toute sa valeur que si le plus grand nombre possible de travailleurs, patrons et employés, en jouissent le même jour. La vie familiale, que l'on a surtout en vue de protéger, commande la fixation d'un jour ; et si l'on admet l'intérêt qui s'attache à ce que le repos ait lieu autant que possible le même jour, comment pourrait-on songer à en choisir un autre que le dimanche (1). »

Ce repos dominical sera, aux termes de l'article 1er § 2, de vingt-quatre heures consécutives et, étant donné le « dimanche », comprendra un jour civil, de minuit à minuit.

Le repos hebdomadaire cependant ne sera pas toujours donné le dimanche : la loi de 1906 admet un certain nombre d'exceptions à la règle du repos dominical. Ces exceptions dans certains cas sont nécessaires : « Il y a des cas, où pour des raisons d'ordre social, le travail ne pourra être suspendu le dimanche, devra pour certains ouvriers ou employés être fixé à une autre jour. » (2)

(1) Rapport supplémentaire de M. Prevet 20 mars 1906. (*Journal Officiel* 1906 Doc. Parlem. sénat annexe n° 108 p. 219).

(2) R. Jay. — *Le Repos du Dimanche et la nouvelle loi Française* p. 30

La loi ne se contente pas des régimes exceptionnels de repos hebdomadaire, elle admet aussi des exceptions à la règle du repos hebdomadaire lui-même, des dérogations, véritables réductions et suppressions du repos pendant un certain nombre de jours, et sauf en un cas, sans repos compensateur.

Nous allons, dans la suite du chapitre, rapidement exposer ces différents régimes exceptionnels et dérogations, nous réservant d'examiner dans une autre partie de cette étude (1), d'une part si le législateur n'a pas ouvert trop grande la porte aux exceptions au repos dominical et s'il n'aurait pu les établir d'une meilleure façon, et d'autre part si les dérogations au repos hebdomadaire lui-même étaient nécessaires et si l'ouvrier ou l'employé n'aurait pas dû toujours jouir d'un repos compensateur dans les cas exceptionnels où le travail du dimanche aurait pu lui être demandé.

DEUXIÈME SECTION

Régimes Exceptionnels

(Exceptions à la règle du repos collectif dominical)

La loi a établi deux sortes de régimes exceptionnels : les uns peuvent, dans des conditions déterminées et moyennant certaines formalités, être

(1) Voir deuxième partie.

introduits dans tout établissement; nous les nommerons régimes exceptionnels de fait; d'autres sont accordés de plein droit à un certain nombre d'établissements énumérés par la loi elle-même ou par un règlement d'administration publique qui la complète; ce sont les régimes exceptionnels de droit.

§ 1^{er}. — RÉGIMES EXCEPTIONNELS DE FAIT

A. — *Énumération des Régimes*

Ces régimes, au nombre de quatre, sont établis par l'article 2 de la loi ainsi conçu :

« Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

« Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, « le dimanche, de tout le personnel d'un établissement, « serait préjudiciable au public ou compromettrait le « fonctionnement normal de cet établissement, le repos « peut être donné, soit constamment, soit à certaines « époques de l'année seulement, ou bien :

« a) Un autre jour que le dimanche à tout le personnel « de l'établissement ;

« b) Du dimanche midi au lundi midi ;

« c) Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ; •

« d) Par roulement à tout ou partie du personnel. »

1^o Repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche. (article 2. a)

Ce repos est collectif, comme le régime normal, c'est-à-dire donné à tout le personnel de l'établis-

sement en même temps ; il doit comprendre un jour civil, de minuit à minuit.

2^o Repos hebdomadaire du dimanche midi au lundi midi. (article 2. b.)

Ce repos est collectif comme le précédent, mais il ne comprend pas un jour civil, il chevauche sur deux jours.

3^o Repos hebdomadaire le dimanche après midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine. (article 2. c.)

Le repos de l'après-midi du dimanche seul est collectif, le repos compensateur d'une journée par quinzaine étant donné par roulement. Ce repos compensateur doit comprendre une journée civile, de minuit à minuit, la loi disant « une journée » et non « 24 heures ».

4^o Repos hebdomadaire par roulement. (article 2. d.)

« Il y a repos par roulement ou alternatif, lorsque chacun des ouvriers ou employés d'un même établissement industriel ou commercial a droit à un jour de repos par semaine, le restant du personnel continuant à assurer la marche normale de l'entreprise » (1).

Le repos par roulement n'est pas dominical

(1) Bruneau. op. cit. p. 73.

puisqu'il peut être donné n'importe quel jour de la semaine, il n'est pas non plus collectif puisque les ouvriers ou employés ne prennent pas leur repos tous le même jour. L'employeur, autorisé à appliquer le roulement « est uniquement tenu de satisfaire à l'obligation suivante : ne pas occuper plus de six jours par semaine dans son établissement un même ouvrier ou employé » (1).

Le roulement, aux termes de l'article 3, peut être donné soit à tout, soit à une partie seulement du personnel.

Le repos par roulement doit-il comprendre un jour civil, ou avoir seulement une durée de vingt-quatre heures ? L'intention du législateur n'est pas très claire sur ce point.

On ne peut tirer argument du § 2 de l'article 1^{er}. « Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives » et l'estimer inutile, si le repos par roulement correspondait à un jour civil car les travaux préparatoires nous donnent l'explication de cette disposition :

« La durée du repos adoptée par votre commission, (repos qui pouvait, dans le projet de la commission, être collectif ou par roulement à la volonté des chefs d'entreprise) dit M. Poirrier, (2) est une journée par semaine, soit vingt quatre heures consécutives

« La Chambre des Députés avait dit, comme la

(1) Bruneau, op. cit. p. 73.

(2) Rapport au Sénat. p. 43.

loi de 1892, « ne pourront être occupés plus de six jours complets par semaine », sans autre précision. Nous avons tenu à préciser que les vingt-quatre heures de repos doivent être consécutives.....

« Nous disons vingt-quatre heures et non trente-six heures comme le Conseil supérieur du travail. Le résultat sera le même avec notre rédaction qu'avec celle du Conseil supérieur. En fait, là où le travail n'est pas organisé par équipes, l'une de jour, l'autre de nuit, dans les établissements où l'on ne travaille que le jour, le repos sera de trente-six heures....

« Si le travail est organisé par équipes, le Conseil supérieur admet que le repos pourra n'être que de vingt-quatre heures. La durée du repos sera donc bien la même en fait, d'après notre rédaction, que d'après le texte du Conseil supérieur »

La loi elle-même dans l'article 5 § 3 renferme une disposition qui tendrait à prouver que le jour du repos doit être un jour civil :

« Dans les établissements occupant moins de cinq
« ouvriers ou employés et admis à donner le repos par
« roulement, le repos d'une journée par semaine pourra
« être remplacé par deux repos d'une demi-journée. »

C'est d'ailleurs ce qui avait été admis pour le repos hebdomadaire des enfants et des femmes, établi par l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892.

Par contre, si l'on adoptait cette interprétation, des difficultés naîtraient dans les établissements

donnant le repos par roulement, pour les équipes des travaux continus dont la relève a lieu à 6 heures du soir et à 6 heures du matin. « Plusieurs raisons, dit la Circulaire du 3 septembre 1906, s'opposent à ce qu'on fixe obligatoirement à minuit le commencement du poste de nuit. D'abord c'est en général fort incommode pour les ouvriers ; ensuite cela ne cadrerait pas avec la législation sur le travail des femmes et des enfants, aux termes de laquelle le travail de jour ne peut se prolonger après 9 heures du soir ni commencer avant 5 heures du matin. Ces personnes ne peuvent donc faire partie ni de l'équipe de jour, ni de l'équipe de nuit quand les équipes se succèdent de minuit à minuit. »

Une difficulté de même genre se présenterait dans la boulangerie à cause du travail de nuit dans cette industrie.

Il nous semble que la question n'a pas été prévue par le législateur et peut-être ne faut-il pas considérer l'expression « une journée » lorsqu'elle a été employée dans les débats, comme désignant, dans l'esprit de ce législateur, un jour civil. Cependant nous pencherions plutôt à admettre qu'en règle générale le repos par roulement devrait être d'un jour civil complet, exception faite pour les équipes employées à des travaux continus indiqués plus haut (1) ou pour les ouvriers occupés à un travail de nuit, comme les boulangers.

Qu'entend la loi en disant que le repos par rou-

(1) En ce sens Bruneau op. cit. p. 73.

lement doit être hebdomadaire ? Suivant une première opinion (1) le mot, semaine, désigne « la semaine civile, du dimanche au samedi, et non une suite de sept jours quelconques. Chaque ouvrier ou employé pourrait donc avoir successivement des repos espacés de plus ou moins de sept jours pourvu qu'aucune semaine (du dimanche au samedi) ne soit dépourvue de repos. »

Il nous semble plus conforme à la loi d'admettre que le législateur a eu en vue, non la semaine civile, mais un intervalle de sept jours consécutifs (2). Le repos individuel de chaque employé ou ouvrier sera donc déterminé à jour fixe ; « en un mot le jour de repos individuel n'est pas sujet à roulement. S'il en était autrement, le même ouvrier ou employé serait occupé plus de six jours dans la semaine qui a suivi ou précédé le jour où ce roulement nouveau se produit » (3). C'est d'ailleurs la pratique suivie par le Ministre du Commerce pour l'application de l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892, aux termes duquel les enfants et les femmes ne pouvaient être employés plus de six jours par semaine, sans fixation de jour de repos collectif. (4)

(1) Boistel. op. cit. p. 40.

(2) En ce sens Bruneau. op. cit. p. 78. — Berthiot. op. cit. première édition p. 35.

(3) Berthiot. ibid.

(4) Cf. Lettres ministérielles du 30 septembre 1895. (*Bull. de l'Insp. du Trav.*, 1895. p. 419) et du 22 janvier 1897. (*Bull. de l'Insp. du Trav.* 1897. p. 20).

La même opinion ressort du rapport de M. Poirrier (1) : « l'article 1^{er} porte... interdiction pour le chef d'entreprise d'occuper un même ouvrier ou un même employé plus de six jours par semaine. » Et nous avons précédemment fait remarquer que le repos, suivant le projet de la Commission du Sénat, pouvait aussi bien être donné collectivement que par roulement.

Il ressort clairement de toutes les discussions à la Chambre et au Sénat que la préoccupation du législateur a été que tout ouvrier ou employé ne travaillât pas plus de six jours consécutifs, sans repos le septième et que l'expression « repos d'un jour par semaine » doit être entendue dans le sens de « repos d'un jour sur sept » (2). Le repos par roulement ne déroge qu'au repos collectif et non au repos d'un jour sur sept.

Ce n'est pas à dire qu'il ne serait pas préférable, à notre avis, de donner au travailleur admis au repos par roulement un certain nombre de dimanches par an, mais l'organisation du roulement

(1) p. 37.

(2) Cette préoccupation ressort notamment de la discussion qui eut lieu le 5 juillet 1906 au Sénat à propos du roulement dans la boulangerie. « De par la loi, disait M. Prévot, rapporteur, il est défendu à l'ouvrier qui prend son repos par roulement de travailler sept jours ; il doit se reposer un jour » (*Journal Officiel*, 6 juillet 1906. Sénat. p. 753).

« Le législateur entend donner à tous les travailleurs dans ce pays un jour de repos sur sept... » (*Journal Officiel*, ibid. p. 754).

dans ce sens par un chef d'entreprise nous paraîtrait contraire à l'intention du législateur.

Les chefs d'établissement admis de plein droit ou après autorisation à donner le repos par roulement à leur personnel ont-ils le droit de donner, s'ils le préfèrent, le repos collectif du dimanche ou l'un des autres modes de repos prévus par l'article 2 ? « Tout établissement autorisé par la loi à donner le repos par roulement peut, dit la circulaire du 3 septembre 1906 (1), *a fortiori*, donner congé à la totalité du personnel admis au roulement, un même jour, quelconque, de la semaine. »

A notre avis le repos par roulement peut toujours être remplacé par le repos collectif du dimanche ou d'un autre jour que le dimanche (art. 2 a) (2) parce que, dans l'esprit du législateur, le repos collectif était préférable au repos par roulement, mais non, nous semble-t-il, par le régime de l'article 2 b, si l'on admet que le jour du repos, donné par roulement, doive être d'un jour civil, puisque dans ce cas il n'y a pas de jour civil, ni par le régime de l'article 2 c, puisque le repos n'est pas de 24 heures consécutives dans cette hypothèse.

B. — Conditions d'Application

Tout chef d'entreprise ne peut bénéficier de l'un des quatre régimes exceptionnels que nous

(1) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906. p. 168.

(2) En ce sens. *Crim. Cass.* 24 janvier 1907 (*Dalloz* 1907. 1.108).

venons d'exposer que s'il est établi, aux termes de l'article 2 § 2, « que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement. » S'il se trouve dans un de ces deux cas, le chef d'entreprise devra (article 8) adresser une demande au préfet qui, après avoir pris certains avis prescrits par la loi, statuera par un arrêté motivé, susceptible de recours.

1^o Condition de fait, (article 2 § 2).

Ce sont ou le préjudice grave au public ou l'atteinte au fonctionnement normal de l'établissement portés par le repos collectif du personnel le dimanche.

Le rapporteur M. Prevet, commentait au Sénat cette disposition de la loi dont les termes, malheureusement très vagues, laissent aux autorités compétentes un trop large pouvoir d'appréciation.

« La proposition de loi autorise certaines dérogations lorsqu'il est établi que la fermeture du dimanche est préjudiciable au public ou compromet le fonctionnement normal de l'établissement. Il ne s'agit pas ici d'un caprice du patron ; il faut que les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article 2 soient établies devant l'autorité préfectorale..... Le texte ne parle pas seulement « du fonctionnement » car il y aurait toujours atteinte

au fonctionnement ; il parle du fonctionnement normal, ce qui entraîne dans la pensée de la commission une atteinte profonde à ce fonctionnement. La dérogation ne peut être autorisée que s'il doit résulter de la fermeture une gêne réelle pour le public ou une atteinte profonde dans le fonctionnement de l'établissement. » (1)

« Fonctionnement normal » et « atteinte profonde » sont en général deux choses différentes et il est nécessaire de se rappeler le sens attaché à « fonctionnement normal » par le rapporteur au Sénat.

« Le préjudice ou l'atteinte qui sont invoqués, dit fort justement M. Mesnard (2), doivent avoir un caractère réellement grave ; autrement le principe de la loi ne serait jamais appliqué, sa conséquence nécessaire, au moins en matière commerciale, étant d'occasionner au public et aux patrons une certaine gêne dont le législateur a prévu l'existence, et qui reste normale lorsqu'elle n'atteint pas de sérieuses proportions. »

Les éléments qui permettent de déterminer s'il y a préjudice grave au public sont très divers ; on pourra tenir compte, dit M. le Commissaire du Gouvernement Romieu dans ses conclusions présentées au Conseil d'Etat le 30 Novembre 1906 (3), de la situation de l'établissement (petite ville ou

(1) *Journal Officiel*. 28 juin 1906. sénat p. 725.

(2) *op. cit.* p. 16.

(3) *Dalloz*. 1907. 3. 4. — Voir p. 6.

grande ville, centre ou périphérie), de l'utilité des marchandises, de la nature de la clientèle (classes moyenne ou ouvrière).

Ces différents éléments s'appliquent aussi en ce qui concerne l'atteinte au fonctionnement normal de l'établissement « car là où il y a préjudice grave au public, il y a toujours atteinte profonde au fonctionnement de l'établissement. Il faut y ajouter toutes les circonstances économiques, industrielles, commerciales, techniques ou, le cas échéant, administratives, qui seraient spéciales à l'établissement ou à un groupe d'établissements similaires, et qui seraient assez graves pour motiver la dérogation » ; par exemple de la concurrence que peut faire à un établissement fermant le dimanche, les boutiques gérées par le patron et sa famille.

On devra distinguer « entre la perte apparente, qui, subie le dimanche, peut se compenser par le bénéfice résultant d'une répartition nouvelle des ventes entre les autres jours de la semaine, et la perte sèche et définitive provenant par exemple de ventes faites dans certains cas le dimanche aux voyageurs de passage, que rien ne viendra atténuer. »

2^o Formalités de l'autorisation. (art. 8.)

1. Demande. — Tout chef d'établissement voulant bénéficier de l'une des exceptions de l'art. 2 § 2 sera tenu, aux termes de l'art. 8 § 1^{er}, d'adresser

une demande au préfet du département (1), dans laquelle il devra établir qu'il rentre dans une des deux conditions prévues par la loi et où il spécifiera le régime choisi par lui.

Le repos collectif étant la règle et la dérogation l'exception, c'est en effet « à celui qui demande à bénéficier de la dérogation à faire la preuve qu'il satisfait aux conditions mises par le législateur à l'exercice de son droit. » (2)

Les syndicats professionnels peuvent adresser des demandes de dérogation, mais seulement comme mandataires de leurs membres qui demandent la dérogation et exerçant en leur nom et pour le compte de chacun d'eux l'action individuelle. S'il leur appartient en effet de prendre en leur propre nom la défense des intérêts dont ils sont chargés, ils ne peuvent intervenir au nom d'intérêts particuliers sans y être autorisés par un mandat spécial; il y a là action individuelle et non action syndicale exercée par le syndicat en son nom propre, parce qu'il n'y a pas là de défense d'intérêts collectifs. De plus la demande doit contenir l'indication du nom et du siège de l'établissement de chaque patron qui demande la dérogation. (3)

(1). A Paris c'est le Préfet de Police et non le Préfet de la Seine qui est compétent. Cf. Conseil d'Etat, 30 novembre 1906, et conclusions de M. Romieu. (Dalloz 1907. 3. 1.)

(2) Conclusions de M. Romieu loc. cit p. 5.

(3) Conseil d'Etat 28 Décembre 1906 et conclusions de M. Romieu (Dalloz 1907. 3. 13).

2. *Avis.* — « Le préfet devra demander d'urgence les avis du Conseil Municipal, de la Chambre de Commerce de la région et des Syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis devront être donnés dans le délai d'un mois. » (art. 8 § 2).

Les avis sont une formalité substantielle dont l'omission doit entraîner la nullité des arrêtés, mais le préfet est libre cependant de ne pas s'y conformer et n'est pas tenu d'en relater les termes dans les arrêtés(1).

Si le Conseil Municipal refuse de donner son avis, cette abstention ne peut faire obstacle à ce que le préfet statue sur les dérogations sollicitées, un mois s'étant écoulé depuis le jour où le Conseil Municipal a été consulté (2). De même pour la Chambre de Commerce (3).

Si le Conseil Municipal n'est pas réuni à ce moment, le préfet doit le convoquer, mais ne peut se contenter de l'avis du maire ou d'une délégation spécialement nommée à cet effet par le conseil (4).

3. *Arrêté préfectoral.* — Les avis donnés, « le préfet statuera ensuite par arrêté motivé qu'il

(1) Conseil d'Etat, 30 novembre 1906. (Dalloz 1907. 3. 1.) — 28 décembre 1906. (Dalloz 1908. 3. 17.)

(2) Conseil d'Etat, 10 janvier 1908. (Bull. de l'Insp. du Trav. 1908 p. 54.)

(3) Conseil d'Etat, 28 décembre 1906. (Dalloz 1908. 3. 17.)

(4) Conseil d'Etat 30 novembre 1906. (Dalloz 1907. 3. 1.)

« notifiera dans la huitaine » aux pétitionnaires. (art. 8 § 3).

Le chef d'industrie a-t-il un droit à obtenir la dérogation s'il satisfait aux conditions légales, ou l'administration a-t-elle un pouvoir discrétionnaire et accorde-t-elle une faveur en la concédant ? Outre les travaux préparatoires qui ne sont pas contraires, dit M. Romieu, le texte de la loi et les termes employés par les différents articles paraissent ne laisser aucun doute : « la dérogation correspond à un véritable droit et exclut toute idée de tolérance ou de faveur ; la loi fixe les conditions auxquelles elle subordonne la dérogation, et l'administration n'a pas plus le droit de refuser la dérogation si les conditions sont remplies que de l'accorder si elles ne le sont pas. »

Les dérogations accordées par le préfet ont toujours un caractère individuel, elles doivent être examinées séparément et faire l'objet d'une instruction spéciale ; le préfet doit examiner si chacune des demandes est justifiée par les raisons spécifiées à l'article 2 de la loi et ne peut rejeter les demandes toutes ensemble pour un motif d'ordre général et économique (1). Il peut rendre des arrêtés individuels ou des arrêtés collectifs (2) ; les arrêtés collectifs devront contenir les noms et adresses des établissements demandeurs.

La dérogation peut être accordée, soit pour

(1) Conseil d'Etat, 8 février 1907 (Dalloz 1908. 2. 17.)

(2) Conseil d'Etat, 28 décembre 1906. (Dalloz 1908. 3. 17.)

toute l'année, soit pour certaines époques de l'année seulement. (art. 2 § 2).

La dérogation a un caractère individuel, mais la loi (art. 8 § 4) a accordé à tout établissement similaire le droit d'obtenir la même dérogation :

« L'autorisation accordée à un établissement devra être
« étendue aux établissements de la même ville faisant le
« même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle. »

C'est une obligation pour le Préfet d'étendre l'autorisation aux autres établissements de la même profession dans la même ville, si ceux-ci la demandent, mais seulement s'ils font le même genre d'affaires et s'adressent à la même clientèle. L'extension aux établissements similaires ne se fait pas de plein droit ; elle donne toujours lieu à une autorisation individuelle (1). Le préfet, s'il n'a pas besoin de prendre les avis prescrits par l'art. 8, doit cependant examiner si les demandeurs, isolés ou groupés, satisfont individuellement aux conditions de la loi, si chaque demande est fondée en droit, et non rejeter tout ou accorder tout.

« Si une demande de dérogation satisfait complètement en elle-même aux conditions légales, la crainte de devoir l'étendre à des établissements similaires ne doit pas suffire à la faire rejeter » (2).

(1) Conseil d'Etat. 28 décembre 1906 et conclusions de M. Romieu op. cit. p. 6. — Dans le même sens Crim. Cass. 20 avril 1906. (Texte non publié).

(2) Conclusions précitées de M. Romieu.

Les établissements similaires ne peuvent réclamer que le régime déjà accordé ; « ils peuvent en demander un autre, mais alors leur demande n'est plus obligatoirement accordée et si l'autorisation nouvelle leur était donnée, elle ouvrirait au profit de leurs concurrents le droit de bénéficier du même régime. »

Une question délicate se pose à propos des demandes d'autorisation : un établissement ayant demandé l'autorisation d'adopter un des régimes exceptionnels pourra-t-il l'établir sans attendre cette autorisation ? C'est ce qu'un grand nombre de patrons avaient compris au début de l'application de la loi. « En principe, dit la circulaire du 3 septembre 1906 (1), sa situation est la même que s'il n'avait formulé aucune demande. On conçoit d'ailleurs que, s'il en était autrement, un même établissement pourrait indéfiniment retarder, en ce qui le concerne, par des demandes successives et variées, l'application de la loi. » Mais le ministre du commerce recommandait d'user de tolérances jusqu'à ce que le préfet ait statué, à moins que ces tolérances ne favorisassent la fraude.

C'est ce qu'a aussi admis la Cour de Cassation par trois arrêts du 18 et du 24 janvier 1907 (2) :

(1) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906. p. 168. — Voir aussi Circulaire du 6 novembre 1906. (*Bull. de l'Insp. du Trav.*, 1906. p. 348).

(2) *Dalloz*, 1907. 1. 153.

on ne peut, disent les motifs, déroger à la règle du repos collectif dominical, posée par l'art. 2, dans les cas prévus par le même article, que lorsque l'autorisation nécessaire aura été non seulement demandée mais aussi *obtenue*, aux termes du dernier paragraphe de l'art. 2 lui-même.

« La loi, d'une part, dit M. Jèze (1), pose le principe du repos collectif dominical. D'autre part, elle admet, dans les cas prévus par l'article 2, une dérogation. Mais qu'on le remarque bien, il ne suffit pas que les conditions de fait soient remplies; il faut que le préfet, après examen de la situation de fait, et dans les formes requises, ait accordé l'autorisation. La décision d'autorisation du préfet est donc une condition absolument essentielle pour que la dérogation existe et que le régime juridique général du repos dominical soit écarté. C'est à celui qui prétend être soumis au régime juridique d'exception à en faire la preuve. »

4. *Recours* — « L'arrêté préfectoral pourra « être déféré au Conseil d'Etat dans la quinzaine « de sa notification aux intéressés.

« Le Conseil d'Etat statuera dans le mois qui « suivra la date du recours, qui sera suspensif. » (art. 9).

a) *Qui peut exercer le recours?* D'abord le chef d'entreprise qui a fait la demande de dérogation

(1) Régimes juridiques organisés par la loi de 1906 (*Revue du Droit Public et de la Science Politique*, janvier-mars 1907. 50).

et ne l'a pas obtenue. La circulaire du 19 novembre 1906 (1) en reconnaît aussi le droit aux conseils municipaux, chambres de commerce et associations professionnelles, auxquels les arrêtés d'autorisation doivent être communiqués par les préfets.

Les syndicats patronaux peuvent-ils agir en cas de rejet de demandes d'autorisation concernant des membres de leur profession? Oui, mais conformément aux mêmes principes admis plus haut pour les demandes de dérogation émanant de syndicats. Le refus d'autorisation étant individuel, l'action en annulation a un caractère individuel et, par conséquent, « ne peut être intentée par le syndicat prétendant exercer d'office, en son nom, l'action syndicale dans l'intérêt de ses membres *ut singuli* » (2) ; il ne le peut que comme mandataire de ses membres.

Les syndicats ouvriers peuvent également intenter un pourvoi contre des arrêtés préfectoraux accordant des demandes d'autorisation, mais le pourvoi aura ici le caractère d'une action syndicale et non individuelle comme précédemment ; il n'y a pas là en effet de demande individuelle à former, « le syndicat se pourvoit contre un acte positif du préfet qui, en raison de la généralisation même dont il peut être l'objet, est de nature à léser les intérêts collectifs de la profession ; il

(1) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906 p. 348.

(2) *Conclusions de M. Romieu loc. cit. p. 43.*

plaide au nom de l'ensemble des ouvriers qui se prévalent du principe édicté en leur faveur par la loi, et demandent, non la délivrance d'un titre individuel, mais l'annulation d'un titre individuel qui fait tort aux droits de la corporation » (1).

b) *Nature du Recours.* — Le Conseil d'Etat a-t-il d'abord le droit de vérifier au fond si la dérogation est due ? Oui puisque la loi a conféré au chef d'entreprise un droit à obtenir la dérogation dans les conditions prévues par la loi, et non une faveur ; « il faut qu'il y ait un juge pour dire si les circonstances de fait exigées par la loi pour que ce droit existe sont ou non réalisées, c'est-à-dire un juge compétent sur le fond... Le Conseil d'Etat aura donc, en définitive, à dire, par l'examen des circonstances de fait, si le commerçant est en droit ou non, aux termes de la loi, d'obtenir la dérogation qu'il sollicite » (2).

Ce recours est-il un recours de pleine juridiction, de plein contentieux, ou bien un recours pour excès de pouvoir ou en annulation ? En cas de recours de pleine juridiction « le Conseil d'Etat statue avec les pleins pouvoirs du juge et peut prescrire toutes mesures, notamment délivrer des autorisations. » En cas de recours pour excès de pouvoir il « ne peut que prononcer l'annulation de l'acte illégal, sans le faire lui-même. » Ce recours

(1) Conclusions de M. Romieu p. 14.

(2) Ibid. p. 2 et 3.

peut être introduit sans ministère d'avocat et sans frais.

Il est à remarquer, dit M. Romieu, que « le recours pour excès de pouvoir peut être fondé, non seulement sur des moyens d'incompétence, de violation des formes ou de détournements de pouvoirs, mais aussi sur les violations des droits que la loi a entendu assurer aux citoyens » ; et M. Romieu conclut et nous avec lui, que le recours prévu par la loi de 1906 est un recours pour excès de pouvoir, que le juge a le droit d'examiner la légalité des arrêtés tant au fond qu'à la forme, mais qu'il n'a pas le droit de délivrer l'autorisation s'il juge la requête justifiée au fond, il ne peut qu'annuler l'arrêté et renvoyer le demandeur devant le préfet.

c) *Effet suspensif*. — Aux termes de l'art. 9 le recours au Conseil d'Etat doit être « suspensif ». Cette disposition de la loi a donné lieu à des difficultés d'interprétation.

D'après certains tribunaux le recours est suspensif de l'application du repos collectif dominical et le chef d'industrie, dont la demande en dérogation a été rejetée, peut valablement appliquer le régime qu'il avait demandé tant que le Conseil d'Etat n'a pas statué et rejeté sa demande (1).

D'après une deuxième opinion, partagée par la

(1) Trib. simpl. Pol. de Bergerac. 19 novembre 1906, (*Gazette des Trib.*, 21 novembre 1906). — Trib. simpl. Pol. de Rouen. 10 décembre 1906. (*Gazette des Trib.*, 12 décembre.)

Circulaire ministérielle du 6 novembre 1906 (1) et une partie des tribunaux (2), et consacrée par la Cour de Cassation (3), et vers laquelle nous pencherions plutôt, le recours suspend seulement l'arrêté du préfet, et laisse le chef d'établissement qui a demandé l'autorisation sous l'empire de la règle générale du repos dominical collectif.

§ 2. — RÉGIMES EXCEPTIONNELS DE DROIT

A côté des régimes exceptionnels de fait, que nous venons d'étudier et qui ne peuvent être appliqués qu'après autorisation préfectorale et si certaines conditions de fait sont remplies, la loi de 1906 a établi des dérogations de droit, accordées de plein droit à un certain nombre d'établis-

1906). — Trib. simple Pol. de Lorient, 9 janvier 1907. (*Gazette des Trib.*, 16 janvier 1907).

(1) *Bull. de l'Insp. du Trav* 1906. p. 348.

(2) Trib. simp. Pol. de Roanne, 8 décembre 1906. (*le Droit*, 7-8 janvier 1907). — Trib. simp. pol. de Paris 11 et 29 décembre 1906. (*Gazette des Trib.*, 12 et 30 décembre 1906).

(3) Arrêts des 18 et 24 janvier 1907 (*Dalloz*, 1907. 1. 153). — En ce sens, la majorité des commentateurs. Cf. Bruneau, *op cit.* p. 114. — Contra : Bonnard. La loi sur le Repos Hebdomadaire devant le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation. (*Questions Pratiques de Législation Ouvrière*, 1908. p. 237). — Voir la note de M. L. Lacour sous les arrêts ci-dessus indiqués, qui expose avec beaucoup de clarté la question et les différents arguments invoqués dans les deux sens.

sements ou de travaux énumérés dans la loi, sans qu'aucune autorisation soit nécessaire.

On compte cinq régimes exceptionnels de droit :

1^o Repos par roulement (art. 3 § 1 et 2).

2^o Repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu. (art. 3 § 3).

3^o Repos collectif du dimanche après-midi avec un repos compensateur pour les établissements de vente de denrées alimentaires au détail. (art. 5 § 2).

4^o Repos par roulement de deux demi-journées par semaine, pour les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés. (art 5 § 3).

5^o Repos d'une demi-journée seulement pour certains ouvriers ou employés. (art 5 § 1^{er}).

Nous allons successivement les passer rapidement en revue.

1^o Repos par Roulement (art. 3 § 1 et 2)

Aux termes de l'art. 3 :

« Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, les établissements appartenant aux catégories suivantes :

« 1^o Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate. »

Il s'agit ici de maisons fabriquant les produits alimentaires telles que les boulangeries et pâtisseries et non de maisons ne faisant que la vente comme les épiceries, qui bénéficient d'un régime spécial prévu par l'art. 5 § 2.

Cependant « il résulte des explications échangées au cours de la discussion de la loi, au Sénat, que l'on doit rattacher à la fabrication le personnel nécessaire, sur place, à l'écoulement immédiat des produits, ces produits étant définis : « de consommation immédiate » (1).

« 2° Hôtels, restaurants et débits de boissons ;

« 3° Débits de tabacs et magasins de fleurs naturelles ;

« 4° Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et « d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, « drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux ;

« 5° Etablissements de bains ;

« 6° Entreprises de journaux, d'informations et de « spectacles, musées et exposition ;

« 7° Entreprises de location de livres, de chaises, de « moyens de locomotion ;

« 8° Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau « ou de force motrice ;

« 9° Entreprises de transport par terre autres que les « chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations ;

« 10° Industries où sont mises en œuvre des matières « susceptibles d'altération très rapide ;

« 11° Industries dans lesquelles toute interruption de « travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit « en cours de fabrication.

« Un règlement d'administration publique énumérera « la nomenclature des industries comprises dans les « catégories figurant sous les numéros 10 et 11, ainsi que « les autres catégories d'établissements qui pourront

(1) Circulaire Ministérielle du 3 septembre 1906. — *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906 p. 168 (citation p. 172).

« bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par
« roulement. »

Un décret du 14 août 1907 (1), rendu en exécution de l'art. 3, complété par ceux du 10 septembre 1908 (2) et du 30 avril 1909 (3), a accordé le bénéfice du repos par roulement, soit pour tout le personnel, soit pour certains travaux ou services seulement, à plus de cent trente entreprises, rentrant sous les numéros 10 et 11 de l'art. 3 ou auxquels il paraissait utile d'étendre le régime exceptionnel, tels que le service de garde des banques et établissements de crédit, le service de transport pour livraisons et le service préventif contre l'incendie des établissements industriels ou commerciaux... etc.

Aux termes de l'article 2 du décret :

« Outre les catégories d'établissements compris dans
« l'énumération qui précède, sont admis à donner le repos
« hebdomadaire par roulement les établissements qui,
« fonctionnant de jour et de nuit à l'aide d'équipes
« alternatives, auront suspendu, pendant douze heures
« consécutives au moins chaque dimanche, les travaux
« autres que ceux visés à l'art. 4 et à l'art. 5. § 1^{er} de la loi
« du 13 juillet 1906. »

2^o Repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu. (Art. 3 § 3.)

L'article 3 dernier paragraphe renvoie à un règlement d'administration publique pour « déter-

(1) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1907, p. 564.

(2) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1908, p. 377.

(3) *Journal Officiel*, 4 mai 1909.

« miner les dérogations particulières au repos des « spécialistes occupés dans les usines à feu continu, « telles que hauts-fourneaux. » Ce règlement n'est pas encore paru.

L'exception ne vise que les spécialistes, c'est-à-dire « les quelques ouvriers spéciaux, qui ne sont pas des contremaîtres, mais non plus des ouvriers ordinaires et qui, par habitude le plus généralement, sont seuls à même de suivre les phases diverses des réactions ou de saisir le moment précis de leur achèvement dans les usines où le feu est l'agent principal ou final de la fabrication et qui ont les hauts-fourneaux pour caractéristique » (1).

D'autre part doivent être considérés comme usines à feu continu celles « qui exigent nécessairement l'emploi d'une source calorique continue et dans lesquelles le feu, élément direct de fabrication, et agent indispensable de la transformation que l'on fait subir à la matière, est entretenu constamment » (2).

En attendant la promulgation du règlement d'administration publique prévu par l'article 3 § 3, la circulaire du 3 septembre 1906 a autorisé les

(1) Berthiot. op. cit. p 54.

(2) Circulaire Ministérielle du 29 Mai 1902 relative à l'application des dérogations prévues en faveur des usines à feu continu par la loi du 2 novembre 1892, et modifiée le 20 mars 1900. (Bull. de l'Insp. du Trav. 1902 p. 210). — Pour l'énumération des usines à feu continu, voir décret du 15 juillet 1893, complété par plusieurs autres décrets.

inspecteurs du travail à admettre à titre purement temporaire les diverses organisations qui leur seraient proposées pour le repos des ouvriers spécialistes.

3^o Repos collectif du dimanche après-midi avec un repos compensateur. (Art. 5 § 2.)

« Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche « après-midi, avec un repos compensateur, par roulement « et par semaine, d'une autre après-midi pour les « employés âgés de moins de vingt et un ans et logés chez « leurs patrons, et par roulement et par quinzaine, d'une « journée entière pour les autres employés. » (art. 5. § 2).

Pour que ce régime puisse être appliqué il faut qu'il s'agisse 1^o) de magasins de vente de denrées alimentaires, 2^o) de magasins de vente au détail seulement.

Le repos collectif dominical n'est que d'une demi-journée, du dimanche midi au dimanche minuit; le repos compensateur, donné par roulement, est différent suivant qu'il s'agit d'employés âgés de moins de vingt et un ans et logés chez leurs patrons ou d'employés ne remplissant pas ces deux conditions; dans le second cas il est d'une journée entière par quinzaine et dans le premier, d'une après-midi par semaine; cette dernière disposition a été prise pour ne pas exposer aux dangers de la rue, pendant une journée entière, des jeunes gens ou des jeunes filles confiés à leurs patrons par leurs parents habitant la province.

Comme nous l'avons décidé à propos de l'art. 2 d.) on doit entendre par semaine et par quinzaine un intervalle de 7 ou 14 jours consécutifs.

Si un même établissement vend à la fois des denrées alimentaires au détail et des marchandises non destinées à l'alimentation, le personnel ne pourra vendre le dimanche que les denrées alimentaires. (1)

4^o Repos par roulement de deux demi-journées par semaine. (Art. 5 § 3.)

« Dans les établissements occupant moins de cinq
« ouvriers ou employés et admis à donner le repos par
« roulement, le repos d'une journée par semaine pourra
« être remplacé par deux repos d'une demi-journée, repré-
« sentant ensemble la durée d'une journée complète de
« travail. » (Art. 5 § 3.)

Pour qu'un établissement puisse adopter ce régime il faut donc qu'il remplisse deux conditions.

1^o Ne pas occuper plus de quatre ouvriers ou employés. Si cet établissement a plusieurs parties distinctes et emploie en même temps des ouvriers et des employés, on ne doit pas tenir compte du nombre de travailleurs afférents à chaque partie, mais du nombre total des travailleurs de l'établissement (2).

(1) Voir Circulaire ministérielle du 3 septembre 1906.

(2) Trib. simp. Pol. de Paris, 29 décembre 1906. Rapporté dans Bonnefoy, op. cit. p. 134.)

2° Etre admis à donner le repos par roulement, soit par autorisation préfectoral (Art. 2 d) soit de plein droit (Art. 3).

Mais à notre avis, contrairement à la circulaire du 3 septembre 1906, ne pourraient bénéficier de ce régime les établissements autorisés à adopter le régime de l'art. 2 c, (repos collectif du dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine) ou les établissements de vente de denrées alimentaires au détail (art. 5 § 2) pour le repos compensateur d'une journée par quinzaine accordé aux ouvriers soit de plus de 21 ans soit de moins de 21 ans et non logés chez leurs patrons. L'art. 5 § 3 se réfère en effet aux établissements admis à donner le roulement par semaine et non par quinzaine, comme le roulement compensateur des articles 2 c et 5 § 2; et d'autre part le régime établi par ces deux articles est plutôt un régime mixte qu'un régime de roulement proprement dit (1).

Chaque ouvrier ou employé, aura droit chaque semaine (chaque période de sept jours consécutifs), au lieu d'un repos d'une journée, à deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

Par l'expression « représentant ensemble une journée complète de travail » le législateur a défini non pas la durée totale en heures de liberté des deux repos compensateurs, mais l'exonération des

(1) En ce sens Bruneau. op. cit. p. 143.

heures de travail ; chaque demi-journée de repos est une journée où la durée de travail est réduite de moitié ; « l'employé ou l'ouvrier doit non seulement avoir deux repos de douze heures, mais doit aussi être « déchargé de deux durées de travail effectif dont le total devra être égal à la durée d'une de ses journées habituelles de travail » (1).

Aux termes de l'art. 18 § 3, le régime de l'art. 5 § 3 n'est pas applicable aux personnes protégées par la loi de 1892, c'est à dire aux enfants agés de moins de dix huit ans, aux filles mineures et aux femmes employés dans les établissements industriels ; mais par contre il s'appliquera aux enfants, filles mineures et femmes employés dans les établissements commerciaux ou dans les petites industries de l'alimentation qui livrent directement à la clientèle et n'emploient pas de moteur mécanique, et considérés par la jurisprudence comme non assujettis à la loi de 1892.

5^o Repos d'une demi-journée. (Art. 5 § 1^{er}.)

Ce régime exceptionnel, qui doit plutôt être considéré comme une véritable dérogation permanente à la durée normale de vingt-quatre heures du repos hebdomadaire, mais qui peut être adopté de plein droit comme les autres régimes

(1) Boistel. op. cit. p. 47. — Voir aussi Circulaire du 3 septembre 1906 qui donne un exemple pratique de l'organisation de ce régime.

exceptionnels, est établi par l'art. 5 § 1^{er} ainsi conçu :

« Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges. »

1^o Ce régime peut être adopté dans toute profession, à condition que le repos hebdomadaire soit donné le même jour pour tout le personnel. (Régime normal ou régimes exceptionnels de l'art. 2 a ou b).

2^o Il ne s'applique qu'aux personnes énumérées limitativement par l'art. 5 § 1^{er}.

Par demi-journée il faut entendre douze heures consécutives prises dans la même journée (de minuit à minuit.)

Conformément à l'art. 18 § 2, ce régime n'est pas applicable aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.



TROISIÈME SECTION

Déroptions Temporaires

(Exception au principe du repos hebdomadaire.)

Le législateur ne s'est pas borné à établir des régimes exceptionnels permanents de repos hebdomadaire, portant atteinte à la règle du repos collectif dominical, il a admis en même temps des dérogations à la règle du repos hebdomadaire lui-même permettant de le supprimer temporairement et exceptionnellement, sauf en un seul cas (prévu dans l'art. 4 § 1^{er}) où le repos hebdomadaire peut seulement être suspendu et doit être compensé par un autre repos.

Ces différentes sortes de dérogations sont au nombre de cinq :

1^o Suppression ou suspension du repos hebdomadaire pour travaux urgents. (art. 4)

2^o Suppression du repos hebdomadaire le jour d'une fête locale ou de quartier. (art. 5 § 4)

3^o Suppression du repos hebdomadaire pour compenser le chômage causé par les intempéries (art. 6 § 1^{er})

4^o Suppression du repos hebdomadaire quinze fois par an. (art. 6 § 2 et art. 7)

5^o Suppression du repos hebdomadaire quinze fois par an avec un minimum de deux jours de repos par mois. (art. 6 § 3)

A. — *Énumération des Dérogations*

1° Suppression ou suspension du repos hebdomadaire pour travaux urgents. (article 4)

Article 4 — « En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents. Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé. »

L'article 4 n'est applicable qu'en cas de travaux urgents, nécessaires pour :

- 1° Organiser des mesures de sauvetage ;
- 2° Prévenir des accidents imminents ;
- 3° Réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'exploitation.

La circulaire du 3 septembre 1906 recommande aux inspecteurs du travail d'éviter qu'il ne soit fait un usage abusif de cette dérogation, particulièrement pour prévenir les accidents imminents : « Il n'y aura lieu de n'admettre l'usage de la déro-

gation que s'il y a urgence véritable et s'il ne saurait y être paré par les simples travaux d'entretien que le chef d'établissement peut et doit normalement faire effectuer en dehors du jour de repos. »

La dérogation ne s'applique qu'au personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents ; ce personnel peut, soit être celui de l'entreprise où les travaux sont nécessaires, soit appartenir à une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première ; les effets de la dérogation ne sont pas les mêmes dans les deux cas : pour le personnel de l'entreprise elle-même, le repos est purement et simplement supprimé tandis que, pour le personnel de la seconde entreprise travaillant pour la première, le repos hebdomadaire est non supprimé mais suspendu à proprement parler et chaque ouvrier doit jouir d'un repos compensateur qui n'est pas obligatoirement collectif, mais qui doit avoir une durée égale au repos supprimé.

Quoique le texte n'en dise rien, le repos compensateur doit être donné dans la semaine où le jour du repos a été supprimé ; le principe du repos hebdomadaire en effet doit s'appliquer en l'absence d'une disposition expresse contraire, et d'autre part, aux termes du contre-projet Monis, dont s'est inspirée la Commission du Sénat, le repos compensateur devait être accordé dans la même semaine. (1)

(1) En ce sens, Berthiot. op. cit. p. 72 — Bruneau, op. cit. p. 151.

Aux termes de l'article 18 § 2 la dérogation prévue par l'article 4 n'est pas applicable aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures.

2^o Suppression du repos hebdomadaire le jour d'une fête locale ou de quartier. (Article 5 § 4.)

Article 5 § 4 — « Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par un arrêté municipal. »

Pour bénéficier de cette dérogation il faut donc :

1^o Qu'il s'agisse d'un établissement de commerce de détail ;

2^o Que cet établissement donne à ses employés le repos collectif dominical ;

3^o Que la fête locale ou de quartier coïncide avec le dimanche ;

4^o Que cette fête ait été désignée par un arrêté municipal.

Le point de savoir si telle fête motive la dérogation est laissé à l'appréciation des maires qui doivent, en usant de la faculté que la loi leur donne, laisser aux autorisations leur caractère exceptionnel. La circulaire ministérielle du 10 avril 1907 (1) considère comme excessif la suppression du repos hebdomadaire pendant plus de six ou huit dimanches par an.

(1) *Bull. de l'Inspec. du Trav.* 1907. p. 5.

3° Suppression du repos hebdomadaire pour compenser le chômage causé par les intempéries.
(Article 6 § 1^{er}.)

Article 6 § 1^{er} — « Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire. »

Cette dérogation s'applique aussi bien à l'industrie qu'au commerce, aux conditions suivantes :

1^o Il faut que les chômages soient causés par les intempéries, comme la pluie, la gelée et non par d'autres causes comme les grèves, l'incendie.

2^o Il faut que ces chômages aient été forcés par les intempéries et non occasionnés par elles d'une façon plus ou moins lointaine seulement.

Le chômage forcé se présentera lorsque les intempéries auront rendu la profession impossible à exercer ; « la gelée, par exemple, rend impossible la continuation d'une maçonnerie. Au contraire, la pluie ne rend pas impossible l'ouverture d'un café dans un lieu de villégiature, elle diminue la clientèle et amène le patron à licencier volontairement son personnel » (1).

Les repos forcés viendront en déduction des jours de repos hebdomadaire, c'est-à-dire que tout jour de chômage causé par les intempéries supprime un jour de repos hebdomadaire de telle façon qu'un ouvrier ayant chômé quatre ou cinq

(1) Boistel op. cit. p. 52.

jours pendant un mois sera privé du repos hebdomadaire pendant ce mois.

La compensation a lieu par mois; « mois », à notre avis, signifie ici non le mois civil mais une période de trente jours consécutifs ayant pour point de départ le premier jour de chômage (1).

Il n'est pas possible d'autre part de reporter au mois suivant les jours de chômage non compensés à cause de leur nombre, pendant un mois donné.

La dérogation de l'article 6 § 1^{er} est applicable dans toutes les professions pour les hommes adultes mais non pour les femmes et les enfants; l'article 18 § 4 renvoie à un règlement d'administration publique pour déterminer les industries où cette dérogation pourra leur être appliquée. Ce règlement porte la date du 16 mars 1908 (2) et admet par son article 2, au bénéfice du paragraphe 1^{er} de l'article 6, les travaux extérieurs de construction et de réparation des bateaux de rivière, les travaux extérieurs dans les chantiers de l'industrie du bâtiment, les briqueteries en plein air, les

(1) En ce sens Berthiot. op. cit. p. 76 — Boistel. op. cit. p. 53 — Bruneau. op. cit. p. 159.

(2) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1908 p. 17. En attendant la promulgation de ce décret la circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 avait prescrit d'admettre l'usage des dérogations de l'article 6 dans les établissements et industries inscrits à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893.

fabriques de conserves de fruits, de légumes et de poissons et les corderies en plein air.

4^o Suppression du repos hebdomadaire quinze fois par an. (Art. 6 § 2 et 7.)

Article 6 § 2. — « Les industries de plein air, celles qui « ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pour-
« ront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an ».

Que doit-on entendre par industries de plein air et par industries qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année?

Les industries en plein air sont « celles qui s'exercent effectivement en plein air, dans un milieu exposé à toutes les intempéries et non celles qui s'exercent sous un abri quelconque tel un hangar, par exemple » (1). Tels sont les chantiers extérieurs de construction, les carrières à ciel ouvert, les briqueteries, etc. Ces industries bénéficient d'ailleurs déjà de la dérogation de l'art 6 § 1^{er}.

Les industries qui ne « travaillent qu'à certaines époques de l'année » sont celles qui cessent complètement le travail à certaines périodes de l'année comme les sucreries, les féculeries, et non celles qui ont des périodes de morte saison et de travail (2).

(1) Boistel, op. cit. p. 55.

(2) En ce sens. Trib. simp. Pol. de Paris. 9 Janvier 1907. (Dalloz 1907.5.23). Le commerce de modes, par exemple, ne

Cette dérogation, comme la précédente, ne s'applique aux femmes de tout âge et aux enfants de moins de dix-huit ans que dans les industries énumérées dans le décret du 16 mars 1908; la nomenclature de ces établissements se trouve dans l'article 3 du décret.

La même dérogation s'applique aussi, aux termes de l'article 7 « dans les établissements « soumis au contrôle de l'Etat ainsi que dans « ceux où sont exécutés les travaux pour le « compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale. » L'usage de cette dérogation est réservé aux ministres intéressés; elle s'étend aux femmes et aux enfants de moins de dix-huit ans.

5° Suppression du repos hebdomadaire quinze fois par an avec un minimum de deux jours de repos par mois. (Art. 6 § 3.)

« Art. 6 § 3. — Les industries « qui emploient des « matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, « et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour « pour tout le personnel, pourront également suspendre « le repos hebdomadaire quinze fois par an.

« Mais pour ces deux dernières catégories d'industrie, « l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux « jours de repos par mois. »

rentre pas dans la définition de la loi et ne peut pas bénéficier de la dérogation; Cf. Trib. simp. Pol. de Paris. 8 et 16 février 1907, rapportés dans Bonneloy. loc. cit. p. 146 et 255.

Les industries qui emploient des matières périssables sont celles qui travaillent des matières se détériorant rapidement si elles ne sont pas utilisées de suite, comme les fabriques de conserves alimentaires, et non des matières fragiles.

Les industries ayant à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail, sont celles communément nommées « industries de saison », telles que les industries du vêtement.

Cette dérogation ne s'applique qu'aux établissements donnant le repos le même jour pour tout le personnel. Elle permet de supprimer le repos hebdomadaire quinze fois par an, mais, à la différence des dérogations prévues par les articles 6 § 2 et 7, l'ouvrier ou l'employé devra jouir au moins de deux journées de repos par mois; ces deux jours ne sont pas collectifs et peuvent être donnés par roulement, au gré du patron, dans le courant du mois où les repos auront été supprimés.

Les établissements dans lesquels cette dérogation s'applique aux femmes et aux enfants de moins de dix-huit ans sont énumérés par l'article 4 du décret du 16 mars 1908.

B. — *Formalités*

Tout chef d'établissement qui se trouve dans une des situations visées par la loi où une dérogation est autorisée peut faire usage de droit de cette dérogation, sans demander d'autorisation, mais il est tenu d'en avertir l'inspecteur du travail en lui adressant un préavis.

Si les dérogations réclamées ne paraissent pas justifiées, dit la circulaire ministérielle du 3 septembre 1906, l'inspecteur doit en aviser sans délai le chef d'établissement; en cas de commencement ou de continuation du travail exceptionnel, l'inspecteur dresserait procès-verbal; il en serait de même si, malgré un avis antérieur contraire, le chef d'établissement suspendait à nouveau le repos hebdomadaire dans son établissement ou s'il suspendait le repos un nombre de jours supérieur à celui autorisé par la loi.

La loi de 1906 renvoie à un décret pour déterminer les conditions du préavis; ce décret porte la date du 24 août 1906 (1).

Les conditions du¹ préavis sont différentes suivant les dérogations que l'on doit classer en deux groupes:

1^o Dérogations prévues par les art. 4 et 6 § 2 et 3.

Aux termes de l'article 3 du décret tout chef d'entre-

(1) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906 p. 145.

prisedirecteur ou gérant qui veut user de ces dérogations
« doit en aviser immédiatement, et, sauf le cas de force
« majeure, avant le commencement du travail, l'inspec-
« teur de la circonscription.

« Il doit faire connaître à ce fonctionnaire les circons-
« tances qui justifient la suspension du repos hebdoma-
« daire, indiquer la date et la durée de cette suspension,
« et spécifier le nombre d'employés et d'ouvriers auxquels
« elle s'applique. »

La durée de la suspension et le nombre d'employés indiqués sur le préavis peuvent être augmentés par le patron, mais ce dernier doit envoyer un nouveau préavis.

« En outre, dans le cas prévu par l'article 4, lorsque
« des travaux urgents sont exécutés par une entreprise
« distincte, l'avis du chef, du directeur ou du gérant de
« cette entreprise mentionne la date du jour de repos
« compensateur assuré au personnel.

« Pour les industries déterminées au paragraphe 3 de
« l'article 6, l'avis indique les deux jours de repos mensuels
« réservés aux employés et ouvriers. »

2° Dérogation prévue par l'article 6 § 1^{er}.

« Le chef d'entreprise, directeur ou gérant doit, dit l'art 4
« du décret, en cas de repos imposé par les intempéries,
« en prévenir, le jour même, l'inspecteur du travail et lui
« indiquer le nombre de personnes qui ont chômé. Il fait
« connaître, la veille au plus tard, à l'inspecteur les jours
« où le repos hebdomadaire sera supprimé en compensa-
« tion du chômage. »

L'avis doit être envoyé avant le commencement du travail sauf le cas de force majeure. Doit être

considéré comme cas de force majeure tout événement indépendant de la volonté du chef d'entreprise et l'empêchant d'envoyer le préavis avant le début du travail, tel que la fermeture du bureau de poste. Le cas de force majeure ne se rencontre guère que pour les travaux dont l'exécution immédiate est nécessaire.

Dans le cas particulier de la dérogation pour chômage, le préavis doit être envoyé la veille au plus tard.

Le décret du 24 août 1906 ne règle pas les conditions d'envoi du préavis ; il peut donc être envoyé de la manière qui plaira au chef d'industrie : par exprès, par lettre, télégramme, carte postale ; le télégramme et la carte postale ont l'avantage de permettre de constater facilement le jour et l'heure de l'expédition de l'avis, soit par la mention de l'heure du dépôt du télégramme soit par le cachet apposé par la poste sur la carte postale (1).

Aux termes de l'article 5 du décret, une copie de l'avis doit être affichée dans l'établissement pendant toute la durée de la dérogation.

Aucun préavis n'est envoyé pour la dérogation de l'article 7. (établissements soumis au contrôle de l'Etat).

(1) Pour des formules de préavis, voir Berthiot. op. cit. p. 96 et Bruneau. op. cit. p. 223. note 1.

CHAPITRE IV

CONTROLE ET SANCTIONS

PREMIÈRE SECTION

Contrôle.

Nous allons examiner successivement dans cette section :

- 1° Les autorités chargées du contrôle de l'exécution de la loi.
- 2° Les mesures destinées à assurer le contrôle.

§ 1^{er}. — AUTORITÉS CHARGÉES DU CONTROLE

La loi, dans son article 11, a chargé du contrôle :

- 1° Les inspecteurs et inspectrices du travail (1).
- 2° Les officiers de police judiciaire (commissaires de police, maires et adjoints, juges de paix, officiers de gendarmerie).
- 3° Les ingénieurs et contrôleurs des mines pour

(1) Le service de l'inspection du travail a été réorganisé par le décret du 17 mai 1905 (*Bull. de l'Insp. du Trav.* 1905 p. 160) modifié par les décrets du 11 juillet 1906, 19 mars 1908 et 3 avril 1909 (J. O. 7 avril 1909).

les établissements soumis au contrôle du ministère des travaux publics c'est-à-dire pour les mines minières et carrières. Ces fonctionnaires chargés du contrôle de ces établissements, sont placés à cet effet sous l'autorité du ministre du travail et de la prévoyance sociale, (avant la création de ce ministère, sous celle du ministre du commerce et de l'industrie). Les délégués mineurs signalent les infractions sur leur rapport. (art. 11 § 2).

Il semble que pour les établissements dépendant des ministères de la guerre et de la marine et énumérés dans les décrets des 27 mai 1904 et 28 juin 1904 il faille appliquer les mêmes principes de contrôle que ceux établis pour la loi des 12 juin 1893 - 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs et confier, comme pour elle, le contrôle de l'application de la loi de 1906 dans ces établissements à des agents désignés à cet effet par les ministres de la guerre ou de la marine.

Les différents agents chargés de l'exécution de la loi de 1906 ont le droit d'entrer dans les établissements assujettis à la loi et, en cas d'infraction, de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire. (art. 12 § 1). Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet. (art. 12 § 2).

§ 2. MESURES DESTINÉES A ASSURER LE CONTROLE

La loi, dans son article 10, a laissé à des règlements d'administration publique, le soin d'organiser « le contrôle des jours de repos pour tous
« les établissements, que le repos soit collectif ou
« qu'il soit organisé par roulement. » Ce contrôle a été organisé par le décret du 24 août 1906 modifié par celui du 13 juillet 1907. Ce décret exige tantôt l'apposition d'une affiche, tantôt la tenue d'un registre, tantôt les deux.

Au point de vue des formalités à remplir les différents régimes de repos doivent être classés en trois catégories, en laissant de côté le régime normal du repos collectif dominical, lorsqu'il est donné à tout le personnel sans exception, pour lequel aucune formalité n'est requise.

1° Etablissements donnant à la totalité ou à partie de leur personnel un régime de repos collectif autre que le repos collectif dominical. (Art. 1^{er} 1^o).

Ces régimes sont donc ceux organisés par les articles 2 a, 2 b, 2 c, 5 § 1^{er} et 5 § 2.

Aux termes de l'article 1^{er} 1^o du décret « lorsque le
« repos hebdomadaire est donné collectivement à la totalité ou à une partie du personnel soit un autre jour que
« le dimanche, soit du dimanche midi au lundi midi, soit
« le dimanche après-midi sous réserve du repos compen-

« sateur, soit suivant tout autre mode exceptionnel permis
« par la loi, des affiches doivent indiquer les jours et
« heures du repos collectif ainsi donné. »

« L'affiche, dit l'article 2, doit être facilement accessible
« et lisible.

« Un duplicata en est envoyé avant sa mise en service
« à l'inspecteur du travail de la circonscription ».

*2° Etablissements ne donnant pas un régime
de repos collectif à tout leur personnel. (Art.
1^{er} 2°).*

Les régimes visés sont ceux des articles 2c, 2 d,
3, 5 § 1, 5 § 2, et 5 § 3.

« Lorsque le repos, dit l'article 1^{er} 2°, n'est pas donné
« collectivement à tout le personnel soit pendant la jour-
« née entière du dimanche, soit sous l'une des autres
« formes prévues par la loi, un registre spécial doit men-
« tionner les noms des ouvriers et employés soumis à un
« régime particulier de repos et indiquer ce régime. En ce
« qui concerne chacune de ces personnes, le registre doit
« faire connaître le jour et éventuellement les fractions de
« journée choisies pour le repos » (1).

Aux termes de l'article 1^{er} § 2, « l'inscription sur ce re-
« gistre des employés ou des ouvriers récemment em-
« bauchés devient obligatoire après un délai de six jours.
« Jusqu'à l'expiration de ce délai, et à défaut d'ins-
« cription sur le registre, il ne peut être réclamé par les
« agents chargés du contrôle qu'un cahier régulièrement
« tenu portant l'indication du nom et la date d'emba-
« chage de l'ouvrier ou employé. »

« Le registre, dit l'article 2 § 3 et 4, est tenu constam-

(1) Voir. pour des modèles de registres. Bruneau op. cit.
p. 216 et Boistel, op. cit. p. 62.

« ment à jour ; la mention des journées de repos dont
« bénéficie un employé ou un ouvrier peut toujours être
« modifiée ; il suffit que la modification de service soit
« portée au registre avant de recevoir exécution ; toute-
« fois, la modification ainsi faite ne peut en aucun cas
« priver le remplaçant du repos auquel il a droit. »

« Le registre reste à la disposition des agents chargés
« du contrôle et doit être communiqué aux employés et
« ouvriers qui en font la demande. Il est visé par les
« agents chargés du contrôle au cours de leurs visites. »

3^o Etablissements pratiquant un régime mixte de repos.

Ce sont ceux qui pratiquent les régimes des articles 2 c et 5 § 2, combinant le repos collectif et le repos par roulement. Ils doivent remplir les deux conditions du registre et de l'affiche.

DEUXIÈME SECTION

Sanctions.

§ 1^{er}. — PÉNALITÉS.

La loi de 1906 établit une double sanction pénale :

1^o En cas d'inobservation des prescriptions de la loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution (art. 13.)

2^o En cas d'obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur. (art. 16.)

1^o *Inobservation des prescriptions légales.*

Dans ce cas il y a contravention et « les contrevenants
« seront poursuivis devant le Tribunal de simple police et
« passible d'une amende de cinq à quinze francs. (5 à 15 fr.)

« L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura
« de personnes occupées dans des conditions contraires
« à la présente loi, sans toutefois que le maximum puisse
« dépasser cinq cents francs (500 fr.) » (art. 13).

Puisqu'il s'agit ici de peine de simple police, la bonne foi du contrevenant ne peut servir d'excuse (1). L'excuse de force majeure n'est admise que lorsqu'il y a impossibilité absolue de se conformer à la loi ; la Cour de Cassation a jugé que la difficulté éprouvée par un patron pour trouver un personnel de remplacement (2) ne constituait pas l'excuse de force majeure ; il en est de même en cas de refus des ouvriers ou employés d'observer le repos hebdomadaire (3).

« En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi
« devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende
« de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

« Il y a récidive lorsque dans les douze mois antérieurs
« au fait poursuivi le contrevenant a déjà subi une con-
« damnation pour une contravention identique ». (art. 13
§ 1 et 2).

Il y a contravention identique quand la contravention nouvelle est prononcée pour des faits

(1) Crim. Cass. 1^{er} mars 1907. (Dalloz 1907 1. 307).

(2) Crim. Cass. 2 février 1907. (Dalloz 1907. 1. 306).

(3) Trib. simp. Pol. de Paris, 29 décembre 1906.

prévus par le même texte et non le même article, sans qu'il soit nécessaire que l'ouvrier ou l'employé ayant motivé la seconde contravention soit le même que celui qui a motivé la première.

« En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser trois mille francs (3.000 fr.) (art. 15 § 3).

L'article 463 du Code Pénal (circonstances atténuantes) est applicable ici, aux termes de l'article 16 § 3.

2° Obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

« Est puni d'une amende de cent à cinq cents francs (100 à 500 fr.) quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur. »

« En cas de récidive dans les délais spécifiés à l'art. précédent, l'amende sera portée de cinq cents à mille francs (500 à 1000 fr.) ». (art. 16 § 1 et 2)

Le délit pour mise d'obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur du travail s'applique aussi aux autres agents chargés du contrôle : ingénieurs et contrôleurs des mines et officiers de police judiciaire.

Doit être considéré comme obstacle, par exemple :

1° Le refus de laisser pénétrer dans un établissement assujetti au contrôle ou dans ses dépendances.

2° Le refus de présentation du registre de contrôle.

3° Le départ des ouvriers et employés en contravention à l'arrivée de l'inspecteur.

4° Les fausses déclarations.

L'excuse de la bonne foi est acceptable ici.

Le tribunal peut aussi prononcer des circonstances atténuantes. (art. 16 § 3)

§ 2 — PERSONNES RESPONSABLES

Sont responsables pénalement, aux termes de l'article 13, les chefs d'entreprise, directeurs et gérants.

Le chef d'établissement est responsable, mais seulement lorsqu'il dirige effectivement son établissement et non par exemple s'il a délégué, antérieurement à l'infraction, la direction intérieure de son entreprise à des subordonnés.

Les directeurs et gérants ne sont responsables que s'ils ont la direction effective de l'établissement ou de la succursale et font choix des conditions de travail et particulièrement du repos hebdomadaire, et non s'ils surveillent et conduisent seulement les travaux, sous l'autorité supérieure du chef d'entreprise. (1)

Aux termes de l'article 14, « les chefs d'entreprises seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. »

(1) Sur les caractères distinctifs du gérant, voir p. 35.

DEUXIÈME PARTIE

Remarques critiques sur la Loi de 1906 Causes de difficultés d'Application inhérentes à la Loi Phases successives de son Application

GÉNÉRALITÉS

La loi de 1906 n'a pas en général rencontré de difficultés d'application dans l'industrie ni dans les établissements de commerce de gros ou les grands établissements de détail, qui bénéficiaient en grand nombre déjà auparavant d'un repos hebdomadaire. Il ne devait pas en être de même dans les petits établissements de commerce de détail, principalement ceux de l'alimentation. A peine la loi était-elle, nous ne disons pas appliquée, mais promulguée seulement, que des critiques et des réclamations se faisaient entendre.

A ce moment déjà des esprits clairvoyants ne trouvaient pas parfaite la loi telle qu'elle avait été votée par le Parlement et voyaient dans certaines

de ses dispositions des causes de difficultés futures d'application. On pouvait supposer d'autre part qu'étant la première loi établissant une véritable réglementation du travail dans le commerce, elle devait, quel que dût être le bien fondé ou non de ses dispositions et à ce titre seulement, rencontrer des résistances et soulever des mécontentements parce qu'elle dérangeait des habitudes et portait atteinte à certains intérêts privés.

L'avenir ne devait pas démentir ces craintes et les protestations, les manifestations, les difficultés de toutes sortes prirent une ampleur à laquelle on ne pouvait vraiment pas s'attendre.

Cet état de chose ne peut être imputé en totalité au législateur et à son œuvre, puisque la loi sur le repos hebdomadaire était la première loi réglementant le travail dans le commerce, mais ce législateur est responsable d'un certain nombre d'autres causes de difficultés : « les commerçants n'étaient point, en général, hostiles au principe même du repos collectif du dimanche. Ceux qui le sont ensuite devenus en reportent la cause à certaines exceptions accordées à des concurrents, à l'exception des membres de la famille, à l'emploi des extras dans les établissements similaires, à l'ouverture d'établissements concurrents sous le régime de ^{des} contrats d'association plus ou moins sincères, enfin à l'exception des ^{des} gérants succursalistes.

« C'est surtout après avoir constaté à leurs dépens

que la loi pouvait être impunément méconnue par des concurrents moins scrupuleux, que nombre de commerçants reviennent aujourd'hui de leurs bonnes dispositions du début, se plaignent à leurs mandataires et entreprennent la défense de leurs intérêts qu'ils estiment menacés. » (1)

Nous avons précédemment étudié les différentes questions des extras, des membres de la famille, des associés, des gérants ; ces causes de difficultés et de résistances à la loi, fondées il faut l'avouer, n'auraient pas existé si, au lieu d'interdire de faire travailler un même ouvrier ou employé plus de six jours par semaine, le législateur, comme dans un certain nombre de pays étrangers, avait eu en vue le repos du patron en même temps que celui du travailleur et avait prescrit la fermeture obligatoire des établissements le dimanche. Le caractère suspensif du recours au Conseil d'Etat contre les arrêtés préfectoraux, laissé obscur par la loi, devait être une des principales sources de difficultés d'application dans le commerce de détail.

La multiplication des dérogations d'autre part devait avoir pour résultat de tendre à transformer la règle du repos collectif dominical en un régime d'exception et d'augmenter encore les difficultés de l'inspection du travail.

Au milieu des difficultés d'application et des

(1) Rapport sur l'application des lois réglementant le travail pour 1907, p. LXX.

réclamations contradictoires des patrons et des travailleurs, il faut reconnaître que le gouvernement se trouvait dans une situation difficile; son devoir était d'appliquer la loi avec doigté et « sans brusquerie ni brutalité » mais non, sous couvert de tolérances, de porter, comme nous le verrons dans la suite, de certaines atteintes aux dispositions légales elles-mêmes.

L'agitation provoquée par l'application de la loi devait avoir une répercussion au Parlement et se traduire par le dépôt à la Chambre des Députés, de novembre 1906 à mai 1907, d'un nombre important de propositions de loi — 10 au total — destinées à compléter où à modifier la loi de 1906, et par deux débats, l'un le 20 novembre 1906 à l'occasion du dépôt de la proposition de loi de M. Georges Berry, et l'autre en mars 1907 à l'occasion des interpellations de MM. Georges Berry, Lafferre, Puech et Engerand, et terminé par le vote d'un ordre du jour aux termes duquel le gouvernement devait, tout en maintenant intacts les principes essentiels de la loi, en faire une application largement libérale et proposer des modifications nécessaires. C'est en conformité de cet ordre du jour que le Gouvernement faisait paraître une circulaire du 10 août 1907 qui modifiaient véritablement certaines dispositions de la loi de 1906 et déposait le 31 mai suivant un projet

de loi qui sanctionnait les différentes dispositions de la circulaire du 10 avril et apportait en outre à la loi des modifications que nous nous réservons d'exposer dans la troisième partie notre étude.

Dans cette seconde partie nous nous proposons, dans un chapitre premier, de faire quelques remarques critiques sur la loi de 1906 et de montrer les causes de difficultés d'application qui y étaient inhérentes. Nous dirons aussi quelques mots de la question de savoir si le jour de repos doit ou non être payé, point délicat et qui a donné lieu à des difficultés dans la boulangerie. Nous décrirons rapidement dans un deuxième chapitre les phases successives de l'application de la loi et les différents événements qui l'ont suivie et marquée.



CHAPITRE I^{er}

REMARQUES CRITIQUES SUR LA LOI DE 1906. — CAUSES DE DIFFICULTÉS D'APPLICATION INHÉRENTES A LA LOI

§ 1^{er}. — LA LOI DE 1906

PREMIÈRE LOI DE RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DANS LE COMMERCE

La loi sur le repos hebdomadaire, étant la première loi réglementant le travail dans les établissements commerciaux, devait déjà à ce titre seul, soulever des difficultés d'application.

Deux lois s'appliquaient déjà au commerce avant 1906 : la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, étendue au commerce le 11 juillet 1903, et la loi du 29 décembre 1900, prescrivant de mettre un siège à la disposition de chaque femme employée dans les magasins ; ces lois édictaient bien certaines mesures que le patron était obligé de prendre, mais ne touchaient pas, comme la loi sur le repos hebdomadaire, à l'organisation proprement dite, à la du-

rée du travail ; elles étaient des lois de protection, non de réglementation du travail.

Ainsi pour la seule raison qu'elle dérangeait des habitudes, qu'elle causait quelque gêne, la loi de 1906 devait naturellement être cause de protestations et de réclamations et être traitée d'« absurde », d'« injuste », d'« inapplicable » par un grand nombre de petits patrons, par les économistes dits libéraux pour qui la liberté est le remède à tous les maux de la société et qui sont ennemis nés de toute intervention de la loi, alors même qu'elle libère, (1) et enfin par certains journaux, dont la conduite peut étonner à bon droit et qui se complaisaient à exagérer les inconvénients de la loi et à décrire la « ville morte » et l'âge du pain rassis avec des détails qui ne pouvaient que faire honneur à l'imagination de leurs rédacteurs.

La loi portait atteinte aux habitudes du public ; mais ces habitudes ne sont pas choses sacrées. Le

(1) Il ne faudrait pas croire que nous admettons toute intervention légale dans les questions économiques. Suivant nous, l'Etat doit intervenir si les intérêts généraux ou les intérêts d'une classe en particulier se trouvent ou lésés ou simplement menacés et que l'initiative privée, individuelle ou collective soit impuissante à agir ou soit insuffisante (pour les cas d'intervention, voir l'encyclique). La loi ne doit pas « devancer ni rien entreprendre au-delà de ce qui est nécessaire pour réprimer les abus et écarter les dangers. » (Léon XIII, Encyclique sur la condition des ouvriers.) Cette intervention de la loi est donc conditionnelle car elle suppose l'absence ou l'insuffisance des causes privées, individuelles ou collectives, et supplétive puis qu'elle les remplace ou les complète.

repos hebdomadaire est un véritable droit pour l'ouvrier ou l'employé. Chaque travailleur a droit, tout comme le public, au repos hebdomadaire parce qu'il a droit à la conservation de sa vie et de ses forces, parce qu'il a droit à goûter les joies familiales, à pratiquer librement ses convictions religieuses, à exercer ses devoirs de citoyen dans une république où tout homme a, par le suffrage universel, une part au gouvernement de son pays. Il y a là une véritable question de justice ; entre un droit et une habitude je crois que le choix n'est pas discutable.

Mais, objectait-on aussi, le repos hebdomadaire, collectif particulièrement, est impossible à établir dans le commerce ou doit lui causer de graves préjudices, Il est nécessaire tout d'abord de poser un principe : c'est que toute nouvelle loi de réglementation, si juste soit-elle, intervenant dans une matière abandonnée auparavant à la concurrence, doit léser plus ou moins certains intérêts ; il en a été ainsi, par exemple, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, et de celle du 30 mars 1900 qui a étendu les dispositions de la loi de 1892 aux hommes adultes occupés dans les mêmes locaux que le personnel protégé par elle ; ce n'est point une raison pour les condamner lorsqu'elles introduisent de sages réformes et mettent fin à une situation de fait abusive, mais cependant il ne s'en suit pas non

plus que l'on ne doive, par l'établissement de délais d'application, par l'octroi de dérogations dans une limite raisonnable, éviter le plus possible les préjudices trop graves que ces lois pourraient occasionner.

Et d'ailleurs il ne faut pas exagérer : les petits commerçants au début de l'application de la loi de 1906, prétendaient que, fermant le dimanche, la clientèle ouvrière qui n'a que ce jour-là pour faire ses achats irait en semaine dans les grands magasins du centre ou l'assortiment en objets divers est plus considérable. Il nous semble vraisemblable de penser que souvent les ouvriers, ne disposant que d'un temps assez court à la fin de leur journée de travail, n'iront pas le perdre dans les grands magasins et feront leurs achats dans leur quartier. Il n'en reste pas moins vrai que les grands magasins font une concurrence sérieuse aux magasins de quartier, auprès de la clientèle ouvrière, au moyen de leurs catalogues qui permettent de choisir sans déplacement les articles désirés, qui seront livrés sur demande. Plusieurs remèdes sont possibles : on peut par exemple accorder certaines dérogations aux magasins ayant une clientèle ouvrière si leur fonctionnement normal est compromis, (c'est ce qui a lieu actuellement, conformément à l'article 2 de la loi.) On pourrait aussi, si la loi avait, ce qui eût été préférable comme nous le verrons dans la suite, ordonné la fermeture complète des magasins le

dimanche, autoriser ces magasins concurrencés à ouvrir pendant quelques heures le dimanche. Mais il nous semble que le meilleur remède consisterait dans l'introduction en France de la réduction de la journée de travail du samedi dans l'industrie, du repos partiel du samedi qui, entre autres avantages, donnerait aux ouvriers le temps de faire eux-mêmes leurs achats dans la soirée du samedi.

Toutes ces objections n'étaient donc pas concluantes contre l'établissement du repos hebdomadaire ; il n'en reste pas moins vrai, comme l'a très justement fait remarquer M. Lerolle à la tribune de la Chambre des Députés le 23 mars 1907 que, puisque malheureusement le repos hebdomadaire au moment de l'application de la loi n'était pas encore entré dans les mœurs en France et que les commerçants avaient pu organiser leurs affaires conformément à l'habitude mauvaise de faire travailler le dimanche, « il était peut-être téméraire, difficile, de changer ces mauvaises habitudes du jour au lendemain. La loi eût été sage de prévoir des délais d'exécution, d'organiser une sorte de régime transitoire et d'établir, ainsi qu'on l'a fait pour d'autres lois sociales, des paliers. Ce que la loi n'a pas fait, l'article 2 interprété sainement suffisait à le faire. » (1)

On comprend que l'on ne pouvait appliquer

(1) *Journal Officiel* 24 mars 1907. Chambre des Députés p. 811.

immédiatement une loi introduisant le principe du repos hebdomadaire dans un pays où le chômage du dimanche n'était pas encore entré dans les mœurs et, quoique en vigueur dans un certain nombre d'entreprises, industrielles particulièrement, n'était pas généralement observé.

Le législateur devait prévoir le trouble que cette précipitation dans l'application allait fatalement jeter dans les rangs des intéressés et le bouleversement qu'elle devait causer, ceci surtout puisque, quelles que soient les dispositions de la loi de 1906, on ne pouvait éviter complètement que l'établissement du repos hebdomadaire, collectif et dominical en principe, ne portât plus ou moins atteinte à certains intérêts privés de patrons ou de consommateurs, augmentât les frais généraux des différents chefs d'industrie, et rencontrât quelquefois même des difficultés dans la mise en pratique des dispositions légales. Avec un délai pour l'application, ou avec l'application par paliers, les différents intéressés auraient eu le temps d'organiser leurs affaires en tenant compte des obligations nouvelles établies par la loi et une grande partie du préjudice causé par l'application du repos hebdomadaire aurait pu être ainsi évité, et aurait dû l'être par conséquent.

« Je suis persuadé, disait M. Lerolle à la tribune de la Chambre des Députés le 23 mars 1907 (1) au cours des interpellations qui eurent lieu à ce

(1) J. O. 24 mars 1907. Chambre des Députés — p. 811

moment au sujet du repos hebdomadaire que si les commerçants qui se plaignent aujourd'hui, parce qu'ils ont été subitement mis en demeure d'appliquer la loi, avaient été avertis que, dans un certain délai — que je ne voudrais pas trop long cependant — et après avoir joui d'une tolérance provisoire, ils devaient se résoudre à son exécution intégrale, je suis persuadé, dis-je, que ces commerçants auraient organisé leurs affaires en vue de cette échéance fatale et que leur clientèle aussi, sachant ce qui devait arriver, aurait pris des habitudes nouvelles. Sans doute aussi des usages qui contribuent à maintenir le travail du dimanche, comme la paie de l'ouvrier faite le samedi soir alors qu'elle pourrait être faite facilement au commencement de la journée ou le vendredi auraient disparu sous la pression de l'opinion publique et devant l'urgence de nécessités impérieuses qu'auraient créées la fermeture générale des magasins. Ainsi la loi peu à peu serait entrée dans les mœurs, à la satisfaction de tous. »

Pour que l'application de la loi ne présentât pas trop de difficultés, il n'était pas nécessaire de modifier ses dispositions : il eut suffi « d'appliquer l'article 2 libéralement, avec intelligence, de faciliter les transitions, pour arriver à la complète exécution des dispositions sur le repos hebdomadaire. »

§ 2 — LA LOI DE 1906 ET LA CONCURRENCE
ENTRE COMMERÇANTS — NÉCESSITÉ DE LA FERME-
TURE OBLIGATOIRE DES MAGASINS LE DIMANCHE.

La loi de 1906 devait nécessairement rencontrer des difficultés d'application non seulement à cause de son caractère de première loi de réglementation du travail dans le commerce, mais aussi parce qu'elle introduisait une inégalité vraiment injuste entre les différents commerçants. Cette inégalité tenait à deux causes distinctes :

La première résulte du fait que la loi n'a eu en vue que le repos des ouvriers et employés et non en même temps celui des patrons, et s'est contentée d'interdire de faire travailler plus de six jours par semaine. Aussi les commerçants qui, normalement, n'avaient pas d'employés ou qui pouvaient suffire le dimanche à la vente, seuls ou avec l'aide de leur femme et de leurs enfants, ont pu rester ouverts et faire concurrence à ceux qui étaient obligés de fermer, soit peut-être seulement à cause de la disposition de leur magasin, soit parce qu'ils n'avaient pas d'enfants ou que ces derniers étaient trop jeunes pour les aider, soit encore parce qu'ils ne pouvaient, à cause de l'importance relative de leur entreprise, se passer d'employés (1). De même pour les associés et les

(1) Voir Rapport sur l'application des lois réglementant le travail : 1906 p. 40, 126, 288 et 320 — 1907 p. 82 et 246.

gérants, non soumis à la loi et pouvant s'employer le dimanche à la vente.

Cette situation provient de ce que le législateur mû par un reste de ce libéralisme économique issu de la Révolution, qui a été cause de bien des abus et dont on commence à comprendre à l'heure actuelle les effets souvent désastreux, a voulu seulement empêcher de faire travailler et non de travailler le dimanche et n'a pas prescrit la fermeture obligatoire des établissements. Il a bien tenté de remédier partiellement à ce grave inconvénient en autorisant (art. 5 § 3) les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement à remplacer le repos d'une journée par semaine par deux repos d'une demi-journée. Mais qui pourra prétendre que le nombre des employés représente exactement la prospérité d'un magasin ? Un établissement ayant six employés peut être moins prospère qu'un autre n'en ayant que quatre et ressentir beaucoup plus les effets de la concurrence des maisons restant ouvertes. Et d'ailleurs le résultat de ce repos de deux demi-journées au point de vue physique et familial est très discutable. Nous en avons le témoignage de M. Poirrier lui-même qui disait dans son rapport : « autre chose est d'avoir un repos pendant tout un jour que d'avoir un repos réparti sur plusieurs jours de la semaine » (1). Aussi doit-on encore moins

(1) Rapport de M. Poirrier au Sénat. p. 43

l'établir lorsqu'il n'est pas absolument nécessaire. Comme les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés sont en très grande majorité, on voit quel serait le résultat de ce régime exceptionnel s'il était adopté par tous les établissements y ayant droit et admis au repos par roulement.

Suivant la Fédération des Commerçants Détaillants le remède est simple et consiste dans l'application des dérogations de l'article 2 aux commerçants qui subissent la concurrence des maisons ouvertes. Evidemment, et M. Romieu, dans ses conclusions au Conseil d'Etat dont nous avons précédemment parlé, considère à juste titre cette concurrence comme justifiant l'octroi d'un régime exceptionnel. Mais il nous semble vraiment que le législateur aurait pu supprimer cette cause d'exceptions. Les causes d'exceptions qui ne peuvent être évitées sont toujours suffisamment nombreuses pour ne pas en créer d'autres, lorsqu'elles sont évitables.

La véritable solution, à notre avis, est la fermeture obligatoire des magasins le dimanche sauf exception consistant dans l'ouverture autorisée pendant un certain nombre d'heures et accordée largement au début. Cette ouverture serait ensuite restreinte quant à sa durée et au nombre des catégories d'établissements en bénéficiant, lorsque le public et les patrons seraient accoutumés au nouvel état de chose, et enfin même supprimée

pour les communes et pour les établissements auxquels elle n'aurait pas été complètement nécessaire.

Un grand nombre de législations étrangères édictent cette fermeture obligatoire des magasins. La loi Industrielle Allemande du 21 juin 1869, (Gewerbeordnung) modifiée par la loi du 1^{er} juin 1891 (1) ; la loi Industrielle Autrichienne du 16 janvier 1895, modifiée également par la loi du 18 juillet 1905 (2), la loi Danoise du 22 avril 1904 (3), la loi Espagnole du 3 mars 1904 (4), une loi de la République Argentine du 31 Août 1905 (5), etc....

Par contre la loi belge du 17 Juillet 1905 (6) et la loi Italienne du 7 juillet 1907 (7) contiennent des dispositions analogues à celles de la loi française.

Aux termes de la loi allemande du 1^{er} juin 1891, les employés ne peuvent être occupés dans les exploitations commerciales plus de cinq heures le dimanche ; les autorités locales peuvent réduire le travail à des limites plus étroites et même l'interdire totalement pour toutes les branches du commerce ou pour certaines branches seulement.

Au cours d'une enquête faite de 1896 à 1898

(1) *Annuaire de législation étrangère* 1891. p. 167

(2) *ibid.* 1905. p. 250.

(3) *ibid.* 1904. p. 321.

(4) *ibid.* 1904. p. 153.

(5) *ibid.* 1905. p. 721.

(6) *Bulletin de la ligue populaire pour le repos du dimanche* 1908. n° 3 p. 179.

(7) *Ann. de Légis. Etr.* 1905. p. 300.

par le gouvernement belge sur le repos hebdomadaire, M. Dubois, professeur à Gand, constatait qu'en général les commerçants eux-mêmes étaient acquis à la réforme.

La loi allemande ne parlait que du travail des employés et non de la fermeture de tous les magasins, mais on a vu bientôt combien le contrôle était difficile et on a demandé au Reichstag, qui l'a accordé, de prescrire, entre autres pour les coiffeurs, la cessation du travail pour les patrons aussi, après le départ des employés. (1)

Aux termes de la loi autrichienne du 16 janvier 1895, les magasins, (même ceux qui n'occupent pas d'employés) ne pouvaient rester ouverts que six heures le dimanche ; cette durée a été réduite à quatre heures seulement par la loi du 18 juillet 1905. La détermination de ces heures est faite par les autorités politiques locales (gouverneurs de province) après avoir pris certains avis, et elle peut être différente pour divers commerces et diverses communes ou sections de communes. Ces mêmes autorités, eu égard aux circonstances locales, peuvent réduire encore le temps du travail permis et même le supprimer tout à fait soit pour l'année entière, soit pour certaines périodes.

Pour certains dimanches nécessitant la prolongation des affaires, par exemple vers Noël, au jour de fête de patron du pays, etc... les autorités

(1) Voir *Bull. de la Ligue Pop. pour le repos du dimanche* 1^{er} Avril 1906. p. 84

politiques locales peuvent, après avoir pris certains avis, prolonger jusqu'à huit heures le temps de travail permis. Une autorisation semblable peut être accordée dans les mêmes conditions, eu égard à des circonstances locales particulières, telles que vente d'objets alimentaires dans les endroits d'excursions, dans les gares, soit tous les dimanches de l'année, soit pendant une période déterminée.

Enfin ces mêmes autorités peuvent prolonger la permission de travail jusqu'à une durée de six heures dans les communes de moins de 6000 habitants, où la population se rend le dimanche faire les achats nécessités par ses besoins.

A Vienne, notamment, les magasins d'alimentation eux mêmes ne sont en général ouverts que de 7 à 11 heures du matin en hiver de 6 à 10 heures du matin en été et pas le soir. Par exception les boulangers peuvent vendre jusqu'à midi, les laitiers et les fleuristes jusqu'à 11 heures et les confiseurs toute la journée. (1)

La plupart des villes et des districts sont d'ailleurs soumis à des régimes variés.

La loi danoise du 22 avril 1904 ordonne la fermeture complète de tous les magasins, sauf quelques rares exceptions limitativement énumérées, tels que les pharmaciens, les débits de pain, et de lait, etc. . .

(1) Voir *Bull. de la Ligue Pop. pour le repos du Dimanche*. 1^{er} février 1906 p. 42.

La loi espagnole du 3 mars 1904 a prescrit la fermeture complète des magasins; malheureusement elle n'a guère été respectée jusqu'à présent, ses dispositions étant trop rigides pour une première loi sur le repos hebdomadaire.

Dans la République Argentine une loi du 31 Août 1905 interdit à Buenos-Ayres tout travail matériel fait le dimanche pour le compte d'autrui et tout travail matériel fait publiquement pour son compte dans les fabriques et établissements commerciaux sauf exceptions prévues par la loi ou par des règlements, (travaux non susceptibles d'interruption à raison des nécessités qu'ils occasionnent ou du préjudice porté à l'intérêt public ou à l'industrie elle-même, travaux en cas d'accidents etc.).

En France le Conseil Supérieur du Travail, dans sa session de novembre 1904 consacrée au repos hebdomadaire, adopta un vœu contenant la disposition suivante proposée par M. Jay :

« Le Conseil Municipal pourra, sur la demande des deux tiers des chefs de maisons intéressés, décider la fermeture les dimanches et jours fériés, pour toute la journée ou une partie de la journée, de tous les magasins ou d'une catégorie déterminée des magasins de la commune (1) ».

(1) Conseil Supérieur du Travail, session de 1904. Compte rendu p. 209 et 228. Cette disposition n'était d'ailleurs pro-

Pendant la discussion de la loi sur le repos hebdomadaire au Sénat, M. Philippe Berger déposa, dans la Séance du 29 juin 1906 (1), un amendement à l'article 2 de la loi ainsi conçu :

« Toutes les usines, magasins, boutiques, et en général tous les établissements soumis à la loi seront fermés le dimanche, sauf les cas prévus aux articles suivants. »

Le rapporteur de la loi combattit cette prétention « non plus de légiférer contre le fort contre le faible, mais de légiférer pour dire qu'un citoyen quelconque ne fera pas pour lui-même un certain acte un certain jour. » On a malheureusement vu les effets de ce scrupule.

Depuis l'application de la loi de 1906, « on signale, dit le rapport de l'Inspecteur du Travail de 1907 (2), dans divers centres un réel mouvement, non seulement chez les employés, mais même chez les patrons, en faveur de la fermeture obligatoire des magasins le dimanche.

posée par M. Jay que comme une transaction entre l'interdiction de faire travailler un même employé plus de six jours par semaine et la fermeture obligatoire des magasins le dimanche, que M. Jay considérait comme devant seule donner tous les résultats bienfaisants du repos hebdomadaire.

(1) *Journal Officiel* 31 Juin 1906 p. 720.

(2) p LXXIII. Voir aussi les rapports spéciaux des inspecteurs du travail p. 82, 110, 144, 212, 246.

Ce sont la plupart du temps des patrons d'importance moyenne, à qui il est impossible de tenir leurs magasins ouverts le dimanche sans le secours de leur personnel, qui se plaignent de la concurrence que leur fait ce jour là le très petit commerce, et qui sont amenés par suite à souhaiter un changement de régime.

« Ce sont également de petits patrons qui, pour des raisons particulières, ne peuvent exercer eux-mêmes le métier, et qui se trouvent lésés par la concurrence de petits patrons voisins. Tel est le cas de veuves de coiffeurs qui continuent à tenir l'établissement, de patrons infirmes qui ne servent plus eux-mêmes la clientèle. etc. »

Il est évident d'ailleurs que si l'on introduisait dans la loi une disposition prescrivant la fermeture obligatoire des magasins le dimanche, il serait nécessaire d'admettre des dérogations.

Si l'on ne voulait pas aller jusqu'à cette fermeture obligatoire, devrait-on au moins, conformément au vœu de M. Jay au Conseil Supérieur du Travail, donner au Conseil Municipal, sur la demande d'une partie des chefs de maisons intéressés, le droit de prescrire la fermeture le dimanche de tous les magasins ou d'une catégorie déterminée des magasins pour toute la journée ou partie seulement de la journée

La fermeture obligatoire des magasins présenterait indépendamment de la suppression de la concurrence entre commerçants pouvant rester ouverts ou obligés de fermer, ce second avantage de faciliter la tâche des inspecteurs du travail qui ne seraient plus obligés, comme actuellement, de faire l'état civil des personnes employées le dimanche pour vérifier si elles sont ou non soumises à la loi et si elles se trouvent en contravention.

§ 3. LA LOI DE 1906 ET LES DÉROGATIONS

Le principe du repos collectif dominical ne peut être universel ; nous sommes convaincus que des dérogations sont dans certains cas nécessaires.

« Il y a des cas, où pour des raisons d'ordre social le travail ne pourra être suspendu le dimanche, devra pour certains ouvriers ou employés être fixé à un autre jour. Mais ces cas devraient être soigneusement limités. Il serait d'ailleurs toujours possible et par suite nécessaire d'assurer à l'ouvrier ou à l'employé la liberté de quelques dimanches, de leur garantir, les dimanches et fêtes où ils travaillent, le loisir indispensable à l'accomplissement de leurs devoirs religieux (1). » Ce dernier point est

(1) R. Jay. *Le repos du Dimanche et la nouvelle Loi française*, p. 30.

d'ailleurs prévu par la loi espagnole du 3 mars 1904 qui dispose dans son article 1^{er} § 4 que « tout ouvrier travaillant le dimanche ou un jour de fête aura droit au temps de liberté nécessaire pour accomplir ses devoirs religieux. »

Si l'on peut considérer comme portant atteinte à la liberté de conscience le fait d'obliger quelqu'un à pratiquer un culte, il est tout aussi contraire à cette liberté de conscience de ne pas donner à un ouvrier ou un employé le temps de pratiquer le dimanche ses croyances religieuses.

Nous comprenons fort bien qu'il n'y a pas de règles sans exceptions : l'article 3 a très justement énuméré un certain nombre d'établissements autorisés de droit à donner le repos par roulement, mais par contre il est permis de se demander si l'article 2 § 2 n'a pas ouvert trop grande la porte aux exceptions. Le préjudice au public, l'atteinte au fonctionnement normal de l'établissement (devant être, dans l'esprit du législateur, non une simple gêne momentanée et peu importante mais une atteinte profonde), qui motivent la dérogation, exigent une appréciation qui, malgré toutes les indications générales que l'on peut donner, est souvent difficile et peut aussi manquer d'impartialité. Les différences souvent très fortes entre les différents départements quant au nombre des dérogations accordées par les

préfets en sont la preuve (1). Les avis divergents que reçoivent les préfets de la part des corps dont ils doivent prendre les avis y entrent aussi pour une part.

Nous ne contestons pas le droit qu'a tout chef d'entreprise, aux termes de l'article 8 § 4, de bénéficier à certaines conditions du régime exceptionnel accordé à un établissement similaire au sien, mais nous déplorons les résultats auxquels on arrive. « Depuis que des établissements divers, dit le rapport sur l'application des lois réglementant le travail en 1907 (2), ont obtenu des régimes de dérogation, d'autres établissements invoquent le préjudice causé pour obtenir à leur tour tel ou tel régime exceptionnel, et la règle générale tend à son tour à devenir un régime d'exception. »

Il ne faut pas perdre de vue que toute extension des régimes exceptionnels porte atteinte à la restauration de la vie de famille qui était l'un des buts de la loi, puisque les différents membres de cette famille n'auront pas le même jour de repos, et porte atteinte également au

(1) Voir Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1907. p. LXXV. — Ces variations entre départements ont atteint leur maximum dans la circonscription de l'inspection du travail de Marseille où l'on relève les chiffres extrêmes suivants : Basses-Alpes, 25 dérogations accordées ; Hautes-Alpes, 2 ; Bouches du Rhône (Marseille), 530 ; Drôme, 20 ; Var, 205.

(2). p. LXX

bienfait physique du repos lorsque ce repos est donné par demi-journées. D'autre part, cette même extension est une complication pour l'inspection du travail.

Les commerçants se seraient soumis bien plus facilement à la loi et une partie des difficultés d'application aurait pu être évitée si « l'on n'avait introduit dans son texte, comme l'a fait très justement remarquer M. Lafferre au cours de son interpellation à la Chambre le 1^{er} mars 1907 (1), après l'énoncé, très exact du principe et de la règle générale, non seulement les dérogations qui tiennent à la nature des choses, les dérogations de droit inscrites à l'article 3 ou dans les règlements d'administration publique prévus par l'article 3, mais encore ces dérogations facultatives de l'article 2, lesquelles, soumises en définitive à l'appréciation particulière et divergente des préfets ou à l'appréciation particulière des agents de l'autorité, sont évidemment une porte ouverte à l'arbitraire, qui provoque précisément le mouvement de révolte ou de réprobation.....

« Je crois que le législateur aurait dû avoir le courage d'inscrire dans la loi la formule que la section permanente du conseil supérieur du travail avait un moment élaborée et qu'elle a abandonnée

(1) *J. O.* 2 mars 1907. Chambre des Députés, p. 540. Quoique nous soyons loin de partager les idées de M. Lafferre, nous ne pouvons qu'approuver ces paroles pleines de vérité et de justesse.

par la suite ; il eut été facile de la présenter ainsi : « Tous les magasins, à l'exception de ceux prévus à l'article 3, seront fermés le dimanche. » Au lieu de cela, le législateur s'est déchargé sur le pouvoir exécutif du soin d'apprécier les cas particuliers ; il a laissé à l'administration la tâche de régler les délicates questions de concurrence, de fixer les signes auxquels on devrait reconnaître la dérogation légitime et celle qui ne l'est pas.

« Il aurait mieux valu, pour trancher toutes les difficultés et pour mettre fin à toute source de conflit, déclarer une fois pour toutes que la concurrence cesserait pour tout le monde à heure fixe et que le repos deviendrait obligatoire pour tout le monde dans les mêmes conditions ».

Nous croyons qu'il eut été préférable de prescrire la fermeture obligatoire des magasins le dimanche et, tout en maintenant l'article 3, de supprimer l'article 2 et même aussi l'article 5 § 2 et de les remplacer par l'autorisation d'ouvrir le dimanche pendant un certain nombre d'heures fixé par la loi et accordé d'abord, soit partout à tous les commerces, soit, plutôt, à tous les commerces seulement dans les centres de moins d'un certain nombre d'habitants et, pour les villes plus importantes, à un certain nombre de commerces seulement, qu'un règlement d'administration publique aurait énuméré. La détermination du moment des heures d'ouverture serait faite par les préfets et de façon à permettre à l'employé, comme

dans la loi allemande, d'accomplir le matin, s'il le veut, ses devoirs religieux. Un repos compensateur devrait être donné.

Cette ouverture ne serait que transitoire pour un certain nombre de commerces et les préfets pourraient, à certaines conditions, en réduire la durée et même la supprimer totalement, dans chaque commune et dans chaque commerce.

Il nous semble qu'il n'y avait pas d'utilité à réduire à une demi-journée le repos des personnes employées au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux dans les établissements ayant leur repos au même jour pour tout le personnel ; la gêne que le nettoyage du samedi ou du lundi matin aurait peut-être apportée pouvait être supportée aisément ; tout au moins aurait-on pu adopter l'amendement proposé au Sénat par M. Dominique Delahaye le 3 juillet 1906 (1) et suivant lequel le repos hebdomadaire réduit à une demi-journée serait donné « aux personnes employées au nettoyage des ateliers, magasins ou bureaux, à condition que l'exploitation normale de l'entreprise ne permette pas de faire ce travail un autre jour de la semaine et, dans ce cas, une compensation du temps supprimé sera donnée aux employés et aux ouvriers. »

La loi de 1906 a non seulement établi des régimes exceptionnels de repos hebdomadaire, mais

(1) J. O. 4 juillet 1906, p. 734

elle a autorisé aussi, avec les dérogations temporaires, des exceptions à la règle du repos hebdomadaire même. Il nous semble que l'on aurait dû n'admettre aucune exception à ce repos hebdomadaire proprement dit ; si dans certaines circonstances le travail du dimanche peut être demandé, il nous semble que, dans tous les cas, l'ouvrier ou l'employé devrait jouir d'un repos compensateur, dans la semaine suivante autant que possible, et égal au repos supprimé.

C'est ce qu'avait décidé le Conseil supérieur du Travail dont le projet prévoyait, dans tous les cas de dérogations, un repos compensateur.

Dans la loi de 1906, le repos compensateur n'est exigé que dans une seule hypothèse prévue par l'article 4 : pour le personnel d'une entreprise faisant le dimanche des réparations urgentes pour le compte d'une autre entreprise.

§ 4. — LE JOUR DU REPOS DOIT-IL ÊTRE PAYÉ ?

Le jour du repos doit-il être payé ? La loi est volontairement muette à cet égard. « Une loi, dit M. Poirrier, ne peut pas plus prescrire qu'il n'y aura pas de diminution de salaire qu'elle ne peut fixer ce salaire.

« Toute intervention du législateur en cette matière serait inefficace. Il pourrait édicter que le jour où l'ouvrier ne travaille pas dans l'entreprise

lui sera payé, mais il faudrait qu'il stipulât en même temps que le salaire quotidien qu'il reçoit actuellement ne sera pas diminué ; sinon, le montant du salaire de six jours pourrait être réparti sur les sept jours de la semaine (1) ».

Aucune difficulté d'ordre juridique ne peut s'élever quand les ouvriers sont payés à la journée à l'heure ou aux pièces ; il n'en est pas de même en cas de salaire à la semaine, au mois ou à l'année.

Des difficultés pratiques se sont présentées dans la boulangerie et ont donné lieu à plusieurs opinions contradictoires.

Suivant un jugement du 3 novembre 1906 (1) rendu par Me Landowski comme juge départiteur du Conseil des Prudhommes de la Seine, l'ouvrier a droit à un salaire hebdomadaire intégral malgré le chômage du jour du repos hebdomadaire et ce parce qu'il « n'a pu entrer dans l'esprit du législateur de rendre pire, par la suppression de quatre journées de salaire par mois, la situation du travailleur qu'il a entendu, au contraire, améliorer » et parce que d'autre part une convention du 8 avril 1903 entre le syndicat patronal de la boulangerie de Paris et la Chambre syndicale des ouvriers boulangers ayant fixé le salaire hebdomadaire et non le salaire journalier, « l'on ne saurait, tant qu'une

(1) Rapport de M. Poirrier au Sénat, p. 40.

(2) Dalloz, 1906, 2, 368. Dans ce même sens. Cons. des Prud. de la Seine, 29 décembre 1906.

nouvelle convention ne sera pas intervenue entre des syndicats contractants ou des conventions particulières entre patrons et ouvriers, prétendre que la nouvelle loi sur le repos hebdomadaire a pu avoir pour effet de réduire le tarif fixé ».

Suivant, par contre, le jugement du Conseil des Prudhommes de Paris, qui avait dû également être départagé, rendu dans les mêmes conditions par M. Hamelin le 28 novembre 1906 (1), le jour de repos hebdomadaire ne doit pas être payé et d'autre part la convention du 8 avril 1903 a été rendue caduque par la loi de 1906.

Le débat a été tranché par un arrêt de la Cour de Cassation du 8 janvier 1907 (2) statuant sur le pourvoi contre le jugement du 3 novembre 1906. Lorsque aux termes d'un contrat passé antérieurement à la loi de 1906, dit cet arrêt, un patron doit à son ouvrier, travaillant à la semaine, un salaire hebdomadaire déterminé, il ne peut en se fondant sur ce que l'ouvrier ne travaille que six jours au lieu de sept, diminuer proportionnellement le salaire antérieurement convenu, mais il lui appartient, s'il le croit de son intérêt, de dénoncer le contrat avant le commencement de la période pour laquelle il va se continuer par voie

(1) *Gazette du Palais*. Répertoire, 1906. 2^e semestre p. 454. Dans le même sens. Cons. des Prud. de la Seine, 19 décembre 1906.

(2) Dalloz, 1907, 1, 57.

de tacite reconduction ou d'en demander la résolution pendant qu'il est en cours. Tant que le contrat subsiste le patron boulanger est tenu de verser le salaire hebdomadaire de 49 francs par semaine.

La convention du 8 avril 1903 portait en outre que ce salaire serait augmenté de 20 centimes par jour pour le vin. La Cour de Cassation admet que ces 20 centimes ne sont pas dûs parce que si la loi a interdit à tout chef d'établissement d'occuper plus de six jours par semaine un même ouvrier elle ne lui impose pas de payer à l'ouvrier le jour de repos. Elle se fonde sur le fait que ce supplément pour le vin est fixé par jour et non par semaine comme le salaire de 49 francs ; sur ce dernier point la Cour admet donc que la convention de 1903 a été rendue caduque par la loi de 1906.

La question du paiement de la journée du repos hebdomadaire a causé aussi en janvier et février 1907 une grève du personnel de la Compagnie des tramways Sud de Paris (1). Ce personnel bénéficiait avant la loi de 1906 de deux journées de repos par mois, et recevait le salaire soit d'une journée complète, soit de deux demi-journées. Ayant droit, après la loi, à quatre jours de repos, les employés prétendirent que le demi salaire leur était aussi dû pour ces quatre jours.

(1)Voir sur la question : le *Matin*, 6 février 1907.

L'arrêt de la Cour de Cassation n'empêche nullement de se demander s'il est juste que le repos hebdomadaire doive, en l'absence de convention entre patrons et ouvriers, avoir pour conséquence une réduction proportionnelle des salaires, ou, si ces conventions existent, en nécessiter de nouvelles contenant la détermination d'un salaire inférieur.

« C'est, lisons-nous dans le rapport de M. Poirrier (1), quoiqu'on dise, la loi de l'offre et de la demande, c'est la loi de la concurrence qui est le grand régulateur des salaires ». Il est malheureusement trop vrai que la fixation des salaires à notre époque n'est déterminée souvent que par la loi de l'offre et de la demande, mais nous nous refusons absolument à admettre cette loi comme devant seule fixer ces salaires.

Pour que le salaire soit juste, il faut qu'il y ait équivalence entre le travail de l'ouvrier et l'argent reçu. Cette équivalence dépend de deux facteurs subordonnés l'un à l'autre : le facteur personnel et le facteur nécessaire. « Le travail, dit Léon XIII dans l'Encyclique sur la Condition des Ouvriers, a reçu de la nature comme une double empreinte : il est personnel, parce que la force active est inhérente à la personne et qu'elle est la propriété de celui qui l'exerce et qui l'a reçue pour son utilité ; il est nécessaire, parce que l'homme a besoin du fruit de son travail pour conserver son existence,

(1) Page 40.

et qu'il doit la conserver pour obéir aux ordres irréfragables de la nature ».

En vertu du facteur personnel, le salaire doit être adéquat à la valeur économique du travail dont les éléments sont : les frais de production du côté de l'ouvrier, l'utilité du côté du patron et enfin la rareté de l'offre et de la demande.

En vertu du facteur nécessaire ce salaire, suivant une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne que les accords entre particuliers, « ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête ». Ceci dans les conditions régulières de l'industrie et non en cas de crise générale. Tout homme en effet a le devoir de conserver son existence ; « de ce devoir découle nécessairement le droit de se procurer les choses nécessaires à la subsistance, et que le pauvre ne se procure que moyennant le salaire de son travail ».

Par conséquent si le salaire, tel qu'il était fixé avant la loi de 1906, était nécessaire à la vie de l'ouvrier, il ne peut au point de vue justice être réduit après cette loi ; si au contraire le coût de la vie de l'ouvrier ne nécessitait pas le chiffre auquel était fixé le salaire, il peut dans ce cas y avoir réduction. De toutes façons le salaire ne doit pas tomber au-dessous de la subsistance journalière d'un ouvrier sobre et honnête.

Mais alors dira-t-on, le maintien des salaires, dans la mesure que nous venons d'indiquer, pourra avoir une répercussion sur les prix ? Il se peut

fort bien, mais le consommateur étant en grande partie responsable des conditions du travail, il n'est pas injuste qu'il subisse les effets de l'amélioration de ces conditions du travail. Mais l'ouvrier lui-même est consommateur, objectera-t-on ? Evidemment et il pourra à ce titre subir une certaine augmentation de charges, mais, dans les réactions économiques, l'équilibre s'établira.



CHAPITRE II

PHASES SUCCESSIVES DE L'APPLICATION DE LA LOI

Quoiqu'elle fût réclamée par les partis les plus opposés, par les catholiques autant que par les socialistes, impatiemment attendue par les ouvriers, acceptée même par une partie des patrons, la loi sur le repos hebdomadaire devait cependant, dès sa promulgation, susciter un véritable concert de réclamations et un mouvement d'agitation qui dura près d'un an. La rapidité avec laquelle elle fut votée sans discussion à la Chambre des Députés ne pouvait d'ailleurs que surprendre les intéressés, d'autant que la loi était muette sur la date de son entrée en vigueur et ne prévoyait pas, comme il eût été nécessaire, un délai d'application ou un système de paliers.

Les dispositions légales devaient, d'autre part, être complétées par quatre réglemens d'administration publique, et l'on conçoit qu'il n'était pas impossible aux intéressés de soutenir que l'application de la loi devait être retardée jusqu'à leur promulgation et, en particulier, que les préfets ne

pouvaient statuer sur les demandes de dérogations avant qu'eût été rendu le décret prévu par l'article 2, (établissements admis au roulement de droit).

Suivant le rapport du ministre au président de la République qui précédait le décret du 24 août 1906 organisant le contrôle de l'application de la loi, « un seul de ces règlements est indispensable à l'application immédiate de la loi : c'est celui prévu par l'article 10 qui doit organiser le contrôle des jours de repos pour tous les établissements.... Dès qu'il aura paru au *Journal Officiel* et aura pu être connu des intéressés, l'application de la loi nouvelle devra commencer sans attendre la publication des trois autres règlements prévus par ses articles 3 et 18 ».

La même théorie fut admise également par le Conseil d'Etat auquel certains intéressés eurent recours ; ce dernier (1) décidait en effet qu'aucune disposition « n'a subordonné l'exécution de la loi ou l'exercice du droit conféré aux préfets par les articles 2 et 8, à la promulgation préalable d'un règlement d'administration publique, ajoutant d'autres catégories d'établissements à celles qu'énumère l'article 3 et qui, seules, en l'état de la législation, peuvent revendiquer le bénéfice de l'application de cet article ».

La loi en effet, dit M. Romieu dans ses conclu-

(1) Conseil d'Etat, 30 novembre 1906 (Dalloz 1907, 3, 4). — 28 décembre 1906 (Dalloz, 1908, 3, 17).

sions sur cette affaire, est en principe exécutoire du jour de sa promulgation, si elle n'en a pas autrement ordonné et même si elle prévoit des règlements d'administration publique, à moins que son exécution soit subordonnée expressément à la confection antérieure de ces règlements ou que son application soit manifestement impossible en l'absence de ces règlements, ce qui n'est pas le cas actuellement (1).

La Cour de Cassation dans un arrêt du 18 janvier 1907 (2), devait adopter la même opinion.

Un seul règlement était absolument nécessaire : celui prévu par l'article 10 et devant organiser le contrôle ; ce règlement paraissait le 24 août, avant la mise en application de la loi.

Cependant les protestations n'attendaient pas cette époque pour naître de toutes parts : petits commerçants, boulangers, bouchers, restaurateurs, coiffeurs, hôteliers et bien d'autres s'élèvent contre la loi et déclarent, soit l'impossibilité pratique de son application à leur égard, soit le préjudice, la ruine même suivant certains que cette application doit leur causer. Là où les patrons

(1) Sur le sens des paroles prononcées par le Ministre du Commerce à la tribune de la Chambre des Députés le 10 juillet 1906 dont on pourrait tirer argument contre cette opinion, voir les conclusions de M. Romieu, (Dalloz, 1907, 3,1).

L'opinion contraire a été soutenue au Conseil d'Etat par M^e Gilles, avocat des Chambres syndicales. Voir ses conclusions dans Bonnefoy, op. cit. p. 199.

(2) Dalloz, 1907, 1, 153.

veulent le repos collectif, les employés préconisent le repos par roulement ou vice-versa ; des meetings, des réunions publiques s'organisent de toutes parts à Paris et dans un grand nombre de chefs-lieux de départements, d'arrondissements, même de cantons ; des ordres du jour sont votés par les patrons qui demandent des modifications à la loi, et par les ouvriers qui réclament au contraire son application stricte et étroite ; des délégations diverses de patrons ou d'ouvriers se rendent chez le ministre du commerce ; les journaux sont remplis de la question.

Une grande quantité de demandes de dérogations parviennent au Préfet de Police (1) et aux préfets des départements, souvent des plus variées pour la même profession par suite de l'absence d'entente préalable entre les pétitionnaires dont certains même, ayant sans doute mal lu ou mal compris la loi, réclament des dérogations dont ils sont admis de droit à bénéficier (suppression d'une partie du repos hebdomadaire pour les employés chargés de soigner les chevaux, de nettoyer les magasins, principalement) ou font allusion à l'obligation de la fermeture des magasins qui ne se trouve pas dans la loi.

(1) Ces demandes atteignirent, pour Paris, pendant les 3 mois qui suivirent la promulgation de la loi, le chiffre de 2.515. Les commerçants et industriels patentés sont à Paris au nombre de 140.000. (Chiffres cités par M. Chautard à la séance du Conseil Municipal du 12 octobre 1906 — *Bull. Mun. Off.* 13 octobre 1906 p. 3394).

La boucherie est admise de droit au repos par roulement, mais elle ne l'accepte pas sans réclamations : tandis qu'une partie des garçons bouchers réclame le repos par roulement, un comité mixte composé de patrons et d'ouvriers émet, au cours d'un meeting tenu le 17 août, un ordre du jour demandant « l'application du repos collectif le dimanche, par la fermeture obligatoire des magasins de ventes de denrées alimentaires dans Paris, afin d'éviter toute concurrence déloyale ».

Le 13 août déjà les adhérents du syndicat de l'épicerie française, réunis au nombre de 2.000, avaient émis un vœu demandant aux pouvoirs publics « de présenter le plus rapidement possible une loi contenant l'obligation pour tous les commerçants ou industriels sans exception, de fermer le dimanche toute la journée, » et revendiquant « pour tous les commerçants en denrées alimentaires le droit de vendre le dimanche matin tous les objets de consommation ».

Les restaurateurs, les limonadiers déclarent que le roulement n'est pas possible à cause de la difficulté de trouver des remplaçants en quantité suffisante et surtout de qualité satisfaisante, et à cause des frais considérables en personnel supplémentaire qu'il entraînerait et menacent, si l'application de la loi n'est pas retardée jusqu'à la rentrée des Chambres, de fermer le dimanche en guise de protestation. Les garçons de restaurants et les garçons limonadiers, par contre, réclament

l'application du repos par roulement auquel ils ont droit et qui leur est nécessaire à cause de la longue durée de leur journée de travail et du surmenage qui en résulte.

Mêmes difficultés pour l'industrie hôtelière et mêmes revendications de la part des patrons et des employés.

Les coiffeurs, particulièrement ceux ayant une clientèle ouvrière, déclarent que la fermeture le dimanche leur causera un grave préjudice et adressent au préfet de police les demandes de dérogations les plus variées. Ce dernier les prie de s'entendre entre eux pour adopter un jour de repos qui, s'il était admis, serait applicable à tous, et, sur leur proposition, autorise 1780 d'entre eux, dont la clientèle est composée d'ouvriers, à fermer le lundi.

*
* *

En tête de l'agitation générale se placent la boulangerie et le commerce de détail, et la question est assez intéressante pour mériter quelques explications.

Le travail dans la boulangerie, pour commencer par elle, est très spécial : l'ouvrier arrive au fournil vers la fin de la journée, y passe la nuit et termine son travail vers 7 ou 8 heures du matin ; il rentre ensuite chez lui et prend son repos. La nécessité du repos hebdomadaire se fait particulièrement sen-

tir pour l'ouvrier boulanger en raison du travail des plus fatigants auquel il se livre parce qu'il a lieu la nuit et dans des conditions d'hygiène qui laissent à désirer à cause de la température très élevée des fournils et de l'air chargé de poussières nuisibles. Cette nécessité du repos hebdomadaire existe encore pour lui au point de vue familial car, travaillant la nuit, il rentre chez lui au moment où sa femme et ses enfants les plus âgés sont déjà partis pour leur travail et quitte son foyer le soir au moment où ils vont rentrer le soir. Il ne peut guère les voir que pendant le court instant du repas de midi.

L'ouvrier boulanger, avant la loi de 1906, ne jouissait pas du repos hebdomadaire proprement dit; ce n'est pas à dire qu'il ne prenait jamais de repos: suivant une coutume, l'ouvrier se reposait quand il le voulait; quand il se sentait fatigué il écrivait au bureau de placement d'envoyer un remplaçant et prévenait son patron. Il prenait alors huit, dix jours de congé de suite, mais sans toucher de salaire, et ceci plusieurs fois par an.

Cette coutume avait une raison d'être particulière tenant à ce fait que les ouvriers boulangers sont presque tous de province, l'apprentissage ne se faisant pas à Paris; ces ouvriers allaient passer leurs périodes de congé dans leur pays, certains même prenaient jus-

qu'à un mois et un mois et demi au moment des vacances.

En 1904, lorsque la question vint à l'ordre du jour du Sénat, le syndicat patronal de la boulangerie de Paris, dans une assemblée générale du 18 novembre 1904, émit le vœu que le *statu quo* fut maintenu. Une commission nommée par l'assemblée procéda en mars 1906 à un référendum auprès des ouvriers pour connaître leur opinion : Sur 4.500 ouvriers à Paris un peu plus de la moitié répondirent ; 1.500 environ étaient favorables au *statu quo*, 400 se prononçaient, en cas de changement, pour le repos groupé tous les mois, ou les deux mois, ou les trois mois, 480 environ demandaient le repos hebdomadaire.

On peut cependant se demander si ce référendum, fait sous les yeux des patrons, fut bien sincère et bien libre et, le fut-il qu'il faudrait aussi tenir compte du fait qu'une grande partie des ouvriers qui se sont abstenus étaient probablement eux aussi partisans du repos hebdomadaire.

Pendant la discussion de la loi de 1906 au Sénat, la Commission proposa un texte maintenant le principe du repos groupé et ainsi conçu :

« Art. 13 — Les ouvriers boulangers auront droit de remplacer le repos hebdomadaire par roulement prévu

« à l'article 3 par treize jours de repos tous les trois mois
« à prendre en une fois ou par fraction, suivant accord
« avec les patrons. »

Cet article, combattu dans les séances des 14 juin, 3 et 5 juillet 1906 par le ministre du commerce M. Doumergue et par M. Monis, fut rejeté par 170 voix contre 104.

L'article 3 de la loi de 1906 admet de plein droit au repos par roulement les boulangeries, qui rentrent dans les établissements de fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate. (art. 3. 1^o). Mais la loi était à peine promulguée que le syndicat patronal de la boulangerie de Paris déclarait le repos par roulement inapplicable dans la corporation, pour plusieurs motifs :

1^o A cause de l'insuffisance de chômeurs pour assurer le remplacement des ouvriers qui se reposeraient, étant donné qu'il faudrait trois remplaçants distincts, pour le brigadier, pour l'aide et pour le garçon fabriquant le pain viennois. Les « viennois » principalement, sont peu nombreux et surtout, à raison des conditions particulières de leur travail, ne peuvent être remplacés au pied levé.

2^o A cause de la fabrication défectueuse résultant du changement continu d'ouvriers et de l'obligation pour le patron de passer presque toutes ses nuits au fournil pour mettre un nou-

vel ouvrier au courant du travail, tantôt le brigadier, tantôt l'aide, tantôt le viennois.

Il nous semble cependant, pour répondre au dernier point, que les patrons pourraient employer toutes les semaines les mêmes extras qui auraient ainsi, pour chaque jour, des maisons attitrées et qui se mettraient peu à peu au courant du travail de chaque boulangerie. La question de l'insuffisance du nombre de chômeurs, si elle est prouvée, serait un argument sérieux contre le repos par roulement ou tout au moins contre son application immédiate et sans délai.

Quant au repos collectif, suivant le syndicat patronal il n'est pas plus applicable que le repos par roulement à cause du surmenage que causerait le samedi la fabrication des deux fournées de pain nécessaires pour le dimanche et le lundi.

A notre avis le repos par roulement n'est guère possible à appliquer dans les petites villes et dans les campagnes à cause de la difficulté de trouver des remplaçants, des trajets successifs que ces remplaçants seraient obligés de faire pour aller d'une boulangerie à l'autre et des frais occasionnés par ces déplacements ; le repos collectif est relativement plus facile à établir.

C'est ce repos collectif qu'ont d'ailleurs adopté, renonçant au bénéfice de la dérogation que la

loi leur accordait, les boulangers d'un certain nombre de petites villes et de campagnes. (1)

Quant aux grandes villes il nous semble que, si l'on avait accordé un délai pour l'application de la loi et si les boulangers avaient pris leurs mesures en conséquence, le repos par roulement aurait peut-être pu être établi.

En tous cas, étant donné le caractère tout spécial du travail dans la boulangerie, si la loi est réellement inapplicable, telle qu'elle est, à cette corporation, nous admettrions que l'on introduisit dans la loi, moyennant certaines garanties, le principe des repos groupés.

Si la boulangerie était l'une des professions où la question du repos hebdomadaire agitait le plus les intéressés, il en était de même pour le petit commerce de détail.

Sauf un certain nombre d'employés appartenant à des établissements de faubourgs qui craignent de perdre leur guelte (tant pour cent accordé aux employés sur les ventes qu'ils font) par le chômage du dimanche et qui sont partisans du repos par roulement, la grande majorité réclame le repos collectif du dimanche et, dans des meetings et des ordres du jour, invite « les pouvoirs publics

(1) Voir Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1906, p. 40, 97, 127, 245, 289 et 321. Cependant le repos collectif qui avait été établi à cause du manque de remplaçants est actuellement en décroissance. Voir Rapports pour 1907, p. 34, 57, 144, 212 et 276.

à assurer la stricte application, dans sa lettre et dans son esprit, de la loi sur le repos hebdomadaire et à empêcher la substitution, au principe légal du repos du dimanche, d'un système illusoire de roulement. »

La Fédération des Commerçants détaillants de son côté commence une campagne pour le repos par roulement ; suivant elle le repos du dimanche serait pour le commerce une cause certaine de ruine en lui faisant perdre sa meilleure recette de la semaine, surtout pour les magasins ayant une clientèle ouvrière qui travaille le samedi jusqu'à sept heures du soir et qui ne peut effectuer ses achats que le dimanche.

Une quantité de demandes de dérogations est adressée par ces commerçants détaillants au préfet de police.

*
* *

Le 31 août, le *Journal Officiel* publiait le décret (en date du 24 août) prévu par l'article 10 de la loi et organisant le contrôle des jours de repos. La loi devenait donc légalement applicable à partir du dimanche 2 septembre ; cependant, d'après les déclarations faites par le préfet de police à la presse, elle ne devait être appliquée qu'aux patrons n'ayant demandé aucune dérogation ou pour lesquels aucun établissement de la même catégorie, du même genre d'affaires, du même commerce ou de la

même clientèle n'avait sollicité de dérogations ; pour les autres l'application de la loi était suspendue pendant un mois et huit jours, délai accordé aux préfets pour statuer sur les demandes de dérogations et notifier les arrêtés (1), et si les inspecteurs tombaient sur un commerçant de cette seconde catégorie, aucune contravention ne devait être dressée.

Mais en fait la loi ne devait pas encore être réellement appliquée car, aux termes d'une circulaire confidentielle adressée le 24 août 1906 par le ministre du commerce aux inspecteurs divisionnaires du travail, les inspecteurs devaient s'abstenir de toute intervention en vertu de la loi nouvelle tant qu'ils n'auraient pas reçu les instructions indispensables qu'une prochaine circulaire devait contenir, et signaler seulement les difficultés que l'application de la loi pourrait présenter.

De ce fait aucun incident ne marqua la journée du dimanche 2 septembre, les inspecteurs s'étant abstenus de verbaliser.

La Circulaire annoncée paraissait le lendemain 3 septembre (2). Le ministre du commerce y invitait les inspecteurs à user de tolérances très

(1) Le préfet de police admettait donc la possibilité pour les chefs d'entreprises ayant introduit des demandes de dérogations, d'appliquer la dérogation réclamée sans attendre l'arrêté du préfet.

(2) *Bull. de l'insp. du trav.* 1906. p. 168.

larges pour les situations devant être réglées par les décrets prévus par les articles 3 et 18. de la loi. Nous avons vu précédemment, en étudiant les dispositions de la loi de 1906, les mesures transitoires indiquées par le ministre pour l'application des articles 3 dernier paragraphe (spécialistes des usines à feu continu) et 18 (applications des dérogations de l'article 6 aux femmes et enfants).

Cette même circulaire prescrivait aux inspecteurs du travail, en attendant la promulgation du décret prévu par l'article 3 § 10 et 11, d'accepter « l'organisation du repos par roulement dans toutes les industries qui pourront, dans quelque mesure que ce soit, se prévaloir des caractères définis de la loi » (industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide et industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication).

Etant donné d'autre part le temps assez long nécessaire au recrutement, pour certains travaux et certaines localités, du personnel supplémentaire qu'entraîne l'organisation du repos par roulement, les inspecteurs du travail devaient « tenir compte de ces difficultés, dès l'instant que l'établissement opérera son recrutement d'une manière progressive et continue et fera son possible pour satisfaire à la loi dans un délai raisonnable. »

Quoique en principe l'établissement ayant demandé une dérogation soit dans la même situation

que s'il n'avait formulé aucune demande tant que le préfet n'a pas statué, en pratique cependant « et surtout au début il y aura lieu provisoirement d'user de tolérance jusqu'à ce que le préfet ait statué à moins qu'il ne soit indubitable que la tolérance présenterait de sérieux inconvénients ou favoriserait la fraude. »

D'ailleurs, en règle générale, le ministre recommandait aux inspecteurs de s'efforcer « de faire connaître aux assujettis la réglementation nouvelle et indiquer, pour chacun, les dispositions qui l'intéressent. Jusqu'au moment où la loi pourra être considérée comme pratiquement connue des intéressés, avant d'user des mesures de coercition », les inspecteurs auraient « à donner toutes les explications et les *avertissements* nécessaires. Des procès-verbaux ne devront être dressés que dans des cas de refus formel d'obéissance aux prescriptions légales ou de mauvaise volonté manifeste. »

Les dimanches 9 et 16 septembre, les employés se chargent de signaler à l'inspection ou aux agents de police judiciaire les maisons restées ouvertes en grand nombre. Certains patrons qui ont adressé des demandes de dérogations au préfet de police croient être dans leur droit en ouvrant ; les inspecteurs les détrompent.

Le préfet de police rend un certain nombre d'arrêtés rejetant les demandes de dérogations introduites par les bazars et 80 magasins de confection, mais accorde aux magasins d'importance

secondaire et aux commerçants détaillants l'autorisation d'ouvrir le dimanche jusqu'à midi. Ces derniers d'ailleurs refusent la transaction et en appellent, ainsi que les autres, au Conseil d'Etat.

La première application effective a lieu le dimanche 23 septembre ; les employés en grand nombre manifestent devant les magasins ouverts, particulièrement devant ceux qui ont été autorisés provisoirement par le préfet de police à rester ouverts jusqu'à midi, parce qu'ils étaient en instance devant le Conseil d'Etat. Dans la rue Ménilmontant le patron d'un bazar voyant son magasin envahi ressent une émotion si violente qu'il meurt subitement.

Le dimanche 30 les employés avaient imaginé un plan stratégique, mais le préfet de police ayant pris des mesures énergiques aucun incident sérieux ne se produisit.

Au début de novembre un comité intersyndical dit « Comité d'Action », était même constitué à la Bourse du Travail par un certain nombre de syndicats pour diriger la lutte, principalement contre les commerçants détaillants ; il décidait d'organiser des réunions de quartier, des meetings et de reprendre les manifestations.

Il est nécessaire d'ailleurs de remarquer que, dans la chaleur de la bataille, les employés perdent de vue le sens des dispositions légales et non seulement réclament l'application stricte et étroite de la loi et repoussent en principe le repos par

roulement sans admettre que l'on accorde d'exceptions, ce qui est contraire à la loi, mais tendent à exiger la fermeture de tous les établissements, même de ceux qui peuvent rester ouverts légalement parce que le patron suffit à la vente, seul ou aidé de sa famille.

Des éléments étrangers à la pensée de la loi font même leur apparition : certains syndicats de l'alimentation, excités par la Confédération Générale du travail, prétendent que la loi a voulu diminuer le nombre des ouvriers sans travail et réclament le roulement, qui permettra aux chômeurs de s'employer comme extras.

Une assemblée générale des boulangers de Paris et de la Seine tenue le 3 août déclare le roulement inapplicable et vote la fermeture un jour par semaine ; cette fermeture, d'abord projetée pour le lundi 10 septembre, a lieu le lundi 8 octobre ; le 10, les patrons boulangers décident de continuer de fermer le lundi et de donner à leurs ouvriers le repos collectif. Quant à ces derniers, ils sont divisés ; une partie d'entre eux, sous la conduite de la Bourse du Travail, est hostile au repos collectif et réclame le repos par roulement.

Mais le 13 octobre les patrons informaient par des affiches la population qu'en raison de l'arrivée du lord-maire les boutiques ne seraient pas fermées le lundi suivant. D'après ces affiches il ne s'agissait, semble-t-il, que d'une trêve mais la fer-

meture du lundi, dont l'expérience avait dû prouver l'impossibilité, avait définitivement vécu.

La question du régime de repos dans la boulangerie se compliquait de la question du salaire (1). Une convention entre le syndicat patronal et la Chambre syndicale ouvrière avait fixé le salaire hebdomadaire à 49 francs pour quatre fournées, et les fournées supplémentaires étaient payées à raison de un franc chacune par jour ; certains patrons alléguèrent ne pas avoir à payer le jour du repos hebdomadaire et l'intervention des tribunaux fut nécessaire pour trancher le conflit.

* * *

Toutes les plaintes et récriminations rencontrées par la loi peuvent être rattachées à deux séries de causes bien distinctes : d'abord à certaines imperfections (manque de délai d'application, obscurités, par exemple) et à certaines lacunes des dispositions légales (régime spécial pour la boulangerie) et d'autre part à la façon dont la loi a été appliquée.

La tâche incombant au Gouvernement était évidemment très difficile et surtout très délicate et il est permis de se demander si ce dernier s'en acquitta comme il aurait été nécessaire.

La circulaire du 3 septembre avait indiqué d'excellentes mesures transitoires que nous avons

(1) La question du salaire a été étudiée, *supra* p. 119.

rapportées plus haut et recommandé aux inspecteurs d'user de tolérance, mais bientôt de nouvelles circulaires paraissaient, s'éloignant de ces principes et s'inspirant, pour la solution des points obscurs de la loi, de l'idée, excellente d'ailleurs mais non légale, de la fermeture des magasins : Une circulaire du 9 août 1906 interdit d'abord l'emploi du personnel d'extra en cas de repos collectif du personnel normal ce qui, à notre avis, n'est nullement prévu par la loi. Une autre circulaire du 6 novembre 1906 avait décidé que la loi serait applicable « aux membres de la famille du patron lorsqu'ils seront véritablement ses employés ou ouvriers, ou qu'ils remplaceront effectivement les employés ou ouvriers de l'établissement qui prennent leur repos. » Ces prescriptions soulevèrent de vives réclamations, particulièrement la seconde hypothèse où les membres de la famille constituent un personnel d'extra. Une seconde circulaire du 30 novembre 1906 en modifiait les termes et, faisant une distinction judicieuse, déclarait que la loi ne serait pas applicable à la femme et aux enfants du patron ni aux autres parents, lorsqu'ils seraient, au sens civil ou commercial du mot, ses associés.

Nous avons exposé plus haut les difficultés qu'a fait naître le caractère suspensif du recours au Conseil d'Etat contre les arrêtés des préfets. Le législateur ne s'est pas expliqué clairement à ce

sujet, le sens des termes de la loi est obscur et la question reste très douteuse même après avoir été tranchée dans la suite par la Cour de Cassation. Avant l'arrêt de la Cour suprême les commerçants qui avaient introduit une instance au Conseil d'Etat alléguèrent que le recours suspendait l'application de la loi, et maintinrent leurs magasins ouverts.

L'octroi des dérogations souleva à son tour et à juste titre de violents mécontentements. Le Préfet de Police, soutenu par le bureau du Conseil Municipal, se montra d'une sévérité excessive et rejeta un grand nombre de demandes de dérogations. En province on releva de profondes divergences entre les préfets ; certains accordaient toutes les dérogations, d'autres, à peu de distance, les refusaient toutes.

Les raisons motivant les dérogations ne doivent évidemment pas être « de pures préférences ou de simples commodités » mais des « inconvénients graves (1) ; » encore faut-il accorder ces dérogations lorsque les conditions prévues par la loi sont remplies, et si ces conditions ne doivent pas être interprétées de façon trop large, ne doit-on pas non plus les interpréter de façon trop restrictive. (2)

(1) Circulaire du 20 juillet 1906. (*Bull. de l'Insp. du Trav.* 1906 p. 161).

(2) Sur cette interprétation voir les Conclusions de M. Romieu au Conseil d'Etat le 30 novembre 1906. (*Dalloz* 1907. 3. 1.)

Le Conseil d'Etat a reconnu dans ses arrêts du 30 novembre 1906 que l'existence des conditions déterminées par la loi pour l'obtention de la dérogation crée pour les chefs d'établissements un droit à cette dérogation et que les préfets n'ont point de pouvoir discrétionnaire en la matière.

Une circulaire du 20 juillet 1906 avait recommandé aux préfets de ne point libeller les arrêtés « de façon à engager l'administration d'une manière définitive. Ils devront, au contraire, pouvoir être rapportés à toute époque, ou tout au moins après un délai de prévenance déterminé... En agissant ainsi vous pourrez d'ailleurs répondre plus aisément aux intentions du législateur, qui a voulu que les autorisations fussent accordées plus largement au début de l'application de la loi, mais que la pratique en fut progressivement restreinte en vue de rendre de plus en plus général le repos collectif fixé au dimanche. » Aussi les arrêtés d'autorisation du préfet de police contenaient-ils un article ainsi conçu :

« La présente autorisation n'est délivrée qu'à titre précaire et révocable. Elle pourra être rapportée à toute époque s'il est établi que les causes qui l'ont motivée n'existent plus.

« L'arrêté de retrait sera notifié aux intéressés au moins deux mois à l'avance. »

Dans un arrêt du 24 janvier 1908 (1) le Conseil

(1) *Bull. de l'Insp. du Trav.* 1908 p. 55.

d'Etat, faisant application du caractère de la dérogation indiquée plus haut, considérait qu'il n'appartenait pas au préfet de police de restreindre l'effet de l'autorisation en insérant une disposition déclarant l'autorisation précaire et révocable et annulait cette disposition dans l'arrêté dont il était fait appel.

D'autres irrégularités étaient même commises par l'administration : les arrêtés du préfet de police n'étaient pas suffisamment motivés ; ils n'étaient pas non plus rendus dans les délais légaux, ce qui était un motif, suivant les commerçants, pour rester ouverts le dimanche.

* *

L'agitation causée par l'application de la loi de 1906 ne pouvait pas laisser le Conseil Municipal indifférent, d'autant plus qu'il était chargé par la loi elle-même de donner son avis sur les demandes de dérogations. Le Conseil avait, dans sa séance du 23 juillet précédent, délégué son bureau et sa commission du travail pour donner, pendant l'intercession, les avis nécessaires. La compétence de la délégation ayant été contestée, le conseil était convoqué extraordinairement le 12 octobre ; M. Chautard déposait son rapport au nom de la délégation, rendait compte des travaux exécutés et demandait la ratification des avis donnés, dans un sens d'ailleurs défavorable pour presque toutes les demandes.

Cette discussion prit une ampleur particulière et occupa les séances des 26 et 29 octobre, 1^{er}, 5, 7, 9 et 12 novembre. Des opinions diverses furent soutenues, un grand nombre d'ordres du jour proposés ; une partie des conseillers demandait l'application stricte de la loi et une grande rigueur dans l'octroi des dérogations ; une autre partie, plus importante, était d'avis que l'application de la loi devait être faite d'une façon très libérale, surtout en présence des demandes de dérogations, avec bienveillance même, disait-on, et dans le sens de la conciliation de tous les intérêts.

Plusieurs ordres du jour furent votés dans la séance du 9 novembre : le premier, proposé par M. Patenne, avait pour but de demander l'indulgence la plus grande dans l'application des arrêtés du préfet de police qui avaient rejeté les demandes de dérogations présentées précédemment, en attendant la décision du Conseil d'Etat auprès duquel les commerçants intéressés avaient fait appel ; adopté par 51 voix contre 22, il était ainsi conçu :

« Le Conseil,

« Considérant que la loi sur le repos hebdomadaire n'est contestée par personne,

« Emet l'avis :

« Qu'il soit accordé les facilités d'application autorisées par la loi dans la mesure la plus large, en tenant compte également de l'intérêt du public

ainsi que le prévoit le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi. » (1)

Une autre proposition, présentée par M. Escudier, était adoptée par 27 voix contre 20 :

« Le Conseil,

« Délibère :

« L'administration est invitée à apporter, dans l'application de la loi et dans la solution des demandes de dérogation, l'esprit le plus large et le plus tolérant, de manière à ne léser aucun intérêt, conformément à la parole même donnée par le ministre du commerce, qui avait promis l'extrême bienveillance des pouvoirs publics lors de la discussion devant le Parlement. » (2)

Le 12 novembre le Conseil décidait d'examiner les demandes de dérogations dans un esprit de large liberté ; supposant que la plupart des demandes de dérogations seraient rapportées dans la suite avec un esprit défavorable si elles l'étaient par les mêmes conseillers que précédemment, il lui sembla nécessaire de se réunir en commission afin de revoir chacune des demandes et de statuer sur le nouveau rapport de nouveaux rapporteurs et il adoptait par 45 voix contre 22 la proposition Evain ainsi conçue :

« Le Conseil,

« Considérant . . . que pour dire s'il est établi

(1) *Bulletin Municipal Officiel*, 10 novembre 1906 p. 3715.

(2) *Ibid.* p. 3717.

qu'il y a préjudice pour le public ou que le fonctionnement normal d'un établissement est compromis, il est nécessaire pour le Conseil d'examiner chaque demande d'exceptions,

« Délibère :

« Le Conseil se constitue en Commission d'examen des demandes d'exceptions à la loi du 13 juillet 1906. » (1)

Il décidait également, par l'adoption de la proposition Rozier, d'entendre « en séance publique et, autant que possible, contradictoirement, les demandeurs en dérogations et les représentants des syndicats intéressés. » Ce qui d'ailleurs ne devait pas avoir lieu.

Dans cette même séance le Conseil Municipal émettait, sur la proposition de M. Bellan, le vœu « qu'il soit introduit dans la loi le double principe de l'entente entre patrons et employés de chaque maison et du repos groupé dans toute la mesure compatible avec le maintien intégral et absolu des cinquante-deux jours que la loi accorde aux employés et ouvriers. » Si l'on adoptait ce système, le repos ne serait plus ni dominical, ni collectif, ni hebdomadaire même peut-être ; ce serait évidemment renoncer à la plus grande partie de ses bienfaits.

De même, sur la proposition de M. Chassaigne-Goyon, le Conseil demandait « que la loi du 13

(1) *Bull. Mun. Off.* 12 novembre 1906. p. 3752.

juillet 1906 soit remaniée et amendée dans un sens plus large et plus libéral, après consultation des groupements et syndicats professionnels intéressés. » Si cette consultation avait été faite avant la loi, le législateur aurait pu, dans les limites compatibles avec l'application (qui devrait être la plus stricte possible) de la règle du repos collectif dominical, donner satisfaction à des *desiderata* justifiés, et une partie des difficultés, celles concernant les boulangers, par exemple, auraient été ainsi évitées.

* * *

Une partie des pétitionnaires qui avaient vu leurs demandes de dérogations rejetées par le préfet de police ou les préfets des départements saisissaient le Conseil d'Etat qui rendait ses premiers arrêts le 30 novembre. Les pourvois (au nombre, au 1^{er} janvier 1907, de 414 sur 1855 arrêts préfectoraux ayant rejeté les demandes d'autorisation) étaient de deux sorts : les uns, au nombre de 300, avaient été pris contre les arrêtés du préfet de police rendus sans l'avis de la Chambre de Commerce et avec l'avis, comme nous l'avons signalé plus haut, du bureau seulement du Conseil Municipal, alors en vacances. Ces arrêtés étaient-ils légaux ? Evidemment non et le Conseil d'Etat, conformément aux conclusions du Commissaire du Gouvernement M. Romieu, (1) les annulait

(1) Dalloz, 1907, 3, 4.

comme « pris sans l'accomplissement préalable d'une formalité expressément prescrite, destinée à fournir de sérieux éléments d'appréciation au préfet » et constituant par suite une garantie essentielle dans l'intérêts du public et des employés comme dans celui de l'établissement, alors qu'aucune disposition de la loi ne permettait de suppléer à l'avis du Conseil Municipal par l'avis du bureau de ce conseil.

Les intéressés étaient renvoyés devant le préfet de police pour qu'il fut statué à nouveau sur leurs demandes, après instruction régulière.

Un certain nombre d'autres recours étaient intentés par des commerçants et industriels de province et mettaient en avant, non des vices de forme mais des arguments de fond ; les demandeurs invoquaient le § 2 de l'article 2 et le Conseil d'Etat avait à juger si, en fait, les demandes de dérogations avaient été légitimement ou non rejetées. Après l'examen particulier de chaque cas, le Conseil d'Etat annulait un certain nombre d'arrêtés et maintenait la majorité.

L'interprétation libérale, quoique très juste, du Conseil d'Etat eut une influence sur l'attitude du Gouvernement qui atténua notablement la rigueur de ses premiers arrêtés.

* * *

Pendant tout le mois de décembre le Conseil Municipal discutait les divers rapports sur les deman-

des de dérogations. Les avis furent presque tous donnés par le conseil dans un sens favorable ; il est permis de se demander si dans le désir d'éviter tout préjudice aux commerçants le Conseil ne s'avança pas trop avant dans la voie des dérogations et ne perdit pas quelquefois de vue que seuls une atteinte grave au fonctionnement de l'établissement ou un préjudice sérieux causé au public devaient motiver l'octroi des régimes exceptionnels.

Le débat était clôturé le 31 décembre par le vote de diverses propositions (outre des vœux en faveur du repos groupé pour les boulangers et les hôteliers) ; le Conseil émettait le vœu « qu'il ne soit pas donné suite aux procès-verbaux dressés tant à l'égard des patrons que des employés et qu'une amnistie pleine et entière soit accordée pour tous les délits et contraventions commis à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire et pour toutes les infractions connexes. » Il demandait aussi, sur la proposition de M. Ranson, que cette amnistie fût étendue aux employés de l'Assistance Publique pour les punitions encourues pour manifestations et, sur celle de M. Rozier, aux travailleurs municipaux.

Le conseil avait, dans la même séance, émis le vœu que le roulement fut accordé aux établissements de nouveautés n'employant que quinze employés : critérium arbitraire et vœu d'ailleurs absolument illégal et contraire à l'article 8 de la loi.

Le Parlement ne pouvait rester étranger à la question du repos hebdomadaire. Deux longs débats devaient avoir lieu en novembre 1906 et mars 1907, et de nombreuses propositions de loi modificatives déposées.

Le premier débat eut lieu le 20 novembre 1906 à l'occasion du dépôt par M. Georges Berry d'une proposition de loi « ayant pour but d'apporter des modifications partielles à la loi votée le 10 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire » et aux termes de laquelle, notamment, les établissements commerciaux et industriels auraient eu le droit d'adopter, sans autorisation préfectorale, les dérogations de l'article 2 toutes les fois qu'il y aurait entente entre patrons et employés ou ouvriers. M. Berry demandait en faveur de sa proposition le bénéfice de l'urgence dont le vote, ainsi que le fit remarquer le ministre du travail M. Viviani, devait avoir comme signification la nécessité de modifier la loi et de faire apparaître l'opinion que, lorsque le fond de la proposition viendrait en discussion, la majorité essaierait de le faire prévaloir, M. Viviani combattit énergiquement l'urgence et déclara qu'il n'accepterait aucune modification, quelle qu'elle fût, car, si des modifications intervenaient au milieu des difficultés présentes, « elles apparaîtraient comme une capitulation sur le principe, comme un appel à la résistance. La loi serait énervée dans son principe, énervée dans son exécution. » (1)

(1) *J. G.* Chambre des Députés. 21 novembre 1906. p. 2593.

Cette urgence et le fond même de la proposition furent combattus aussi par M. M. Zévaès, Rozier, Lerolle, Puech, Lemire, Jaurès et défendus par M. Beauregard. Cette discussion montra clairement l'attitude des partis : d'un côté la gauche et une partie de la droite admettant des modifications à la loi ; de l'autre, l'extrême gauche et une autre partie de la droite repoussant ces modifications.

A la fin, la demande d'urgence, retirée par M. Georges Berry, puis reprise par M. Jaurès, fut définitivement repoussée par 362 voix contre 2 et la proposition renvoyée à la Commission du Travail par 429 voix contre 1.

* * *

Tandis que la question du repos hebdomadaire était l'objet de discussions au Conseil Municipal et à la Chambre des Députés, le Comité Intersyndical projetait une grande manifestation qu'il fixa au 20 janvier ; 29 syndicats devaient y prendre part et se concentrer place de la République pour parcourir ensuite les différentes artères de la capitale. La veille au soir le préfet de police, sur les instructions du ministre de l'intérieur, décidait d'interdire la manifestation projetée, prenait d'énergiques mesures d'ordre et le dimanche, à midi et demi, faisait fermer la Bourse du Travail. Ces mesures étaient justifiées car on ne peut admettre en effet que tous les citoyens mécontents d'une

loi aient le droit de manifester leur mécontentement sous forme de démonstrations publiques et d'intercepter la circulation.

Des bagarres se produisirent cependant et dès le lendemain une demande d'interpellation était déposée à la Chambre des Députés par M. M. Vaillant, Allemane et Jules Coutant « sur la fermeture de la Bourse du Travail et les violences policières qui avaient eu lieu la veille. » La discussion qui suivit immédiatement était cloturée par le rejet par 426 voix contre 56, de l'ordre du jour de blâme déposé par M. Vaillant et l'adoption, par 440 voix contre 53 de l'ordre du jour de confiance.

* * *

La question du repos hebdomadaire revenait de nouveau en mars 1907 devant la Chambre des Députés à propos des interpellations de M. Georges Berry concernant les deux circulaires du ministre du travail visant le repos hebdomadaire ; de MM. Lafferre, Augé et Pelisse sur les décisions divergentes des préfets en ce qui concerne l'application de la loi et sur l'interprétation donnée par les circulaires ministérielles à certains articles ; de M. Puech sur l'application de la loi et de M. Fernand Engerand sur la situation du personnel domestique des hôtels et restaurants des villes de saison.

La discussion occupa les séances du 1^{er}, 8 et 23

mars ; des divergences profondes se manifestèrent d'ailleurs entre les différents orateurs : les uns rendaient responsables de l'état de choses le gouvernement et l'administration qu'ils accusaient d'une rigueur trop grande dans l'application de la loi, les autres attaquaient la loi elle-même et en critiquaient les dispositions. Le ministre du travail M. Viviani, déclara que la loi avait reçu dans le passé une application libérale et que les préfets, dans l'octroi des dérogations, n'avaient pas apporté le système de rigorisme qu'on leur imputait. « L'application libérale d'une loi, disait-il encore, doit se concilier avec l'application loyale de la loi. On peut abroger la loi mais alors il faut l'abroger loyalement, publiquement ; mais de l'abroger par des moyens obliques, il ne peut être question. » D'autre part le principe du repos hebdomadaire est essentiel et doit être respecté et toutes les modifications qui pourraient être apportées à la loi devront être compatibles avec ce principe. Le ministre s'engageait enfin à continuer d'user de ménagements dans l'application de la loi.

La discussion se terminait le 23 mars ; six ordres du jour étaient en présence ; celui de M. Sarrien était adopté par 274 voix contre 63 :

« La Chambre, résolue à maintenir intacts les
« principes essentiels de la loi sur le repos hebdo-
« madaire ; confiante dans le Gouvernement pour
« en faire une application largement libérale et
« prenant acte de son engagement de proposer

« les modifications nécessaires à la loi en temps
« utile pour qu'ils puissent être discutés avant la
« fin de la présente session repoussant toute addi-
« tion, passe à l'ordre du jour. » (1)

Le 28 mars suivant (2), le garde des sceaux M. Guyot-Dessaigne, à la suite d'une question de M. Beauregard, prenait à la Chambre un engagement, que sanctionnait le lendemain une circulaire adressée aux procureurs généraux et aux termes de laquelle :

1^o Il serait sursis à l'exercice des poursuites relativement aux infractions antérieures au 30 mars 1907.

2^o Les infractions commises à partir du 30 mars seraient déferées à la juridiction compétente.

3^o Il serait sursis à l'exécution des condamnations définitives à la date du 30 mars 1907.

4^o En ce qui concerne les délits connexes à l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, le garde des sceaux s'engageait à accueillir les recours en grâce dans la plus large mesure possible (3).

*
* *

(1) *J. O.* 24 mars 1907. Chambre des Députés. p. 811.

(2) *J. O.* 29 mars, Chambre des Députés p. 877

(3) Le 30 mars 1908, (*J. O.* 31 mars, Chambre, p. 808) la Chambre accordait de nouveau l'amnistie aux infractions prévues par la loi sur le repos hebdomadaire, ou commises à l'occasion de l'application de cette loi, et faits connexes, le tout commis antérieurement au 16 mars 1908.

Le 12 février 1909 (*J. O.* 13 février, Chambre, p. 373) cette même mesure, proposée par M. Georges Berry, était combattue par M. Viviani et rejetée par 311 voix contre 165.

A la suite du vote de la Chambre des Députés du 23 Mars le ministre du travail adressait le 10 avril 1907 aux inspecteurs et aux préfets une circulaire sur l'application de la loi.

« Il ne saurait être question, lit-on au début, de revenir sur les dispositions essentielles de la loi dont le gouvernement est résolu à maintenir énergiquement le principe. Mais il ne s'ensuit point qu'on ne doive ménager, par une application progressive, toutes les transitions nécessaires entre le régime du laisser faire et celui de l'obligation légale, qui a brusquement succédé. Il convient également de prendre en considération que la loi sur le repos hebdomadaire, réglementant une matière nouvelle, n'a pu prévoir tous les cas particuliers, ni solutionner du premier coup toutes les questions délicates. Il en résulte au fur et à mesure que se produisent ces cas particuliers, que naissent ces questions, l'obligation de concilier les difficultés constatées avec l'application générale de la loi. Ce travail d'adaptation est indispensable. »

Certains passages de la Circulaire sont très judicieux, nous devons le reconnaître :

« L'exception de roulement, dit la circulaire, sera accordée comme par le passé, mais en tenant compte de la jurisprudence maintenant établie du Conseil d'Etat, dans les cas où les autres dérogations ne suffiraient pas à garantir l'intérêt du public et le fonctionnement normal de l'établisse-

ment. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que cette dernière dérogation, parfois utile au commerce, est cependant celle qui s'éloigne le plus de l'esprit de la loi, qui permet, le plus aisément, de déjouer le contrôle et, par là, de concurrencer, sous une forme illégitime, les très nombreux commerçants, qui observent scrupuleusement le repos hebdomadaire. »

Mais par contre dans la suite de la circulaire, le ministre du travail indiquait des mesures transitoires qui, malgré le vote de la Chambre du 23 mars, peuvent paraître vraiment excessives : « Dans un certain nombre de villes on a considéré que l'affluence des visiteurs aux environs de Noël, du jour de l'An ou de Pâques, donnait aux dimanches de ces époques de l'année le caractère de fêtes locales » pendant lesquelles le repos hebdomadaire peut être supprimé par les maires, conformément à l'article 5 § 4, dans les magasins de vente au détail donnant le repos le dimanche. Le ministre estime qu'il n'est pas contraire aux intentions du législateur que les maires usent « de cette faculté lorsque, pour une raison d'ordre général, le commerce de détail aurait, un tel dimanche, une occasion exceptionnelle de faire des recettes qui ne se retrouveraient pas dans la semaine. Mais les préfets devront veiller attentivement à ce que ces autorisations gardent leur caractère exceptionnel ; et si les maires en abusaient, si, par

exemple, le nombre de ces dimanches dépassait six ou huit par an, ils devraient rechercher si les maires n'ont pas fait une interprétation excessive de la disposition précitée. »

L'article 6 § 2 et 3 de la loi autorise certaines industries à supprimer le repos hebdomadaire pendant quinze semaines ; « il n'est pas douteux, dit-on, qu'il est conforme aux intentions du législateur d'entendre le mot « industrie » dans un sens très large , et de faire bénéficier de la dérogation « tous les établissements présentant à un titre quelconque le caractère industriel, tels que, par exemple : les entreprises de transport, de chargement et de déchargement les chantiers de bois et charbons, les hôtels et restaurants. etc... » (1).

« L'exception c et le paragraphe 2 de l'article 5 prévoient l'un et l'autre le repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur d'une journée par quinzaine ; mais le paragraphe 2 de l'article 5 institue pour les mineurs logés chez le patron un régime spécial (remplacement de la journée du repos compensateur par deux demi-journées). Cette faculté particulière a donné pleinement satisfaction dans des cas où l'obligation de donner la journée entière était difficilement acceptée par les ouvriers eux-mêmes. Il semble donc que, dans des cas semblables, il y aurait un réel

(1) Voir Bruneau op. cit. p. 171 qui considère aussi cette tolérance comme contraire aux intentions du législateur.

avantage à tolérer, tout au moins à titre provisoire, que le repos compensateur soit donné pour tout le personnel, en deux demi-journées représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail ».

L'article 5 § 3 prévoit un fractionnement de la journée du repos dans les établissements occupant moins de cinq employés et ouvriers et admis à donner le repos par roulement ; on estime « qu'il y aurait avantage à étendre provisoirement cette faculté aux établissements occupant moins de huit ouvriers. »

Quand, en raison du chômage, il n'est pas aisé de faire, dans des conditions normales, le remplacement du personnel des hôtels et restaurants, les tolérances « pourraient consister à n'exiger pour l'employé qu'une sortie d'une journée par mois, et d'une demi-journée de liberté dans chacune des autres semaines du mois ; cette demi-journée de repos devra exonérer l'ouvrier de la moitié de son travail effectif journalier. » Cette tolérance excessive prive donc l'employé de trois demi-journées de repos par mois.

Les exceptions prévues par l'article 4 et l'article 5 § 1^{er} « ne sont autorisées que dans des cas limitativement définis », mais les énumérations de la loi paraissent trop restreintes au ministre et, à son avis, il est nécessaire « d'accorder pour les travaux que l'on doit nécessairement faire le jour du repos collectif, une dérogation analogue à

celle qui est accordée par l'article 4.... mais le besoin étant ici continu et non exceptionnel, on ne devrait admettre cette tolérance nouvelle, lorsque le repos interrompu se trouverait réduit à moins de vingt-quatre heures, que sous bénéfice d'un repos compensateur en semaine. »

On pourra continuer d'appliquer la dérogation de l'article 5 § 1^{er} aux grands magasins pour les expositions de saison, à condition qu'elles gardent leur caractère exceptionnel et pour les inventaires une ou deux fois par an.

Le ministre déclare en terminant que « cette application libérale de la loi ne saurait être un abandon de ses prescriptions. Sur les points qui n'ont pas donné lieu aux difficultés auxquelles la présente circulaire apporte une solution, il faut que la loi soit appliquée avec fermeté après l'avertissement qui doit suivre la première contravention constatée ; sans brutalité, mais aussi sans faiblesse, lorsqu'on se trouvera en présence de la fraude ou de la mauvaise foi. »

Malgré ces paroles nous sommes obligés de reconnaître que l'abandon de certains préceptes de la loi, pour non définitif qu'il puisse être, n'en est pas moins réel. L'application libérale de la loi, comprise ainsi, touche de bien près, nous semble-t-il, à de véritables modifications des dispositions légales. (1)

(1) Pour les mesures d'application de la loi relative aux mines, voir circulaire du 1^{er} juillet 1908 (*Bull. de l'Off. du Trav.* 1908, p. 234.)

Le Gouvernement ne s'en tenait pas à la circulaire du 10 avril, le 31 mai suivant il déposait un projet de loi qui ratifiait la plupart des concessions faites par cette circulaire et donnait, sur certains points, des facilités nouvelles pour l'adoption de régimes exceptionnels.

Ce projet était renvoyé à la Commission du travail qui arrêtait ses conclusions et déposait son rapport le 12 mars 1908. Il nous reste, pour compléter notre étude sur la loi de 1906, à dire quelques mots de ce projet et des diverses propositions qui l'avaient précédé à la tribune de la Chambre.



TROISIÈME PARTIE

LES PROJETS DE MODIFICATIONS

CHAPITRE I^{er}

PROPOSITIONS DE LOI

Dix propositions de loi ayant pour but de compléter ou de modifier la loi du 13 juillet 1906 ont été déposées à la Chambre des Députés de novembre 1906 à mai 1907. Elles peuvent être classées en deux catégories : deux seulement, les propositions Cornand et Viollette tendent à élargir le champ d'application de la loi et à en faire bénéficier des travailleurs qui y échappent actuellement ; les autres restreignent au contraire la loi de 1906, soit en facilitant l'obtention des régimes exceptionnels, soit en en créant de nouveaux.

Nous allons rapidement les passer en revue.

§ 1^{er} PROPOSITIONS ÉTENDANT LE CHAMP
D'APPLICATION DE LA LOI DE 1906.

1^o Proposition Cornand

(5 novembre 1906) (1)

Cette proposition a pour but d'étendre le bénéfice des dispositions de la loi :

1^o Au personnel de l'État, des départements et des communes, et aux services, monopoles et régies qui en dépendent. Au premier rang il y a lieu de citer les employés des postes, télégraphes et téléphones et de certaines administrations de l'État. On ne saurait en effet, dit l'exposé des motifs, dispenser légitimement l'État-patron de l'obligation du repos hebdomadaire imposée à l'industrie privée. « Celui-ci ne doit-il pas en quelque sorte servir d'exemple et de modèle à l'industrie privée ? »

2^o Aux ouvriers et employés des chemins de fer, qui accomplissent un labeur pénible méritant les loisirs que la loi accorde aux autres corporations ouvrières.

La proposition est ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER

A l'article premier de la loi du 13 juillet 1906, après les mots : « dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances » ajouter les mots :

(1) *Journal Officiel* 1906. Documents Parlementaires. Chambre des Députés. Session extraordinaire. Annexe n^o 385, p. 74.

« dans les services de l'Etat, du département et de la commune, dans les services, monopoles et régies qui en dépendent ».

ART. 2.

L'article 17 de la loi du 13 juillet 1906 est abrogé.

2^e Proposition Viollette

(26 Mars 1907) (1)

Cette proposition concerne la condition des domestiques attachés à la personne ; son auteur estime qu'ainsi que toutes les autres catégories de travailleurs les domestiques ont besoin de repos, mais il pense qu'il ne peut pas être question de leur faire l'application pure et simple de la loi actuelle, ceci surtout parce-qu'ils sont à la fois logés et nourris chez leur patron. D'ailleurs tout employé ou ouvrier logé et nourri chez le patron est dans la même situation, qui lui enlève une large part de son indépendance ; le repos, dans ce cas ne peut être fixé que par accord individuel, mais, pour qu'il ne soit pas un leurre, certaines formalités doivent être remplies par le patron pour permettre à l'inspection du travail de s'exercer.

(1) *J. O.* 1907. Doc. Parlem. Chambre. Annexe n° 895, p. 267.

Aussi M. Viollette propose-t-il les modifications suivantes à la loi de 1906 :

ARTICLE PREMIER.

Le premier paragraphe de l'article premier de la loi du 13 juillet 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« Il est également interdit d'occuper plus de six jours par semaine un domestique attaché à la personne. »

ART. 2.

L'article 2 de la même loi est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, lorsque l'ouvrier ou l'employé sera logé et nourri chez le patron, le repos hebdomadaire sera d'une demi-journée par semaine avec repos compensateur de deux journées par mois ou de quatre journées tous les deux mois. La détermination de ce repos sera faite par accord entre l'employé ou l'ouvrier et le patron.

« Ne pourront profiter de cette faculté que les patrons qui, occupant moins de dix ouvriers ou employés de la présente catégorie, auront fait à la mairie de leur résidence déclaration du nombre des employés et ouvriers logés et nourris chez eux. Ils devront, en outre, tenir à jour un carnet spécial émargé par l'ouvrier et l'employé à chaque sortie. Copie de ce carnet certifiée conforme par le patron sera remise en fin d'année par ce dernier à la mairie qui aura reçu la déclaration ci-dessus précisée ».

§ 2. — PROPOSITIONS RESTRICTIVES DE LA LOI
DE 1906.

1° Proposition Trouin

(8 novembre 1906) (1)

M. Trouin, estimant la réglementation des rapports entre patrons et ouvriers, telle qu'elle résulte de la loi de 1906, trop minutieuse et trop compliquée, propose les singulières modifications suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Tout ouvrier ou employé a droit à 1.248 heures de repos chaque année.

ART. 2.

Ces heures de repos seront réparties avec un minimum de douze heures consécutives sur chacune des 52 semaines de l'année, après entente entre patrons et ouvriers toutefois, il devra être donné au moins 26 jours de repos de 24 heures consécutives.

ART. 3.

Un registre paraphé par le maire de la commune devra être tenu par chaque patron et contenir la ou les conventions intervenues entre lui et ses ouvriers ou employés. Ce registre sera tenu à la disposition de l'autorité et présenté à toute réquisition des représentants de celle-ci pour qu'ils puissent contrôler l'application de la loi dans tous les établissements où son application est ordonnée.

(1) J. O. 1906. Doc. Parlem. Chambre. Session extr. Ann. n° 406, p. 90.

ART. 4.

En cas de renvoi d'un employé ou ouvrier pour quelque cause que ce soit, il devra être tenu compte à l'employé ou ouvrier congédié des heures de repos non prises par lui sur la base du droit de repos de 24 heures tous les six jours écoulés.

ART. 5.

Les contraventions seront constatées ainsi qu'il est dit à l'article 12 de la loi du 10 juillet 1906.

ART. 6.

Les articles 13, 14, 15, 16 de la loi du 10 juillet 1906 réglant les pénalités encourues par les contrevenants sont maintenus.

ART. 7.

La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

2^e Proposition Berry

(20 novembre 1906) (1)

M. Berry et les autres auteurs de la proposition demandent les deux modifications suivantes :

1^o Toutes les fois qu'il y a entente entre patrons et employés ou ouvriers, les établissements com-

(1) *Journal Officiel* 1906. Doc. Parlem. Chambre. Session Extr. Annexe n^o 440 p. 136.

merciaux ou industriels jouissent du droit de dérogation prévu par l'article 2 de la loi.

2^o Dans les différents commerces de l'alimentation, le repos pourra être fractionné ou groupé.

La proposition est ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER.

L'article 2 de la loi du 13 juillet 1906, relative au repos hebdomadaire, est complété par l'addition du paragraphe suivant :

« Toutes les fois qu'il y aura entente entre patrons et employés ou ouvriers, les établissements commerciaux et industriels jouiront du droit de dérogation prévu à l'article 2. »

ART. 2.

L'article 3 de la même loi est complété par l'addition du paragraphe suivant :

« Exceptionnellement, dans les commerces de l'alimentation, le repos pourra être fractionné et groupé.

« Cependant il devra être accordé aux employés au moins une demi-journée de repos par semaine, le dimanche ou le lundi, dans les établissements qui consentiront le repos collectif à leur personnel.

« Dans ceux qui n'auront qu'un employé ou qui donneront le repos par roulement, il devra être accordé au moins, soit une demi-journée chaque semaine, soit une journée pour deux semaines.

« Les autres jours de repos dus par les patrons à leurs employés, afin de parfaire le chiffre de cinquante-deux jours, seront groupés suivant accord entre les intéressés.

« Toutefois, dans les boulangeries, le repos de cinquante-deux jours pourra être divisé par mois ou par saison à la volonté des contractants. »

3^e Proposition Engerand

(11 janvier 1907) (1)

Le personnel domestique des hôtels, disent M. Engerand et les autres auteurs de la proposition, devrait rentrer dans la catégorie des domestiques de profession, soustraite à l'application de la loi.

Le repos par roulement auquel il est soumis « présente de tels inconvénients et de telles impossibilités d'application qu'en général l'autorité n'a point osé en imposer l'exécution. » Le remplacement est presque impossible dans les hôtels à cause de la division extrême du service ; d'un autre côté le personnel spécial nécessaire à ce remplacement est tout à fait insuffisant.

« La clientèle des hôtels se renouvelle chaque jour. L'absence de ces domestiques le jour même où les voyageurs qu'ils ont servis quitteront l'hôtel leur fera perdre le bénéfice des pourboires, qui constituent le principal de leurs gains » qui risquent tout au moins d'être très diminué.

« Où l'application de cette loi apparait comme tout à fait exorbitante, c'est pour le personnel des hôtels de saison. Mais l'exception limitée aux seules villes de saison, il serait très difficile de faire le départ entre les hôtels de saison et ceux qui travaillent toute l'année. Beaucoup d'hôtels

(1) *Journal Officiel* 1907. Doc. Parlem. Chambre, Annexe n° 631 p. 21.

de saison restent ouverts toute l'année : ils ont des moments de plus ou moins forte activité. Et l'on peut même dire qu'il en est de même de presque tous les hôtels... C'est donc l'industrie hôtelière en général qui peut être considérée comme « industrie saisonnière » et M. Engerand propose les modifications suivantes pour le repos du personnel domestique des hôtels, auquel il adjoint celui des restaurants et débits de boissons, la loi de 1906 continuant d'ailleurs toujours à s'appliquer, comme sa lettre l'indique, aux ouvriers et employés de ces établissements.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié comme suit : « 2° Hôtels, restaurants et débits de boissons, *exception faite du personnel domestique, visé par les articles 109 et 1953 du Code civil, pour lequel le repos pourra être fractionné ou groupé, suivant accord entre les intéressés.* »

4^e Proposition Empereur et Chion-Ducollet

(20 mars 1907) (1)

Suivant les auteurs de la proposition la loi, telle qu'elle est, ne peut être appliquée dans les petites villes et les communes rurales ; d'autre part les domestiques d'hôtels, cafés et restaurants

(1) *Journal Officiel* 1907. Doc. Parlem. Chambre. Annexe n° 864 p. 246.

sont des gens de maison et doivent, par conséquent, être traités comme tels ; enfin « les établissements de la boulangerie sont partout dans l'impossibilité de donner le repos hebdomadaire par roulement sans porter une atteinte grave et même mortelle à leur fonctionnement. »

Aussi MM. Empereur et Chion-Ducollet proposent-ils les modifications suivantes :

1° Ajouter à l'article premier de la loi du 13 juillet 1906, le paragraphe suivant :

« Toutefois, dans les villes de moins de 10 000 habitants et dans les communes rurales, les conditions du repos seront réglées comme ci-devant par un accord à intervenir entre employeurs et employés. »

2° Ajouter au numéro 2° : Hôtels, restaurants et débits de boissons de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906, la disposition suivante :

« Exception faite du personnel domestique visé par les articles 109, 1953 et 2101 du Code civil pour lequel le repos pourra être fractionné ou groupé suivant accord entre les intéressés. »

3° Ajouter un article 3 bis ainsi conçu et reproduisant un ancien texte voté par la Chambre puis rejeté par le Sénat :

« Les ouvriers boulangers auront droit de remplacer le repos hebdomadaire par roulement prévu à l'article 3 par treize jours de repos tous les trois mois à prendre en une fois ou par fraction, suivant accord avec les patrons. »



5^e Proposition Cosnard

(20 mars 1907) (1)

La proposition de M. Cosnard permet à tous les détaillants d'adopter de plein droit les régimes de l'article 2 de la loi, excepté le repos par roulement qui reste soumis à autorisation, autorise les hoteliers, restaurateurs, boulangers... etc. à donner des repos groupés à leur personnel, remplace pour les régimes de l'article 2 l'autorisation du préfet par celle de l'inspecteur divisionnaire du travail pour réaliser l'uniformité de traitement absolument indispensable et enfin soustrait à l'application de la loi les ouvriers et employés dont le travail régulier n'excède pas cinq heures par jour dans le même établissement.

La proposition est conçue dans les termes suivants :

ARTICLE PREMIER.

L'article 2, § 2, de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« C. — Le dimanche après-midi avec repos compensateur par roulement, soit d'une demi-journée par semaine, soit d'une journée par quinzaine. »

(1) *J. O.* 1907. Doc. Parlem. Chambre. Annexe n° 865. p. 246.

ART. 2.

L'article 3 est complété ainsi qu'il suit :

« Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire, suivant les cédules A, B et C tous les établissements faisant uniquement la vente au détail.

« Les hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons pourront donner le repos par roulement d'une demi-journée par semaine, plus une journée par mois et quinze jours de repos groupés.

« Les boulangers et autres commerçants faisant travailler la nuit sont autorisés à donner par roulement aux ouvriers occupés à la fabrication soit cinquante-deux jours par an répartis en douze repos mensuels, soit trois jours consécutifs par mois, plus seize jours de repos groupés. »

ART. 3.

L'article 5 §§ 2 et 3, est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans tout établissement, le repos pourra être donné par roulement aux palefreniers, pompiers et veilleurs de nuit, sans que l'établissement perde le bénéfice de l'article 6 § 3.

« Dans les établissements occupant moins de sept ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail. »

ART. 4.

L'article 8, §§ 1, 2 et 3 est modifié ainsi qu'il suit :

« Lorsqu'un établissement quelconque voudra bénéficier de l'une des exceptions prévues à l'article 2, il sera

tenu, s'il ne fait pas partie de l'une des catégories admises de droit à cette exception, d'adresser une demande à l'inspecteur divisionnaire du travail qui devra notifier à l'intéressé, dans le délai d'un mois, sa décision motivée. »

ART. 5.

L'article 9 est modifié ainsi qu'il suit :

« La décision de l'inspecteur divisionnaire pourra être déferée au Ministre du Travail qui statuera, dans le délai d'un mois, après avoir pris l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, et sauf recours au Conseil d'Etat. »

ART. 6.

L'article 17 est complété ainsi qu'il suit :

... « ni aux ouvriers et employés dont le travail régulier n'excède pas cinq heures par jour dans un même établissement. »

6^e Proposition Depasse

(23 mars 1907) (1)

Considérant qu'il importe « que la République, gouvernement d'éducation sociale, appelle les ouvriers, les employés et les chefs d'industrie et de commerce à administrer eux mêmes leurs affaires dans tous les cas où cela est possible, » M. Depasse

(1) J. O. 1907. Doc. Parlem. Chambre. Annexe n° 891, p. 266.

propose la loi suivante « qui formerait comme un article additionnel à la loi du 13 juillet 1906 : »

Article unique.

« Dans toute entreprise, atelier, usine, magasin, établissement industriel ou commercial, où il existe une Commission, comité ou conseil permanent du travail, formé par les délégués élus des ouvriers et employés et par les représentants du patron, ce conseil est chargé de régler lui-même l'application de la loi relative au repos hebdomadaire ».

7^e Proposition Leboucq et Marc Réville

(23 mars 1907) (1)

Cette proposition donne la faculté, comme les propositions Empereur et Cosnard, de grouper un certain nombre de jours de repos dans les industries de l'alimentation et les professions s'exerçant exclusivement la nuit ; elle autorise aussi, dans les établissements admis à donner le repos par roulement, l'établissement de repos groupés qui permettront au travailleur « de prendre un repos de vacances, se déplacer du champ de son travail, aller retremper ses forces dans l'air natal.

ARTICLE PREMIER.

L'article 2 de la loi du 13 juillet 1906, relative au *repos hebdomadaire*, est ainsi complété :

(1) *J. O.* 1907. Doc. Parlem. Chambre. Annexe n° 892, p. 266.

«... a) Par roulement à tout ou partie du personnel.

« Dans ce cas, l'accord intervenu entre l'employé ou ouvrier, et le patron, sur la fixation du jour où le congé doit être pris, sera consacré par l'administration. »

ART. 2.

L'Article 3 de la même loi est ainsi complété :

Après 11° : « ... fabrication ».

« Toutefois, dans les industries de l'alimentation, le repos d'un jour par semaine pourra être remplacé par une demi-journée par semaine, plus une journée par mois et quatorze jours de repos groupés ;

« Dans les professions qui s'exercent exclusivement la nuit, les ouvriers occupés à la fabrication auront droit à treize jours de repos tous les trois mois, à prendre en une fois ou par fractions, suivant accord avec les patrons. »

ART. 3.

L'article 5 de la même loi est ainsi complété :

« Dans les établissements admis à donner le repos par roulement, ce repos pourra être remplacé par un repos d'une demi-journée par semaine, plus une journée par mois, et quatorze jours de repos groupés ».

8° Proposition Guillemet

(21 mai 1907) (1)

M. Guillemet, tout en ne voulant pas porter atteinte au principe même de la loi qui répond à un sentiment d'humanité, constate qu'elle « n'a

(1) *J. O.* 1907. Doc. Parlem. Chambre. Annexe n° 954, p. 311.

donné satisfaction à personne » et « n'a apporté que ruines et révoltes » parce qu'il est « fort difficile de légiférer en semblable matière et d'établir des règles précises, car il y a autant d'espèces que d'employés, ouvriers et patrons » ; aussi propose-t-il les modifications suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Tout employé ou ouvrier d'un établissement industriel ou commercial de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, alors même qu'il aurait le caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, a droit à cinquante-deux jours de repos par an.

ART. 2.

Le repos sera hebdomadaire, à moins qu'il y ait entente avec le patron pour des repos groupés.

ART. 3.

Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi.

ART. 4.

Les contraventions sont constatées dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

ART. 5.

Les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées dans des conditions contraires à la présente loi, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 500 francs.

ART. 6.

Les chefs d'entreprise seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 7.

En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

Il y a récidive lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 3000 francs.

ART. 8.

Est puni d'une amende de 100 à 300 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

En cas de récidive dans les délais spécifiés à l'article précédent, l'amende sera portée de 300 à 1000 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article et des articles 5 et 7.

ART. 9.

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transport par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales.

ART. 10.

Sont abrogées toutes les dispositions des lois précédentes en ce qui touche le repos hebdomadaire.



En parcourant le texte des propositions, on voit que deux questions principales sont soulevées : la question des repos groupés et l'octroi des régimes spéciaux de repos.

1° *Repos groupés.* — Plusieurs propositions autorisent le chef d'établissement admis à donner le repos par roulement à supprimer le repos hebdomadaire un certain nombre de fois variant selon les propositions, à condition d'accorder au personnel, à des époques données, des jours groupés en nombre égal aux jours pendant lesquels il y a eu privation du repos. Dans certaines propo-

sitions cependant, l'ouvrier devrait jouir d'une demi-journée par semaine ou d'une journée par quinzaine, le surplus des jours de repos étant seul groupé.

D'autres propositions tendent même à remplacer tous les jours de repos hebdomadaire sans exception par des périodes de repos groupé.

Ce régime exceptionnel serait applicable, soit au personnel domestique des hôtels seul suivant M. Engerand, soit à ce personnel et aux ouvriers boulangers suivant M. Empereur et M. Cosnard, soit à tout le commerce de l'alimentation d'après M. Georges Berry, soit encore à tous les ouvriers admis au repos par roulements suivant M. Leboucq, soit enfin à tous les travailleurs d'après M. Guillemet.

Nous nous sommes expliqués précédemment sur la question des repos groupés pour les ouvriers boulangers ; il nous semble aussi que le repos groupé pourrait être accordé, dans une certaine mesure aux hôtels et restaurants : par exemple aux hôtels et restaurants des stations balnéaires, thermales ou climatériques, aux hôtels occupant moins d'un certain nombre de personnes et où le remplacement est très difficile.

Mais son extension nous paraîtrait dangereuse d'abord, comme le dit fort bien M. Zévaès (1)

(1) Rapport de M. Zévaès à la Chambre des Députés sur les propositions et le projet de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 (12 mars 1908) p. 35.

« parce qu'il ne répond pas directement à l'esprit de la loi qui est, non d'accorder un nombre plus ou moins élevé de jours de vacances à l'ouvrier ou à l'employé, mais de lui assurer un repos périodique, un repos hebdomadaire, attendu que sans attendre trois mois ou six mois de travail continu, l'organisme humain a besoin du repos à intervalles suffisamment rapprochés » ; parce qu'ensuite il diminue considérablement pour les travailleurs les joies de la famille, l'un des buts essentiels du repos hebdomadaire et enfin parce qu'il rend le contrôle beaucoup plus malaisé que le système du repos collectif et à jour fixe.

2^o Octroi des dérogations. — La deuxième question soulevée par les propositions est la suivante : « ya-t-il lieu de laisser au préfet, avec appel au Conseil d'Etat, le droit de refuser la faculté de substituer l'un des régimes exceptionnels au repos du dimanche. ? »

D'après la proposition Cosnard l'autorisation du préfet serait remplacée par celle de l'inspecteur divisionnaire du travail ; d'après les propositions Berry, Empereur et Chion-Ducollet, Cosnard, Leboucq et Max Réville, mais avec certaines différences entre elles cependant, les intéressés, c'est-à-dire les patrons et les ouvriers et employés, pourraient s'entendre et choisir celui des régimes de repos hebdomadaire, prévus à l'article 2 de la loi, qu'ils préféreraient. Les propositions Trouin, Depasse et Guillemet permettent même d'organi-

ser le repos suivant entente exclusive des intéressés, libres de choisir n'importe quel régime de repos.

Avec l'adoption de ces dispositions le principe de la loi serait ruiné, son contrôle, très difficile déjà au dire des inspecteurs avec le repos par roulement, deviendrait impossible et « sous l'apparence séduisante d'un accord entre le patron et l'employé, on ne ferait autre chose que de jeter dans le monde du travail de nouvelles causes de discussion et par conséquent de discorde. » (1)

(1) Discours de M. Lerolle à la séance de la Chambre du 23 mars 1907. (J. O. 24 mars 1907 p. 811)



CHAPITRE II

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

et de la

COMMISSION DU TRAVAIL

Conformément à l'engagement qu'il avait pris à la séance de la Chambre des Députés du 23 mars 1907, le gouvernement déposait le 31 mai suivant un projet de loi « ayant pour objet de compléter la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire » (1) et ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER.

Le paragraphe C de l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« c) Le dimanche après-midi avec un repos compensateur par roulement et par quinzaine, soit d'une journée, soit de deux demi-journées exonérant ensemble l'ouvrier ou employé d'une journée complète de travail.

(1) *Journal Officiel* 1907. Doc. Parlem. Chambre Annexe n° 1007. p. 444.

.

ART. 2.

Les paragraphes troisième et dernier de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« 2^o Hôtels, cercles, restaurants et débits de boissons. »

« Un autre règlement d'administration publique déterminera également des dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que hauts-fourneaux, et au repos des chefs de service qui ne pourraient, en raison de la nature de leur travail, être remplacés pendant vingt-quatre heures consécutives, chaque semaine, sans nuire gravement au fonctionnement normal de l'établissement. »

ART. 3.

Les articles 5 et 6 de la loi du 13 juillet 1906 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 5. — Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

« Dans tout établissement qui aura le repos le même jour pour tout le personnel, pourront être occupés le jour du repos pendant une demi-journée au maximum et sous réserve, dans la quinzaine, d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé, les personnes employées à l'entretien de la cavalerie et aux travaux indispensables pour la conservation, soit de la matière première, soit du produit en cours de fabrication.

« Les gardiens et concierges, les pompiers et veilleurs de nuit, les mécaniciens des ventilateurs et machines d'épuisement et en général les personnes employées à un service de garde ou d'entretien ne pouvant être interrompu pendant le repos collectif pourront être admis à bénéficier des dérogations de l'article 2, sans que l'établissement cesse d'être considéré comme ayant le repos collectif.

« Le repos du personnel occupé à la vente au détail de denrées alimentaires pourra être donné sans autorisation sous la forme prévue au paragraphe C de l'article 2.

« Dans les établissements occupant moins de huit ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, exonérant ensemble l'ouvrier ou l'employé d'une journée complète de travail.

« Dans les villes de moins de 25.000 habitants, les patrons boulangers pourront grouper pour chaque mois les journées de repos dues, en vertu de la présente loi, aux ouvriers occupés à la fabrication. Toutefois, on ne pourra recourir à cette faculté, dans les villes où les boulangers seront rattachés à un Conseil de prud'hommes, que si elle a été acceptée par un referendum des ouvriers boulangers électeurs audit Conseil. Ce referendum sera organisé par décret.

« Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé par arrêté municipal lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier ou avec une affluence extraordinaire d'acheteurs. Il ne pourra être fait usage de cette faculté par le maire plus de six fois par an. »

« ART. 6. — Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos

forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

« Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, les hôtels et restaurants des stations balnéaires, thermales ou climatériques, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an au maximum à la condition d'assurer à l'employé ou à l'ouvrier un nombre égal de jours de repos groupé au cours de l'année.

« Les hôtels et restaurants occupant moins de huit personnes peuvent suspendre le repos trente demi-journées au maximum par an à la condition de donner au personnel une période égale de repos compensateur. Toutefois, les personnes de service devront bénéficier en ce cas d'une après-midi de repos dans la semaine et être exonérées ce jour-là d'une demi-journée de travail.

« Les industries qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais, pour ces deux dernières catégories d'industries, l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois.

« Dans les établissements commerciaux, qui ont le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos pourra être suspendu cinq fois par an pour inventaire ou préparation des expositions de saison, sans que cette dérogation puisse s'appliquer à la vente. »

ART. 4.

La disposition suivante est insérée à la suite de l'article 10 de la loi du 13 juillet 1906 :

« Ils indiqueront également les mesures de contrôle

particulières au repos groupé ainsi qu'aux dérogations exceptionnelles ou permanentes accordées par la présente loi ou en vertu de la présente loi. »

ART. 5.

L'article 16, paragraphe 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« Est considérée comme apportant un obstacle aux fonctions de l'inspecteur toute indication sciemment inexacte qui lui serait fournie sur l'organisation du roulement, en exécution du règlement prévu à l'article 10 de la loi. »

ART. 6.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 18 de la loi du 13 juillet 1906 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« § 2. — Les dérogations prévues à l'article 4 et aux deux premiers paragraphes de l'article 5 de la présente loi ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures. »

« § 3. — Les dérogations prévues au paragraphe 5 de l'article 5 ne sont pas applicables aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892. »

ART. 7.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 13 juillet 1906 :

« ART. 19. — Lorsqu'un chef d'établissement groupe plusieurs jours de repos dans les conditions prévues par la présente loi, il est tenu de les rémunérer au taux habituel de la journée de travail de l'ouvrier ou employé.

« Lorsqu'un ouvrier ou employé occupé sous le régime des repos groupés quitte l'établissement avant d'avoir bénéficié des repos qui lui sont dus, le chef d'établissement lui en doit le paiement au taux habituel de la journée de travail.

« Est nulle de plein droit toute convention contraire aux dispositions du présent article. »

Ce projet était renvoyé à la Commission du Travail de la Chambre qui, après avoir entendu un grand nombre de délégations patronales et ouvrières ayant manifesté le désir de l'entretenir, soit de l'application de la loi existante, soit des modifications proposées, élaborait un texte qu'elle déposait le 12 mars 1908 avec son rapport, dû à M. Zévaès (1).

Les dispositions du projet de la Commission sont les suivantes :

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de la loi du 13 juillet 1906 est modifié comme suit :

« Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives.

(1) *Journal Officiel* 1908. Doc. Parlem. Chambre. Annexe n° 1578.

« Le mode d'application du repos hebdomadaire aux employés et ouvriers des services publics sera déterminé par un règlement d'administration publique.

« Les employeurs et les employés d'une même profession ou de professions similaires et connexes ont la faculté de choisir d'un commun accord, par profession et par région, l'un quelconque des modes d'application du repos hebdomadaire prévus par la présente loi, qu'ils estiment préférable pour leurs intérêts,

« Un règlement d'administration publique arrêtera les mesures nécessaires à la consultation séparée des employeurs et des employés. Les professions et les régions seront fixées en vue de l'exécution de la loi par arrêtés ministériels. »

ART. 2.

Le paragraphe C de l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« c) Le dimanche après-midi avec un repos compensateur par roulement et par quinzaine, soit d'une journée, soit de deux demi-journées exonérant ensemble l'ouvrier ou employé d'une journée complète de travail. »

ART. 3

Les paragraphes troisième et dernier de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« 2° Hôtels, cercles, restaurants et débits de boissons. »

« Un autre règlement d'administration publique déterminera également parmi les dérogations de la loi celles particulières au repos, soit, dans les usines à feu continu, des spécialistes, soit, dans les autres établissements, des chef de service qui ne pourraient, en raison de la nature

de leur travail, être remplacés pendant vingt-quatre heures consécutives, chaque semaine, sans nuire gravement au fonctionnement normal de l'établissement. »

ART. 4

L'article 5 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 5. — Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront être occupées le jour du repos pendant une demi-journée au maximum et sous réserve, dans la quinzaine, d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé, les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, et les personnes employées à l'entretien de la cavalerie et aux travaux indispensables pour la conservation, soit de la matière première, soit des produits en cours de fabrication, ainsi que les gardiens et concierges.

« Les gardiens et concierges, les pompiers et veilleurs de nuit, les mécaniciens des ventilateurs et machines d'épuisement et en général les personnes employées à un service de garde ou d'entretien ne pouvant être interrompu pendant le repos collectif pourront être admis à bénéficier des dérogations de l'article 2, sans que l'établissement cesse d'être considéré comme ayant le repos collectif.

« Dans les établissements occupant moins de huit ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, exonérant

ensemble l'ouvrier ou l'employé d'une journée complète de travail.

« Le repos du personnel occupé à la vente au détail de denrées alimentaires pourra être donné sans autorisation sous la forme prévue au § c de l'article 2.

« Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé, par arrêté municipal, lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier ou avec une affluence extraordinaire d'acheteurs. Il ne pourra être fait usage de cette faculté par le maire plus de six fois par an ».

ARTICLE 5

L'article 6 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire

« Les hôtels et restaurants des stations balnéaires, thermales ou climatiques pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an au maximum à la condition d'assurer à l'employé ou à l'ouvrier un nombre égal de jours de repos groupés au cours de l'année.

« Les hôtels et restaurants occupant moins de huit personnes peuvent suspendre le repos trente demi-journées au maximum par an à la condition de donner au personnel une période égale de repos compensateur.

« Les industries qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail et qui ont fixé le repos hebdoma-

daire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois.

« Dans les établissements commerciaux qui ont le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos pourra être suspendu cinq fois par an pour inventaire ou préparation des expositions de saison, sans que cette dérogation puisse s'appliquer à la vente. »

ARTICLE 6.

La disposition suivante est insérée à la suite de l'article 10 de la loi du 13 juillet 1906 :

« Ils indiqueront aussi les mesures de contrôle particulières au repos groupé ainsi qu'aux dérogations exceptionnelles ou permanentes accordées par la présente loi ou en vertu de la présente loi. »

ARTICLE 7.

L'article 16, paragraphe 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« Est considérée comme apportant un obstacle aux fonctions de l'inspecteur toute indication sciemment inexacte qui lui serait fournie sur l'organisation du roulement en exécution du règlement prévu à l'article 10 de la loi ».

ARTICLE 8.

L'article 17 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le mode d'application du repos hebdomadaire aux

employés et ouvriers des entreprises de chemins de fer sera déterminé par un règlement d'administration publique.

« Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables au personnel embarqué des entreprises de transport par eau, sauf en ce qui concerne les bateaux-omibus ».

ARTICLE 9.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 19 juillet 1906 :

« ART. 19. — Lorsqu'un chef d'établissement groupe plusieurs jours de repos dans les conditions prévues par la présente loi, il est tenu de les rémunérer au taux habituel de la journée de travail de l'ouvrier ou employé.

« Lorsqu'un ouvrier ou employé occupé sous le régime des repos groupés quitte l'établissement avant d'avoir bénéficié des repos qui lui sont dus, le chef d'établissement lui en doit le payement ou taux habituel de la journée de travail.

« Est nulle de plein droit toute convention contraire aux dispositions du présent article »

Les projets du Gouvernement et de la Commission introduisent dans la loi deux sortes de modifications : les unes visent à étendre l'application du repos hebdomadaire, les autres visent au contraire à étendre les dérogations à la règle du repos collectif du dimanche, soit en sanctionnant les diverses modifications que la circulaire ministérielle du 10 avril 1907 avait déjà fait subir aux dispositions légales, soit en introduisant de nouvelles dérogations.

§ 1^{er}. MODIFICATIONS ÉTENDANT L'APPLICATION DE
LA LOI

Ces modifications sont les suivantes :

1^o : L'article 1^{er} § 3 du projet de la Commission soumet au repos hebdomadaire les employés et ouvriers des services publics, dans des conditions à déterminer par un règlement d'administration publique.

Cette disposition, qui ne se trouvait pas dans le projet du Gouvernement, a été ajoutée conformément à la proposition de M. Cornand ; la Commission du travail a repris une disposition qui avait été adoptée par la Chambre des Députés le 27 mars 1902, mais qui avait été écartée dans la suite par le Sénat.

2^o : L'article 17 du projet de la Commission soumet les employés et ouvriers des entreprises de chemins de fer et des bateaux omnibus au repos hebdomadaire, dont le mode d'application sera également déterminé par un règlement d'administration publique, à cause de la complexité de l'exploitation des chemins de fer et des conditions de travail particulièrement différentes pour le personnel employé : raisons qui ne se rencontrent dans aucune autre exploitation.

Les dispositions de la loi sont étendues non

seulement aux chemins de fer d'intérêt général, aux grandes Compagnies, mais aussi aux Compagnies secondaires, aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways affectés au service des voyageurs et des marchandises. L'exposé des motifs spécifie en outre que les appointements mensuels et les salaires des ouvriers et employés payés à la journée, doivent être maintenus intégralement, tels qu'ils sont réglés chaque mois.

Cette disposition relative au repos dans les chemins de fer présente de l'utilité même depuis que les Compagnies ont fait part au Ministre des Travaux Publics, par une lettre en date du 21 septembre 1906, de leur intention d'accorder à leurs agents cinquante-deux jours de repos par an dans le délai de dix-huit mois à partir de cette date et ont commencé à réaliser cette mesure, car il ne s'agit là que des grandes Compagnies et non des chemins de fer départementaux et locaux, et d'un autre côté certains agents de ces grandes Compagnies n'ont pas actuellement l'équivalent de cinquante-deux jours de repos.

3° Aux termes de l'article 5 § 1^{er} du projet de la Commission, un repos compensateur, non prescrit par la loi de 1906, doit être accordé aux personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au

nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi qu'aux gardiens et concierges, dont le repos peut être réduit à une demi-journée dans tout établissement ayant le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel.

4^e Suivant l'article 6 § 2 de la loi de 1906 les industries en plein air et celles ne travaillant qu'à certaines époques de l'année peuvent suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an au maximum, mais sans repos compensateur ; le projet du Gouvernement exige au contraire que l'employé ou l'ouvrier ait un nombre de jours de repos groupés au cours de l'année, égal aux jours pendant lesquels le repos a été supprimé. La Commission n'a pas adopté cette disposition, pourtant utile, mais elle prescrit cependant que dans les industries qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois. (art. 6 § 3 du projet de la Commission).

§ 2 : MODIFICATIONS ÉTENDANT LES DÉROGATIONS
ACTUELLES OU EN ÉTABLISSANT DE NOUVELLES

Le projet de la Commission n'introduit pas seulement dans la loi de 1906 les dispositions précédentes, que nous ne pouvons qu'approuver sans réserves ; il élargit encore, ainsi que le projet du Gouvernement, le domaine des dérogations, soit en étendant les dérogations actuelles ou en en facilitant l'adoption, soit en en établissant de nouvelles.

Tous deux ratifient d'abord les concessions faites par la circulaire du 10 avril 1907 et que consacrent l'article 2 c, l'article 5 § 3, 4 et 5 et l'article 6 § 2 et 5 du projet de la Commission rapporté plus haut. (1)

Particulièrement, le repos compensateur prévu par l'article 2 c pourra être dorénavant soit d'une journée, soit de deux demi-journées par quinzaine. D'autre part le repos de deux demi-journées par semaine est applicable aussi, non plus seulement dans les établissements admis au repos par roulement lorsqu'ils occupent moins de 5 ouvriers, mais même lorsqu'ils en occupent moins de huit, (article 5 § 3 du projet de la Commission) et à tous les employés, même mineurs non logés chez leurs patrons ou majeurs, dans les établissements de

(1) Les articles indiqués ici et dans tout le chapitre sont, non les articles proprement dits des projets du gouvernement et de la Commission, mais les articles de la loi de 1906, tels qu'ils sont modifiés par ces projets.

vente de denrées alimentaires au détail. (art. 5 § 4 de la Commission).

Ce repos par demi-journées ne correspond à rien, ni dans la famille, ni dans la société. Au point de vue physique même ce n'est pas là un repos naturel, qui répare suffisamment les forces.

Le projet du Gouvernement et après lui le projet de la Commission ajoutent les cercles aux hôtels, restaurants et débits de boissons, prévus par le § 3 de l'article 3 de la loi comme admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement. Ils modifient aussi le dernier paragraphe de l'article 3 et confient à des règlements d'administration publique le soin de déterminer les dérogations applicables à ceux des chefs de services des établissements industriels ou commerciaux « qui ne pourraient, en raison de la nature de leur travail, être remplacés pendant vingt-quatre consécutives, chaque semaine, sans nuire gravement au fonctionnement normal de l'établissement », et pour le repos desquels des difficultés analogues à celles des spécialistes dans les usines à feu continu peuvent se présenter. Ce sont, par exemple, disent les exposés des motifs, les ingénieurs dans l'industrie, certains contremaîtres et chefs de fabrication, « la personne chargée de la comptabilité dans un hôtel, de même peut-être les chefs cavistes et les caissiers dont le remplacement ne peut s'effectuer par un simple roulement hebdomadaire. »

Suivant les deux projets, les personnes employées à l'entretien de la cavalerie et aux travaux indispensables pour la conservation, soit de la matière première, soit des produits en cours de fabrication pourront être occupés le jour du repos pendant une demi-journée, mais sous réserve, dans la quinzaine, d'un repos compensateur (art. 5 § 1^{er} du projet de la Commission)

D'autre part « les gardiens et concierges, les pompiers et veilleurs de nuit, les mécaniciens des ventilateurs et machines d'épuisement et en général les personnes employées à un service de garde ou d'entretien ne pouvant être interrompu pendant le repos collectif pourront être admis à bénéficier des dérogations de l'article 2, sans que l'établissement cesse d'être considéré comme ayant le repos collectif. » (art. 5 § 2 du projet de la Commission).

Enfin le Gouvernement et la Commission du travail établissent dans certains cas le repos groupé. •

Le projet du Gouvernement admet le repos groupé :

1° Pour les ouvriers boulangers dans les villes de moins de 25000 habitants, dont les journées de repos pourront être groupées chaque mois, à condition cependant que l'on recoure à un referendum organisé par décret dans les villes où les boulangers sont rattachés à un conseil de Prudhommes. (art. 5 § 6 du projet du Gouvernement).

2° Pour les industries en plein air, pour celles qui ne travaillant qu'à certaines époques de l'année (autorisées d'après l'article 6 § 2 de la loi actuelle à suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an, mais sans repos compensateur) et pour les hôtels et restaurants des stations balnéaires, thermales ou climatériques qui « pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an au maximum à la condition d'assurer à l'employé ou à l'ouvrier un nombre égal de jours de repos groupé au cours de l'année. » (art. 6 § 2).

3° Pour les hôtels et restaurants occupant moins de huit personnes et qui pourront « suspendre le repos trente demi-journées au maximum par an à la condition de donner au personnel une période égale de repos compensateur. Toutefois, les personnes de service devront bénéficier en ce cas d'une après-midi de repos dans la semaine et être exonérées ce jour-là d'une demi-journée de travail. » (art. 6 § 3).

La Commission du travail n'a pas admis le repos groupé avec autant d'extension que le Gouvernement ; elle ne l'établit que pour les hôtels et restaurants de stations balnéaires, thermales et climatériques (art. 6 § 2 du projet de la Commission) et pour les hôtels et restaurants occupant moins de huit personnes (art. 6 § 3) mais sans exiger dans ce dernier cas l'après-midi de repos pour le personnel de service.

Quel que soit le nombre des établissements ad-

mis au repos groupé, le Gouvernement et la Commission s'accordent pour poser la condition suivante : Le salaire habituel de l'ouvrier devra être payé les jours de repos groupé comme les jours de travail et, pour que le paiement ne soit pas éludé dans la pratique, ce salaire devra être versé même lorsqu'un ouvrier ou un employé occupé sous le régime des repos groupés quittera l'établissement avant d'avoir bénéficié des repos qui lui sont dûs. (article 19 des deux projets).

En effet, avec le repos groupé, un assez grand nombre d'ouvriers ou employés vont se trouver privés pendant un certain nombre de jours de leur gain journalier et ordinairement n'auront pu économiser sur leur salaires des sommes suffisantes pour assurer leur existence pendant cette période : « Il ne m'a paru ni juste, ni humain, dit le ministre du travail dans l'exposé des motifs du projet du Gouvernement (1), de priver de sa rémunération habituelle le travailleur qui vient de fournir un exceptionnel labeur et je n'ai point voulu assumer le reproche qui aurait pu m'être justement opposé de provoquer, à la faveur du régime des repos groupés, une sorte de chômage légal ». A un régime exceptionnel, il faut un correctif approprié.

D'autre part le personnel des établissements visés est en général peu stable. « Il faut donc pré-

(1) J. O. loc. cit. p. 444

voir que certains patrons pourraient être amenés à épuiser la durée pendant laquelle le repos peut être suspendu, puis à renvoyer l'ouvrier aussitôt qu'il aurait droit à un repos ». La disposition proposée rendrait onéreuse et presque impossible cette pratique qui aurait chance de se produire sans elle.

Ce régime n'est d'ailleurs imposé à aucune entreprise « puisqu'il constitue une exception au droit commun auquel il est toujours permis de se conformer. Il en résulte que le système des repos groupés trouvera dans son usage même, nous voulons l'espérer, le correctif qui en empêche l'abus ».

La grande innovation du projet de la Commission (il n'y a rien sur ce point dans le projet du Gouvernement) consiste à laisser aux employeurs et employés d'une même profession ou de professions similaires et connexes la faculté de choisir d'un commun accord, par profession et par région, l'un quelconque des modes d'application du repos hebdomadaire prévus par la loi de 1906, qu'ils estiment préférable pour leurs intérêts (art. 1^{er} § 4 nouveau) ; les mesures nécessaires à la consultation séparée des employeurs et des employés seront déterminées par un règlement d'administration publique ; les professions et les régions seront fixées en vue de l'exécution de la loi par arrêtés ministériels. (art. 1^{er} § 5 nouveau).

Ces dispositions ont leur origine « dans le désir,

manifesté par diverses délégations et formulé par plusieurs propositions de demander l'application de la loi de la seule entente entre employés et employeurs » (1).

Pour que le choix du régime de repos puisse avoir lieu, il faut qu'il dépende d'un accord entre les patrons et les ouvriers d'une profession et et d'une région déterminée et non, comme dans la proposition de M. Berry par exemple, d'un accord entre les patrons et les ouvriers de chaque établissement, ce qui est inacceptable. « Qui ne se rend compte, dit le rapporteur M. Zévaès (2), que, dans un débat entre l'employeur et les employés, entre le patron et les ouvriers de la même maison, les deux parties ne seraient pas d'égale force, qu'à l'une manquerait l'indépendance nécessaire et qu'elle serait bien vite obligée de s'incliner devant la volonté de l'autre partie ? » sinon, ce qui se pourrait cependant à cause des syndicats, ce serait une cause de discorde et de grève.

D'autre part les patrons et ouvriers doivent être consultés séparément ; les mesures nécessaires à cette consultation seront déterminées par règlement d'administration publique et les professions et régions fixées par arrêtés ministériels.

Il nous semble que cette consultation et cette délimitation feront naître de nombreuses diffi-

(1) Rapport de M. Zévaès à la Chambre des Députés p. 23

(2) Rapport sus-indiqué p. 23.

cultés parce qu'elles supposent une organisation professionnelle qui n'existe pas encore. Mais supposons que la consultation des intéressés ait lieu : le principe du repos collectif dominical sera alors ruiné et il est peu probable que toutes les professions d'une même région adoptent le même régime. Il en résultera :

1^o La destruction de toute vie de famille, que la loi sur le repos hebdomadaire voulait restaurer, puisque chacun de ses membres pourra avoir un jour de repos particulier.

2^o Une atteinte à la liberté de conscience des travailleurs et la suppression de toute vie religieuse.

3^o De grandes complications pour l'inspection du travail.

Cette disposition du projet de la Commission satisfait une partie des desiderata des auteurs de propositions de lois et de beaucoup de commerçants, mais les conditions établies par le projet ont paru inacceptables notamment à la Fédération des Commerçants Détaillants qui s'est plainte que ces conditions aboutissaient à l'oppression des patrons par les corporations ouvrières. (1)

(1) Une réunion des Fédérations Nationales et des Syndicats de l'Alimentation Parisienne, tenue le 15 mai 1909 et où étaient représentés vingt syndicats patronaux, émettait le vœu suivant :

I. Que les dérogations inscrites dans la loi soient complétées en y ajoutant tous les autres modes possibles de

Le projet du Gouvernement et, après lui, le projet de la Commission, introduisent enfin certaines dispositions nouvelles relatives au contrôle et aux pénalités :

Le § 3 ajouté à l'article 10 de la loi actuelle confie à des règlements d'administration publique le soin d'indiquer les mesures de contrôle particulières au repos groupé et aux dérogations exceptionnelles ou permanentes prévues par la

repos hebdomadaire et qu'il soit permis de choisir parmi tous ces modes, grâce à une entente directe entre les employeurs et les employés d'une même corporation et d'une même zone d'intérêts communs ;

2. Que cet accord une fois établi à la majorité des suffrages exprimés ait force de loi ;

3. Pour le cas où l'entente ne pourrait se faire dans les conditions ci-dessus mentionnées, qu'un petit nombre de dérogations soient réservées et mises à la disposition des employeurs qui pourront choisir l'une d'entre elles à charge d'en faire la déclaration à l'autorité administrative ;

4. Que certaines dérogations spéciales soient prévues pour la corporation de la boulangerie ;

5. Que les commerces d'alimentation soient admis à bénéficier des exemptions accordées par les articles 5 et 6 de la loi ;

6. — Que la révision de la loi dans le sens ci-dessus indiqué, soit mise à l'ordre du jour du Parlement dans le plus bref délai possible ;

7. Qu'en attendant cette discussion, les Pouvoirs publics tiennent le plus grand compte, dans son application de son caractère provisoire et imparfait ;

8. Enfin et pour cette dernière raison que les députés présents veuillent bien faire déposer sur le bureau de la chambre, un projet de loi d'amnistie pour tous les faits se rapportant à l'application de cette loi.

loi. Ce paragraphe est rendu nécessaire par l'introduction, dans certaines catégories d'entreprises, du système du repos groupé et par une plus grande extension du repos compensateur.

D'autre part, « il a été constaté à diverses reprises, dit le rapporteur M. Zévaès, (1) que certains industriels ou commerçants, notamment dans les hôtels, cafés, restaurants, boulangeries, etc. — se dérobaient à l'obligation de donner le repos hebdomadaire à leur personnel en faisant figurer sur leur registre de contrôle un tableau de roulement qui, dans la réalité, n'était pas appliqué. Il y a là une véritable fraude qui mérite d'être frappée. » Aussi les projets du Gouvernement et de la Commission ajoutent à l'article 16 le paragraphe suivant : « Est considérée comme apportant un obstacle aux fonctions de l'inspecteur toute indication sciemment inexacte qui lui serait fournie sur l'organisation du roulement, en exécution du règlement prévu à l'article 10 de la loi. »

Toute indication inexacte fournie à l'inspecteur sur l'organisation du roulement est donc assimilée à l'obstacle apporté au service de l'inspecteur. Le texte dit « sciemment inexacte », c'est donc la mauvaise foi, l'intention formelle de frauder qui est atteinte.

(1) Rapport sus-indiqué p. 31.

CONCLUSION

L'apparition de la circulation du 10 avril 1907 devait marquer le commencement d'une ère d'apaisement ; les réclamations se ralentirent, l'agitation se calma peu à peu. Le changement d'interprétation de la loi par les préfets quant à l'octroi des dérogations ne fut probablement pas étranger à cet état de choses.

M. Zévaès, au nom de la Commission du Travail de la Chambre des Députés, déposait le 31 mai 1908 son rapport sur les propositions et le projet modifiant la loi de 1906 ; la discussion était inscrite à l'ordre du jour de la Chambre en juin, mais elle n'eut pas lieu et il est difficile de prévoir à l'heure actuelle si elle se produira ou quand elle se produira. Elle serait cependant nécessaire, à notre avis, pour plusieurs raisons :

Nous ne perdons évidemment pas de vue que la circulaire du 10 avril a été rendue par le ministre du travail après le vote à la Chambre d'un ordre du jour de confiance aux termes duquel le Gouvernement s'engageait à faire de la loi une application

largement libérale et à proposer les modifications nécessaires. Mais il nous semble que certains passages de la circulaire modifient la loi d'une façon si sérieuse qu'il serait bon que le Parlement régularisât cette situation en introduisant dans les termes mêmes de la loi, les modifications apportées par la circulaire. Nous ne cachons d'ailleurs pas que ce qui nous semblerait encore bien préférable serait le rapport pur et simple de la circulaire du 10 avril, dès que cette mesure serait possible.

Il faut avouer aussi que la loi de 1906 n'a pas été sérieusement appliquée dans un grand nombre d'hôtels et de restaurants ; le repos par roulement n'a guère été non plus établi au début de la loi dans les boulangeries et le ministre du travail, après le dépôt à la Chambre en mai 1907 du projet du Gouvernement, a même autorisé les boulangers à donner, dès cette époque, à leurs ouvriers le repos groupé que le projet établissait à leur égard.

Nous admettons l'utilité du repos groupé dans les boulangeries et dans certains hôtels, mais il nous semble nécessaire de le faire approuver préalablement par les Chambres et de l'introduire dans la loi. Ceci est d'autant plus indispensable que les moyens de contrôle spéciaux et nécessaires n'existent pas pour ce mode de repos et il est à craindre qu'il ne soit actuellement guère plus appliqué que n'a été le repos par roulement.

Voilà où s'arrêtent les modifications que nous considérons désirables. D'autres dispositions pro-

jetées, qui laissent aux patrons et aux ouvriers la faculté d'adopter quand ils sont d'accord les dérogations prévues par la loi, nous semblent désastreuses car elles minent le principe du repos collectif dominical, qui seul procure tous les avantages du repos hebdomadaire et auquel on ne devrait apporter que les exceptions indispensables.

La loi de 1906, malgré ses lacunes et ses imperfections, n'en a pas moins donné le repos hebdomadaire et même dominical à un très grand nombre de travailleurs qui en étaient privés auparavant et qui, ils le reconnaissent eux-mêmes, ne doivent qu'à la loi cette salubre réforme. Il faut remarquer aussi, que si son application a été cause de longues difficultés à Paris et dans certains autres endroits, la province en général s'y est relativement vite soumise.

Grâce à la loi de 1906, un grand pas a été fait dans la voie du respect du repos du dimanche, mais nous ne considérons cependant cette loi que comme un essai législatif plutôt que comme une législation définitive. La fermeture obligatoire des magasins le dimanche nous paraît être le but vers lequel doivent tendre les efforts des partisans du repos dominical. Avec cette fermeture la concurrence existant actuellement entre les magasins fermés et les magasins pouvant rester ouverts n'existerait plus, la situation serait égale pour tous ; d'un autre côté la tâche de l'inspecteur

serait bien plus aisée et très simplifiée ; cette fermeture serait enfin le moyen de donner le repos du dimanche au petit commerçant et à sa famille, dont on ne peut se désintéresser.

Nous espérons que grâce d'une part aux ligues qui travaillent à éclairer l'opinion publique sur la nécessité et les bienfaits du repos du dimanche, telles que la Ligue Populaire pour le Repos du Dimanche et la Ligue pour le Repos et la Sanctification du Dimanche, et d'autre part à la Ligue Sociale d'acheteurs, le principe de la fermeture des magasins entrera de plus en plus dans les mœurs en France et que la loi de 1906 pourra être un jour modifiée dans ce sens pour le plus grand bien de tous.

VU : *Le Président,*

RAOUL JAY.

VU : *Le Doyen,*

LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.



BIBLIOGRAPHIE

1^o LOI DU 13 JUILLET 1906

Conseil supérieur du Travail. Session de novembre 1904. *Repos Hebdomadaire*. Paris. 1905. Imprimerie Nationale.

Rapport de M. Poirrier au Sénat sur la proposition de loi tendant à établir le repos hebdomadaire (21 février 1905). Paris 1905.

L. Armbruster. — *Le Repos Hebdomadaire*. Paris 1907. Berger-Levrault éd.

A. Berthiot. — *Le Repos Hebdomadaire*. 2^{me} édition. Paris 1907. Roustan éd.

J. Boistel. — *Manuel Pratique pour l'Application de la loi sur le Repos Hebdomadaire*. Paris 1906. Chaix éd.

G. Bonnefoy. — *Le Repos Hebdomadaire*. Paris 1907. Marchal et Billard éd.

L. Bruneau. — *Le Repos Hebdomadaire*. Paris 1907. Librairie Générale de Droit et de jurisprudence éd.

R. Jay. — *Le Repos du Dimanche et la loi française*. Publication de l'Action populaire. Paris. Lecoffre éd.

G. Jèze. — Régimes juridiques organisés par la loi de 1906. (*Revue du Droit Public et de la Science Politique*. janvier-mars 1907 p. 24.)

E. Mesnard. — Etude sur la loi du 13 juillet 1906 (*Les Lois Nouvelles*. 1907. 1^{re} partie p. 1).

P. Pic. — *Traité Elémentaire de Législation Industrielle* 3^{me} édition. Paris 1908-1909. Rousseau éd.

Jean Dodu. — *La Loi du 13 juillet 1906*. Thèse. Faculté de Paris 1907.

André Révillon. — *Le Repos Hebdomadaire*. Thèse. Faculté de Lyon. 1908.

A. Viguiet. *Le Repos du Dimanche. La Loi du 13 juillet 1906. Les Difficultés d'Application*. Thèse. Faculté d'Aix-Marseille. 1908.

2° APPLICATION & RÉFORME DE LA LOI DE 1906

Annuaire de Législation Etrangère.

Bulletin Municipal Officiel.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Journal Officiel.

Les Lois Nouvelles. 1907. 4^{me} partie. *Revue de Jurisprudence.* p. 21.

Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1906 et 1907. Paris 1907 et 1908. Imprimerie Nationale.

Rapport de M. Zévaès à la Chambre des Députés sur le projet et les propositions de loi tendant à modifier ou à compléter la loi du 13 juillet 1906. (12 mars 1908).

Recueil Périodique de Jurisprudence Dalloz
P. Leroy-Beaulieu. — Articles dans l'*Economiste Français* du 13 octobre et 24 novembre 1906
Edouard Payen. — Articles dans l'*Economiste Français* du 22 septembre 1906, 6 juin et 3 octobre 1908

Paul Beauregard. — Articles dans le *Monde Economique* du 18 août et 27 octobre 1906 et 23 février 1907.

G. Maze-Sencier. — *Une Conquête Sociale. Le Repos Dominical* (Association Catholique. 15 juillet 1906 p. 15).

Paul Gsell. — *Nouveaux Conflits en France. Le Repos Hebdomadaire Patrons et Syndicats.* (Enquête) (La Revue. 15 octobre 1906 p. 385).

Ch. Viennet. — *Pour le Repos Hebdomadaire* (Association Catholique. 15 janvier 1907 p. 11)

J. Zamanski. — *Le Repos et le Salaire.* (Association Catholique 15 janvier 1907 p. 40).

Daniel Bellet. — *Du Repos hebdomadaire an*

Salaire Minimum (Journal des Economistes. avril 1908 p. 19).

G. Gautherot. — *L'Exemple de l'Etranger — Les lois sur le Repos Hebdomadaire* — (Association Catholique. 15 juin 1908 p. 405 et 15 juillet 1908 p. 32).

R. Bonnard. — *La Loi sur le Repos hebdomadaire devant le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation* (Questions Pratiques de Législation Ouvrière et d'Economie Sociale — août-septembre 1908. p. 232).

Georges Cahen. — *Le Repos Hebdomadaire* (Revue Politique et Parlementaire. 10 février 1909 p. 232).

Association Catholique — années 1906 à 1908
Bulletin de la Ligue Populaire pour le Repos du Dimanche années 1906 à 1908.
Le Monde Economique années 1907 et 1908.
Journaux divers (1).



(1) Nous tenons à remercier ici le Comité d'Etudes Sociales, 7 rue Las Cases, Paris qui a bien voulu mettre à notre disposition un dossier complet des articles et passages des journaux intéressant la question, parus depuis 1906 et qui nous a été d'une très grande utilité.

ANNEXE

TABLEAU COMPARATIF

*Comparaison du texte la loi du 13 Juillet 1906,
sur le repos hebdomadaire et du texte proposé
par la Commission du travail.*

Loi du 13 juillet 1906

Article premier

Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux. même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives.

Projet de la commission

Article premier

Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives.

Le mode d'application du repos hebdomadaire aux employés et ouvriers des services publics sera déterminé par un règlement d'administration publique.

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

Les employeurs et les employés d'une même profession ou de professions similaires et connexes ont la faculté de choisir d'un commun accord, par profession et par région l'un quelconque des modes d'application du repos hebdomadaire prévus par la présente loi, qu'ils estiment préférable pour leurs intérêts.

Un règlement d'administration publique arrêtera les mesures nécessaires à la consultation séparée des employeurs et des employés. Les professions et les régions seront fixées en vue de l'exécution de la loi par arrêtés ministériels.

Art 2.

Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien :

Art. 2.

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

a) Un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement ;

b) Du dimanche midi au lundi midi ;

c) Le dimanche après midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ;

d) Par roulement à tout ou partie du personnel.

Des autorisations nécessaires devront être demandées et obtenues conformément aux prescriptions des articles 8 et 9 de la présente loi.

Art. 3.

Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements appartenant aux catégories suivantes :

1^o Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate ;

2^o Hôtels, restaurants et débits de boissons ;

3^o Débits de tabacs et magasins de fleurs naturelles ;

4^o Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraites et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appa-

c) Le dimanche après midi avec un repos compensateur par roulement et par quinzaine, soit d'une journée, soit de deux demi-journées exonérant ensemble l'ouvrier ou employé d'une journée complète de travail.

Art. 3.

2^o Hôtels, cercles, restaurants et débits de boissons.

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

reils médicaux et chirurgicaux ;

5° Établissement de bains ;

6° Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées et expositions ;

7° Entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion ;

8° Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou force motrice ;

9° Entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations ;

10° Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide ;

11° Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînant la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

Un règlement d'administration publique énumérera la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les numéros 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.

Loi du 13 juillet 1906

Un autre règlement d'administration publique déterminera également des dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que hauts fourneaux.

Art. 4.

En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution, des travaux urgents. Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont néces-

Projet de la Commission

Un autre règlement d'administration publique déterminera également parmi les dérogations de la loi celles applicables au repos, soit, dans les usines à feu continu, des spécialistes, soit, dans les autres établissements, des chefs de service qui ne pourraient, en raison de la nature de leur travail, être remplacés pendant vingt-quatre heures consécutives, chaque semaine, sans nuire gravement au fonctionnement normal de l'établissement.

Art. 4.

Conforme.

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

saires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

Art. 5.

Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche après-midi, avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de vingt et un ans et logés chez leurs patrons et par

Art. 5.

Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront être occupées le jour du repos pendant une demi-journée au maximum et sous réserve, dans la quinzaine, d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé, les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux et les personnes employées à l'entretien de la cavalerie et aux travaux indispensables pour la conservation, soit de la matière première, soit du produit en cours de fabrication, ainsi que les gardiens et concierges.

Les gardiens et concierges,

Loi du 13 juillet 1906

roulement et par quinzaine d'une journée entière pour les autres employés.

Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par un arrêté municipal.

Projet de la Commission

les pompiers et veilleurs de nuit, les mécaniciens des ventilateurs ou machines d'épuisement et en général les personnes employées à un service de garde ou d'entretien ne pouvant être interrompu pendant le repos collectif pourront être admises à bénéficier des dérogations de l'article 2, sans que l'établissement cesse d'être considéré comme ayant le repos collectif.

Dans les établissements occupant moins de huit ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée exonérant ensemble l'ouvrier ou l'employé d'une journée complète de travail.

Le repos du personnel occupé à la vente au détail de denrées alimentaires pourra être donné sans autorisation sous la forme prévue au paragraphe C de l'article 2.

Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

Art. 6.

Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

Celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais pour ces deux dernières catégories d'indus-

Art. 6.

être supprimé par arrêté municipal lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier ou une affluence extraordinaire d'acheteurs. Il ne pourra être fait usage de cette faculté par le maire plus de 6 fois par an.

Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

Les hôtels et restaurants des stations balnéaires, thermales ou climatériques pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par par an au maximum à la condition d'assurer à l'employé ou à l'ouvrier un nombre égal de jours de repos groupés au cours de l'année.

Les hôtels et restaurants occupant moins de huit personnes peuvent suspendre le repos trente demi-journées au maximum par an à la condition de donner au personnel une période égale de repos compensateur.

Loi du 13 juillet 1906

trie, l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois

Projet de la Commission

Les industries qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois.

Dans les établissements commerciaux qui ont le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos pourra être suspendu cinq fois par an pour inventaire ou préparation des expositions de saison, sans que cette dérogation puisse s'appliquer à la vente.

Art. 7.

Dans les établissements soumis au contrôle de l'Etat, ainsi que dans ceux où sont exécutés les travaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale, les ministres intéressés pourront suspendre le repos

Art. 7.

Conforme.

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

hebdomadaire quinze fois
par an.

Art. 8.

Lorsqu'un établissement
quelconque voudra bénéficier
de l'une des exceptions
prévues au paragraphe 2 de
l'article 2, il sera tenu
d'adresser une demande au
préfet du département.

Celui-ci devra demander
d'urgence les avis du Conseil
municipal, de la Chambre
de commerce de la région et
des syndicats patronaux et
ouvriers intéressés de la
commune. Ces avis devront
être donnés dans le délai
d'un mois.

Le préfet statuera ensuite
par un arrêté motivé qu'il
notifiera dans la huitaine.

L'autorisation accordée à
un établissement devra être
étendue aux établissements
de la même ville faisant le
même genres d'affaires et
s'adressant à la même clien-
tèle.

Art. 9.

L'arrêté préfectoral pourra
être déféré au Conseil d'Etat,
dans la quinzaine de sa
notification aux intéressés.

Art. 8.

Conforme.

Art. 9.

Conforme.

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

Le Conseil d'Etat statuera dans le mois qui suivra la date du recours, qui sera suspensif.

Art. 10.

Des règlements d'administration publique organiseront le contrôle des jours de repos pour tous les établissements, que le repos hebdomadaire soit collectif ou qu'il soit organisé par roulement.

Ils détermineront également les conditions du préavis qui devra être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficiera des dérogations.

Art. 11.

Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi.

Dans les établissements soumis au contrôle du Mi-

Art. 10.

Des règlements d'administration publique organiseront le contrôle des jours de repos pour tous les établissements que le repos hebdomadaire soit collectif ou qu'il soit organisé par roulement.

Ils détermineront également les conditions du préavis qui devra être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficiera des dérogations.

Ils indiqueront également les mesures de contrôle particulières au repos groupé ainsi qu'aux dérogations exceptionnelles ou permanentes accordées par la présente loi ou en vertu de la présente loi.

Art. 11.

Conforme.

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

nistre des Travaux publics, l'exécution de la loi est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Les délégués mineurs signalent les infractions sur leur rapport.

Art. 12.

Les contraventions sont constatées dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Art. 13.

Les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de cinq à quinze francs (5 à 15 fr.).

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées dans des conditions contraires à la

Art. 12.

Conforme.

Art. 13.

Conforme.

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

présente loi, sans toutefois que le maximum puisse dépasser cinq cents francs (500 fr.).

Art. 14.

Les chefs d'entreprises seront civilement responsables des condamnations prononcées contre les directeurs ou gérants.

Art. 15

En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

Il y a récidive lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser trois mille francs (3.000 fr.).

Art. 16.

Est puni d'une amende de cent à cinq cents francs (100 à 500 fr.) quiconque aura mis

Art. 14.

Conforme.

Art. 15.

Conforme.

Art. 16.

Est puni d'une amende de cent à cinq cents francs (100 à 500 fr.) quiconque aura mis

Loi du 13 juillet 1906

obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

En cas de récidive dans les délais spécifiés à l'article précédent, l'amende sera portée de cinq cents à mille francs (500 à 1.000 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article et des articles 13 14 et 15.

Art. 17.

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transport par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales.

Projet de la Commission

obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

Est considérée comme apportant un obstacle aux fonctions de l'inspecteur toute indication sciemment inexacte qui lui serait fournie sur l'organisation du roulement, prévu à l'article 10 de la loi.

En cas de récidive dans les délais spécifiés à l'article précédent, l'amende sera portée de cinq cents à mille francs (500 à 1.000 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article et des articles 13, 14 et 15.

Art. 17.

Le mode d'application du repos hebdomadaire aux employés et ouvriers des entreprises de chemins de fer sera déterminé par un règlement d'administration publique.

Les dispositions de la présente loi, ne sont pas applicables au personnel embarqué des entreprises de transport par eau, sauf en ce qui concerne les bateaux-omnibus.

Loi du 13 juillet 1906

Art. 18.

Sont abrogées les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 en ce qui touche le repos hebdomadaire.

Les dérogations prévues à l'article 4 et au premier paragraphe de l'article 5 de la présente loi ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

Les dérogations prévues au paragraphe 3 de l'article 5 ne sont pas applicables aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892.

Un règlement d'administration publique établira la nomenclature des industries comprises dans les catégories générales énoncées à l'article 6 de la présente loi en ce qui concerne les femmes et les enfants.

Projet de la Commission

Art. 18

Conforme.

Art. 19 (*nouveau*).

Lorsqu'un chef d'établissement groupe plusieurs jours de repos dans les conditions prévues par la présente loi, il est tenu de les rémunérer au

Loi du 13 juillet 1906

Projet de la Commission

taux habituel de la journée de travail de l'ouvrier ou employé.

Lorsqu'un ouvrier ou employé occupé sous le régime des repos groupés quitte l'établissement avant d'avoir bénéficié des repos qui lui sont dus, le chef d'établissement lui en doit le paiement au taux habituel de la journée de travail.

Est nulle de plein droit toute convention contraire aux dispositions du présent article.

TABLE DES MATIÈRES



	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

La Loi du 13 Juillet 1906

CHAPITRE PREMIER. — Principe général	7
Première Section. — En quoi consiste le repos hebdomadaire, ques- tion des extras	7
Deuxième Section. — Durée du repos..	17
CHAPITRE II. — Domaine d'application	19
Première Section. — Domaine d'application quant aux établisse- ments	19
§ 1 ^{er} Établissements assujettis	19
§ 2 ^e Etablissements non assujettis	21
Deuxième Section. — Domaine d'application quant aux personnes bénéficiant du repos ..	32
CHAPITRE III. — Différents régimes prévus par la loi	39

sité de la fermeture obli- gatoire des magasins . . .	104
§ 3 ^e — La loi de 1906 et les dérogations . . .	113
§ 4 ^e — Le jour de repos doit-il être payé . . .	119
CHAPITRE II. — Phases successives de l'application de la loi	126

TROISIÈME PARTIE

Les Projets de Modification

CHAPITRE PREMIER. — Propositions de loi	163
CHAPITRE II. — Les Projets du Gouvernement et de la Commission du tra- vail	186
CONCLUSION	210
BIBLIOGRAPHIE	214
ANNEXE	219



